

Un échec pour M. Gandhi

Le Congrès-I, parti du premier ministre indien, a été battu à la majorité des deux tiers par une coalition locale, à l'occasion d'élections générales, le samedi 22 janvier, au Tamil Nadu. L'éthnie tamoule est majoritaire dans cet Etat du Sud peuplé de quelque cinquante-cinq millions d'habitants, et l'intervention militaire indienne à Sri Lanka a dominé la campagne électorale.

Porté au pouvoir à la fin de 1984, au lendemain de l'assassinat de sa mère Indira, par un raz de marée électoral, Rajiv Gandhi sera sans doute poussé à renoncer à des élections anticipées et à attendre l'automne prochain pour procéder au renouvellement du Parlement fédéral. Il avait lui-même, en effet, souligné la portée nationale du scrutin de samedi en se rendant, depuis avril dernier, à onze reprises à Madras, capitale du Tamil Nadu, en multipliant les meetings électoraux et en se comportant parfois davantage en chef de campagne électorale qu'en chef de gouvernement.

Un malheur n'arrivant jamais seul, M. Gandhi a dû se résoudre à limoger, dimanche, M. Arjun Singh, chef-ministre de l'Etat du Madhya Pradesh, et membre influent du Congrès-I, écarté par une grave affaire de corruption. Ce scandale ayant fait, pendant des semaines, les grandes manchettes de la presse, M. Gandhi avait d'autant plus besoin, pour le faire oublier, que les résultats du scrutin au Tamil Nadu soient relativement équilibrés.

Sa cause, alors qu'il vient d'amorcer une détente à la fois avec la Chine et le Pakistan, en se rendant - double « première » - à Pékin et à Islamabad, n'est pas pour autant perdue. Au plan national, le Congrès-I demeure, de loin, la formation la mieux organisée. En outre, l'économie ne se porte pas si mal, et des pluies abondantes laissent prévoir de bonnes récoltes, ce qui fait l'affaire de la majorité de la population, qui demeure rurale. Enfin, l'opposition a beau s'être regroupée au sein d'un front national, elle n'en reste pas moins divisée et incapable d'avancer un programme cohérent.

Dans l'immédiat, M. Gandhi va être contraint de jouer au plus serré à Sri Lanka, où les forces indiennes se battent contre des séparatistes tamouls qui peuvent compter désormais sur la sympathie active des nouvelles autorités de l'Etat, proche, du Tamil Nadu. Peut-être sera-t-il contraint, dans un premier temps, de réduire les effectifs de ce corps expéditionnaire dont deux bataillons seulement, sur quelque cinquante mille hommes, ont été rapatriés depuis le début de l'année.

Quelles que soient les erreurs de M. Gandhi, le scrutin au Tamil Nadu montre encore une fois, s'il en est besoin, à quel point l'Union indienne est une somme de particularismes régionaux et ethniques dont la cohabitation est une épreuve de tous les moments. Après son grand-père et sa mère, Rajiv Gandhi en fait l'amère expérience. Saura-t-il à son tour en triompher lors des élections générales de fin d'année ? On ose l'espérer tant toute autre hypothèse paraît redoutable.



3790147004500 01240

En dépit du meurtre d'un prêtre Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir polonais

Le cardinal Jozef Glemp, primat de l'Eglise de Pologne, a qualifié de « nouvelle tragédie » le meurtre d'un prêtre de soixante-quatre ans, proche de l'opposition, le Père Niedzielak, trouvé mort samedi 21 janvier chez lui, à Varsovie. De nombreux catholiques pensent à une provocation. Les dirigeants de Solidarité se sont abstenus de tout commentaire en attendant l'autopsie. Réunie à Gdansk, la direction du syndicat Solidarité a décidé d'accepter les offres de négociations du pouvoir sur le pluralisme syndical.

Le moment est crucial et les dirigeants de Solidarité n'ont pas voulu prendre le risque de tout faire capoter par des réactions intempestives. Aucune allusion n'a donc été faite, dimanche 22 janvier à Gdansk, au meurtre d'un prêtre proche de l'opposition, le Père Stefan Niedzielak, découvert samedi par des paroissiens dans son presbytère, la tête ensanglantée.

Réunie samedi et dimanche à Gdansk, la commission nationale exécutive de Solidarité (KKW) a donc décidé, pour reprendre l'expression de Lech Walesa, de répondre - par une main tendue à la main tendue de l'autre côté -. Dans un communiqué, repris lundi matin par la presse officielle polonaise, la direction du syndicat indépendant se déclare prête à « entamer, dans les plus brefs délais, des négociations » avec le pouvoir, après la décision du comité central du parti (POUP) d'accepter, à terme et sous condi-

tions, le principe du pluralisme syndical.

Selon des sources proches de l'opposition, Lech Walesa est attendu cette semaine à Varsovie, peut-être même dès mardi, pour reprendre formellement contact avec les négociateurs du pouvoir, ce qui pourrait permettre l'ouverture, en février, de la table ronde.

La proposition du POUP, proclamée le communiqué de la KKW, lu à haute voix sur le parvis de l'Eglise Sainte-Brigitte, à Gdansk, par le porte-parole de Solidarité, Janusz Onyszkiewicz, constitue « un pas fondamental dans la voie du dialogue social ». « Nous constatons qu'une possibilité de négociation sur Solidarité et d'autres problèmes du pays a été créée. » Faisant un pas de plus en direction des autorités, la KKW s'est engagée à agir « conformément à l'ordre légal et au statut de notre syndicat, dans l'intérêt général de la Pologne ».

S. K.

(Lire la suite page 2.)

Nouveau séisme en URSS

Un millier de morts au Tadjikistan.

PAGE 48

Elections législatives partielles

A Marseille, duel serré entre M. Tapie et M. Teissier. En Seine-Saint-Denis, succès de M. Asensi (PC).

PAGE 7

Le Monde

ÉCONOMIE

■ L'emploi en France ■ La chronique de Paul Fabra
Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve page 32

Les non-dits de la polémique sur l'Opéra

La Bastille des artistes

A « Sept sur sept », dimanche sur TF1, Daniel Barenboim n'a guère eu l'attitude d'un perdant ni d'un artiste « remercié ». Sa rupture semble néanmoins avérée avec Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris. Rappelant qu'il avait un contrat, le chef d'orchestre semble s'orienter vers un procès. Certains enjeux sont désormais mis en lumière par l'affaire de l'Opéra Bastille, enjeux pour une lutte de pouvoirs politiques et artistiques.

Conférence de presse de Daniel Barenboim le 16 janvier : « Nommé en conseil des ministres par le président de la République, j'en appelle au président de la République : c'est à lui de choisir entre moi et une programmation faite par le PDG d'une maison de couture. »

Effet saisissant sur la foule qui l'applaudit : pourtant, Daniel Barenboim n'a jamais été nommé en conseil des ministres, mais

seulement par le ministre de la culture d'alors, François Léotard, décision annoncée par un communiqué du 31 juillet 1987.

Cette dramatisation discutable est à l'image du charivari actuel où le public a bien du mal à se retrouver. En politique d'abord : à lire les réactions diverses, on pourrait croire que MM. Chirac, Léotard, Juppé, Boulez, Barenboim, Chéreau, forment un front commun contre MM. Lang et Bergé.

Il n'en est rien : les trois premiers ont toujours été contre le projet même de l'Opéra Bastille. Mais, pour l'heure, ils cherchent surtout à attaquer le président de la République et à détourner l'attention du contrat qu'ils ont signé à Daniel Barenboim, des conditions fiscales exorbitantes qu'ils lui ont accordées et de tous les efforts qu'ils ont accomplis en 1986-1987 pour faire capoter le nouvel Opéra (même si M. François Léotard a tiré son épingle du jeu en le sauvant in extremis, moins par conviction que par civisme).

L'enquête sur les délits d'initiés Les « affaires » empoisonnent le climat politique

Le climat politique lié aux « affaires » s'est dégradé après les révélations du « Monde » sur les achats d'actions Triangle qu'aurait effectués M. Pelat, ami de longue date de M. Mitterrand. M. Juppé, secrétaire général du RPR, se demande si les socialistes ne représentent pas « la gauche la plus pourrie du monde ». L'opposition de droite s'inquiète de l'image que la France donne d'elle-même à l'étranger. A gauche, M. Lajoinie, pour le PCF, remarque que « les milliards valent » au-dessus de la tête des salariés les plus défavorisés.

Vertu...

Par ANDRÉ FONTAINE

VOICI donc la France, une fois de plus, engluee dans les « affaires ». Non pas une, mais, pour faire bon poids, deux à la fois. Dans le rachat d'American Can par Pechiney, le délit d'initiés est désormais établi. Dans le rachat manqué contre la Société générale, on n'en est qu'au stade des questions, mais des questions embarrassantes. Dans les deux cas, c'est le Parti socialiste qui se trouve sur la sellette, alors que chacun a les oreilles encore pleines de ses vitiations contre l'argent.

Rien, bien sûr, sauf à faire de la naïveté un crime, ne permet a priori de mettre en doute l'honorabilité du comportement, en l'occurrence, de tel ou tel

ministre. Rien non plus ne permet de tenir le président de la République pour responsable de la manière dont tel ou tel de ses vieux amis s'y serait pris pour arrondir son magot. Il n'empêche que se développe un climat nauséabond, qu'il a fallu faire sauter un « fusible », qui se défend d'ailleurs avec pugnacité, et que trop de rumeurs courent, dont la source ne se situe pas nécessairement du côté de l'opposition. Un membre du gouvernement, Roger Fauroux, doutant sans doute que le vérité se fasse jour toute seule, a ouvertement encouragé la presse, une fois n'est pas coutume, à aider à la découvrir.

(Lire la suite page 6.)



LIRE ÉGALEMENT

« Le prix de l'argent »

par JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU
et nos informations pages 5 et 6

Salvador Dali est mort

Le peintre espagnol Salvador Dali est mort lundi 23 janvier, à 10 h 15, à l'hôpital de Figueras, sur la Costa Brava. Agé de quatre-vingt-quatre ans, ce dernier grand survivant du surréalisme était gravement diminué depuis plusieurs années.

Salvador Dali est mort comme il a vécu : au milieu d'un tourbillon d'intrigues et de rumeurs. Il est mort à la manière de ces princes d'autrefois qu'il admirait tant, princes du pouvoir et princes de l'art : en homme de théâtre.

Tandis qu'il agonisait encore à l'hôpital de Figueras, et que le monde était comblé à suivre les étapes de son affaiblissement dépeché après dépeché, ses héritiers, ou ceux qui se prétendaient tels, se sont beaucoup montrés. L'un, administrateur du Musée de Figueras, peut faire valoir sa fidélité. Un second, avocat, a établi le testament et réglé - en principe - les détails de la succession pour laquelle on avance déjà des chiffres exorbitants. Un troisième, peintre et fils d'un ami du maître, fait figure d'héritier spirituel.

Cependant, on annonce la création d'un musée au Japon... Le mythe Dali s'engouffre pour survivre à son inventeur. Lui-même y a contribué jusqu'au dernier moment. Il a exigé d'être enterré son point dans son château de Púbol, comme prévu, mais dans une crypte, au centre de son Musée de Figueras. Il y sera déposé momifié, sous une voûte de verre, parmi ses tableaux et quelques objets rituels, dont une Cadillac.

Le peintre conservé au milieu de sa création comme au centre d'une salle du trône baroque et majestueuse : on ne saurait imaginer symbole plus complet de celui qui fit de sa vie son œuvre d'art la plus réussie.

Ph. D.

(Lire l'article
« Le fou du siècle »
par PHILIPPE DAGEN page 12.)

Raymond Boudon Effets pervers et ordre social



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Chili, 425 F ; Chine, 2,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 156 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA (NY), 1,60 \$; USA (autres), 2 \$.

Etranger

URSS : la campagne pour les élections du 26 mars

MM. Sakharov, Vorotnikov et Eltsine candidats à Moscou

MOSCOU
de notre correspondant

Il y eut un point de désaccord, net et tranché, entre le candidat et ses électeurs. Ce fut lorsque M. Sakharov, exposant son programme électoral, se prononça pour le maintien de l'énergie nucléaire, qui « ne doit pas être dangereuse mais qui est nécessaire à l'humanité ».

La discussion fut vive, mais pour le reste un tonnerre d'applaudissements suivait l'autre, et c'est

Interpellations en Ukraine et en Géorgie

Soixante personnes qui souhaitaient participer à Kiev au congrès constitutif de l'Union démocratique ukrainienne ont été interpellées, samedi 21 janvier, a-t-on indiqué dimanche de source proche de l'Union démocratique, un mouvement se présentant comme un parti d'opposition au Parti communiste soviétique.

Quatorze personnes ont été relâchées samedi soir. Deux représentants de l'Union démocratique de Moscou, Igor Tsarkov et Valeria Novodvinskaya, ont notamment été appréhendés dès leur arrivée en gare de Kiev.

Par ailleurs, dix-sept nationalistes géorgiens ont été interpellés samedi matin à Roustavi, près de Tbilissi, capitale de la Géorgie, alors qu'ils tentaient d'organiser un rassemblement.

Selon M. Zviad Gamsakhouria, un porte-parole des nationalistes géorgiens, les personnes interpellées appartiennent à la Société Saint Ilya le Juste. Elles souhaitent attirer l'attention des autorités et de la population sur des questions « écologistes et nationales ». — (AFP.)

finalité à l'unanimité que le Prix Nobel de la paix a été désigné, dimanche 22 janvier, candidat de la capitale à la Chambre des nationalités du Congrès des députés du peuple — le Parlement soviétique qui sera élu le 26 mars prochain.

Ce siège n'est pas acquis à M. Sakharov, puisqu'il y a pour l'heure trois autres candidats en lice, un entrepreneur privé, un membre du bureau politique, M. Vorotnikov, et un autre héros des réformateurs, l'ancien premier secrétaire de Moscou, Boris Eltsine. Comme dans beaucoup d'autres circonscriptions, bataille il y aura, mais, trois jours après que l'Académie des Sciences a refusé de l'inscrire dans la liste des députés auxquels elle a droit, le défenseur des droits de l'homme vient d'assurer ainsi la possibilité d'être présent dans la campagne.

Or, à en juger par la réunion de dimanche, il ne manquera pas de partisans. Il a en effet suffi de ces trois jours au groupe Memorial, l'organisation qui a lancé une souscription nationale en faveur de l'érection de monuments aux victimes de Staline, pour réunir plus de trois mille personnes qui ont pris d'assaut la salle de réunion de l'Union des cinéastes. Une porte vitrée a explosé sous la pression de la foule. Neuf cent quarante-sept citoyens ont pu pénétrer dans le bâtiment et les quelques deux mille cinq autres faisaient passer à l'intérieur des notes signées avec leur identité et leur numéro de pièces d'identité pour prouver qu'ils avaient bien le droit, comme Moscovites, de désigner un candidat à la représentation de Moscou.

Cinq cents voix auraient suffi. Il y en a eu beaucoup, beaucoup plus, de célébrités comme le poète Evgueni Evtouchenko ou les écrivains Oles Adamovitch et Sylvia Kapoutikian,

mais aussi d'anciens prisonniers politiques, venus en nombre, et d'inconnus auxquels le nom de Sakharov ne l'était pas. Dans le domaine économique, le candidat s'est notamment prononcé pour la généralisation de la concurrence, des baux agricoles et du système coopératif, l'introduction de l'investissement, le marché libre des moyens de production et pour la protection de l'environnement.

Dans le domaine social, M. Sakharov voudrait se battre pour la suppression de tous les privilèges qui ne sont pas justifiés par le service (applaudissements), l'établissement d'un lien entre le niveau de salaire et les résultats du travail, la suppression de tout plafond de revenus et l'introduction parallèle, comme régulateur, d'un impôt progressif, la transparence des comptes des organisations sociales — ce qui inclut, par exemple, le parti et les syndicats.

Un test

Pour ce qui est des propositions politiques, chacune d'entre elles ou presque a été longuement applaudie — de la révision de la toute nouvelle loi électorale à la garantie des libertés d'opinion, d'association, de réunion, de manifestation et de choix du lieu de résidence, en passant par le retour, sur la base d'un accord négocié, à la conception de l'URSS comme « union d'Etats égaux en droits », la suppression de tout contrôle idéologique sur la presse, l'abrogation graduelle du système des passeports intérieurs et la libération immédiate de tous les prisonniers de conscience.

Toutes les archives concernant les répressions staliniennes « et toutes les répressions illégales » devraient être publiées ; la peine de mort abolie ; les activités du KGB, de la

milice et du ministère de la défense soumises à contrôle parlementaire et la durée du service militaire réduite de moitié, mais sans diminution brutale du nombre des officiers afin d'assurer un passage futur à « l'armée de métier ».

Logiquement, M. Eltsine, dont la candidature a été proposée pour bien d'autres sièges, devrait choisir de se présenter ailleurs, mais, pour ce qui est de M. Vorotnikov, désigné par des entreprises de Moscou, le problème est plus délicat puisqu'il est aussi Président de la Fédération de Russie. Se retirer ne serait pas glorieux et se maintenir serait s'engager dans un duel imprévisible.

Normalement, M. Sakharov aurait dû être envoyé au Congrès par l'Académie et sa candidature ne gênerait personne. Pour le pire pour le meilleur, la « démocratisation » n'est pas, comme on le dit, et l'élection de Moscou pourrait maintenant devenir — étrange expression en URSS — un test électoral.

A la veille de cette réunion, M. Gorbatchev s'était vigoureusement prononcé, samedi, contre l'introduction du multipartisme, « considéré par beaucoup, a-t-il indiqué au passage, comme nécessaire à un développement dynamique de la société ».

BERNARD GUETTA.

La Moldavie revendique la reconnaissance de la langue moldave. Suivant l'exemple des pays baltes, la direction de la petite République soviétique de Moldavie, l'impulsion de la Roumanie et qui connaît elle aussi une vive agitation nationaliste, a recommandé l'adoption du moldave comme langue d'Etat, a annoncé vendredi 20 janvier l'agence Tass. — (AFP.)

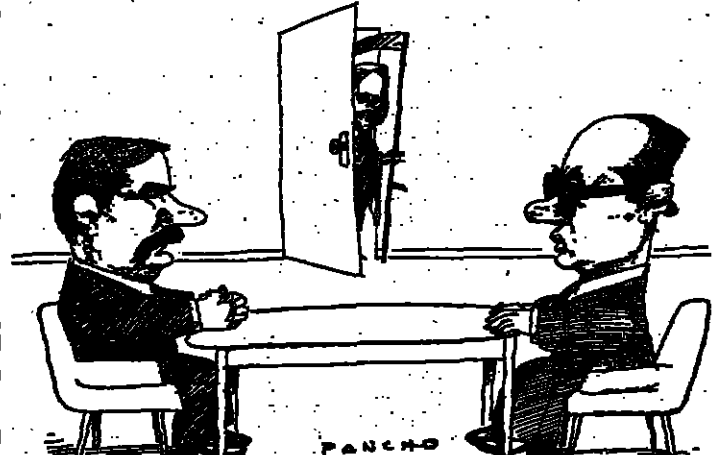
POLOGNE

Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir

(Suite de la première page.)

Mais, la prudence restant de mise, les responsables de Solidarité ont tenu à marquer le plus nettement possible certaines limites. Ainsi, si « une coopération [avec le pouvoir] paraît désormais possible dans la lutte contre la crise », le coût des réformes ne doit pas contribuer à la baisse du niveau de vie de la

lundi. L'agence officielle PAP a évoqué, dimanche soir, l'hypothèse d'un crime crapuleux, thèse qui n'est cependant pas reprise lundi par le grand quotidien de Varsovie *Życie Warszawy*, pour lequel « l'affaire n'est pas claire ». Les paroissons ont, en effet constaté que, si quelques couverts en argent avaient été volés, les malfaiteurs n'avaient en



société. Il faut avant tout « en finir avec le gaspillage et revoir les dépenses budgétaires ».

De même, si le syndicat « accueille avec satisfaction » l'annonce d'une certaine forme de pluralisme politique, il rappelle que cela passe par « la liberté de s'associer et de s'organiser, par la démocratisation de la vie publique, la liberté de parole et de publication, une authentique indépendance de la justice... ».

Ovationné par les fidèles de Sainte-Brigitte, Lech Walesa, visiblement stimulé par les événements de la semaine passée, a plaidé pour un syndicat « libre et indépendant ». « L'avenir réside dans la raison, a-t-il ajouté. Je ne tiens pas à avoir trop d'euphorie, tout peut encore arriver. Mais vous pouvez apercevoir une chance, vous pouvez apercevoir l'espoir. Si tout ça se révèle n'être qu'une illusion, alors nous devons continuer à nous battre ».

Ni Lech Walesa ni ses amis n'ont commenté publiquement le meurtre du Père Niedziak, qui devait faire l'objet d'une autopsie

revanche pas touché à des sommes d'argent liquide que le prêtre, âgé de soixante-quatorze ans, avait laissées dans son bureau.

Sans avoir la notoriété du Père Popieluszko, assassiné par la police politique en octobre 1984 (voir encadré), le Père Niedziak était néanmoins connu dans les milieux de l'opposition comme un sympathisant. Curé de la paroisse Boronowa, près du cimetière Powazki, à Varsovie, il célébrait déjà, dans les années 70, avant la naissance de Solidarité, des messes patriotiques. Le mur extérieur de son église est orné d'une croix gravée de l'inscription « A ceux qui sont morts à l'Est », et le prêtre portait un grand intérêt à toutes les recherches historiques sur les Polonais morts en URSS. Le Père Niedziak avait reçu récemment des menaces : « Ils m'auront », avait-il déclaré la veille de sa mort au Père Krol, chancelier de l'archevêché de Varsovie. Ses obsèques doivent avoir lieu jeudi.

S. K.

La « plaque tournante » de Ladispoli

Des milliers de juifs soviétiques bloqués en Italie

Quelques centaines de juifs soviétiques réussissent bon an mal an à quitter l'URSS au début des années 80. Puis la glasnost est arrivée. Ils devraient être trente-huit mille cette année. La plupart demandent à aller non en Israël, mais aux Etats-Unis, où la politique d'accueil n'est plus aussi généreuse que naguère. Et à Ladispoli, près de Rome, où ils échouent, la liste s'allonge de ceux qui attendent depuis des mois d'être fixés sur leur destination finale.

LADISPOLI
de notre envoyé spécial

« Ils m'ont rejeté. Vous vous rendez compte ? Ils m'ont dit non ! O Dieu, mes enfants ont été irradiés par Tchernobyl. Nous sommes malades. Qu'allons-nous devenir ? » Un éclair de fureur désespérée illumine en permanence le regard fiévreux de Slava. Kipa de travers sur le crâne, il court en rugissant son malheur d'un groupe à l'autre, bousculant au passage les monceaux de valises mal ficelées qui encombrant le hall. « Je ne veux être qu'un bon juif en Amérique ! Je ne demande rien d'autre ! Vous le savez, vous ! Dites-leur ! Pourquoi ne veulent-ils plus de nous ? »

Naguère, quand l'URSS était encore l'« empire du mal » et de la « stagnation », tous les pratiquants du shabat étaient les bienvenus en Amérique. Etre « juif soviétique », c'était le sésame. Vous étiez automatiquement « réfugié politique » et accueilli à bras ouverts. Maintenant, l'officier d'immigration qui suit les dossiers au consulat américain ne se contente plus de bonnes paroles. Odessa n'est plus Auschwitz. L'officier veut des preuves de la persécution. C'est l'ironie de la grande histoire : la glasnost a ouvert un peu plus le rideau de fer et, en même temps, elle a grippé le tourniquet de la liberté.

Piazza Vittoria, par un froid matin de janvier à Ladispoli. Sous les quatre palmiers du petit square, un essaim humain frigorifié bourdonne bizarrement. Trois grosses femmes, fichu sur la tête, outrageusement maquillées, se serrent sur l'un des six bancs publics de l'endroit. Elles se partagent une pomme au couteau. Les autres bancs ont été pris d'assaut depuis l'aube. Ils sont au moins deux cents, là, à tenter de se réchauffer sous le pâle soleil de cet hiver méditerranéen. Ne serait les panneaux publicitaires alentour, on se croirait dans un film des années 50. Vestes cin-

trées, pantalons larges, bottes en plastique.

Beaucoup ont accroché un petit écriteau de papier autour de leur cou. « Je cherche un appartement pour cinq personnes... Je vends une bicyclette 15 000 litres ». Deux hommes en casquette, taille basse, teint blafard et regard déambulant entre les groupes, observant au passage les joueurs de jacquet et d'échecs agglutinés sur les rebords de la fontaine. Ils ont épinglé un billet de 1 000 litres sur leur veston fatigué. Ce sont les changeurs attirés des juifs soviétiques de Ladispoli.

La communauté a aussi ses agents de voyage, qui proposent des excursions à Venise, Florence ou Naples. Et puis, elle a une boutique cachée, un club de détente pour regarder la télé et jouer au ping-pong, une école spéciale où les enfants et les adultes peuvent apprendre l'hébreu et l'anglais. Il y a encore, il y a surtout, cette extraordinaire synagogue bricolée dans une ancienne salle de cinéma au bord de la grande plage de sable noir. Sur l'écran, depuis un an, Gina Lollobrigida a laissé place au rabbin Loubitch, maître à penser des servants de l'endroit.

Plus d'une centaine par jour

« Vous pensez, explique dans un français presque parfait le docteur migrant Yakov, il y a dix ans que cette ville nous sert de plaque tournante. On a eu le temps de s'organiser. » Dix ans, en effet, que le plus court chemin, d'Odessa à Brooklyn, passe par Ladispoli, méchante petite station balnéaire à 40 kilomètres de Rome l'Eternelle. Dix-sept mille habitants l'hiver, deux cent mille à la belle saison, c'est la statistique officielle. Pas étonnant que les boutiques du cru aient appris à compter en russe et à traduire leurs affichettes-réclames dans la langue de Pouchkine.

Mais pourquoi avoir échoué à Ladispoli ? « Parce que ce n'est pas loin de Rome et qu'il est plus facile et moins cher (?) d'y vivre », explique encore le docteur Yakov, ex-cardiologue de Vilnius, en Lituanie, candidat pour Philadelphie. « On a défaut Paris, mais comment faire ? » — et coïncide ici depuis le 15 septembre. « Une fois en possession de notre visa pour Israël, seul passeport de sortie acceptable par les autorités soviétiques, on est envoyés à Vienne par avion. Là, 90 % d'entre nous annoncent au consulat israélien qu'en réalité nous souhaitons aller aux Etats-Unis. Ils ont l'habitude. On nous met alors dans des trains où des autocars à destination de Rome puisque seul,

nous dit-on, le consulat américain d'Italie a le personnel et le pouvoir de traiter nos dossiers. Voilà. »

« Rendez-vous à Ladispoli. » C'est devenu, des rives de la Baltique jusqu'à Kazakhstan, le mot de passe de cette nouvelle tribu de juifs errants. « Pour Igor Nazarov de Leningrad », peut-on lire dans le message en russe placé sur un palmier de la piazza Vittoria. « Nous vivons ici, via Santa Marinella. Tu es le bienvenu chez nous. Signé : Marbuk Anatoly. » Tous les jours que Dieu fait, ils sont plus d'une centaine à débarquer ici, à Ladispoli, avec leurs yeux hagards, déboussolés, les deux lourdes valises réglementaires en main et les 90 roubles (1) par personne, maximum autorisé par les douaniers soviétiques, en poche.

Ce qu'ils ont pu sauver — un samovar, une icône, un appareil photo, une guitare, — on le retrouvera bientôt offert au passant du marché aux puces de Rome, dans un coin spécial qu'ils ont baptisé l'« américain corner ». Interminable caravane de fuyards heureusement sponsorisés. Car il y a le Joint Committee, une organisation juive américaine qui les aide.

« Un dictionnaire russe-italien, une nuit d'hôtel à Rome et 3 000 F par mois et par couple (+ 550 F par enfant à charge), voilà ce qu'on leur donne », confirme-t-on au bureau romain du Joint Committee. Ce n'est pas le Pérou, mais pas la misère non plus, puisque le comité pouvait aussi aux soins médicaux et à la scolarisation des enfants. « Le problème, ajoute Shamir, juif new-yorkais de l'organisation, c'est que, depuis octobre dernier, l'administration américaine, qui nous renvoyait jusqu'à la fin des temps, a décidé de nous laisser partir. »

Le virage politique que le consulat américain de Rome se refuse encore à avouer — « non commenté » — a-t-on dit récemment — est ici patent. La durée moyenne d'attente à Ladispoli est passée de trois à quatre semaines auparavant à plus de soixante-quinze jours pour ceux qui auront leur visa. Mais, à Ladispoli, certains sont là depuis quatre ou cinq mois, et ils sont plus de trois cents à s'être vu officiellement dénier la porte de l'Amérique au nez. Pourquoi ? Mystère bureaucratique.

Pour quelques-uns, comme Sergé qui vient de Moscou, le cas est clair. Vingt-huit ans, beau comme le cosaque du cirque de Moscou sur l'affiche, un anglais impeccable et un diplôme de droit en poche, Sergé était douanier, il veut être avocat.

En Amérique évidemment. Mais il a peu de chances d'y parvenir. Son problème ? Sergé n'est pas juif pour 2 kopecks. « Ils m'ont assez vite découvert », raconte Sergé avec le sourire narquois de celui qui a joué une bonne blague. « A Vienne, les gens du Joint Committee n'ont posé que des tas de questions sur ma famille, les ancêtres, leurs noms, prénoms, tout ça... Finalement, je leur ai avoué la vérité. J'étais dehors, c'est l'essentiel. » Depuis, c'est une autre organisation américaine, l'International Rescue Committee (IRC), qui s'occupe de lui. Sergé n'en dégoûte pas, il veut aller chercher son grail à New-York. Encombré comme tous les « vrais » juifs de Ladispoli.

Les gens du comité, comme le rabbin Rabinaky, ancien villageois de la Baltique émigré à Jérusalem depuis cinq ans, font tout ce qu'ils peuvent pour convaincre doucement les autres de changer leur destination finale. Sans succès.

Pourquoi ne vont-ils pas en Israël, ces fuyards de la glasnost ? « Peut-être ne connaissent-ils rien de la Terre promise », regrette, barbe rousse au vent, le rabbin Rabinaky qui s'active tous les jours comme un beau diable à la synagogue-cinéma. « Trente ou quarante hommes seulement viennent ici quotidiennement pour le rite du *shofar* », se plaint-il. Et le samedi, pour le shabat, « j'ai tout au plus deux cents personnes ». Sur sept mille migrants, c'est évidemment très peu.

« Ces gens ont deux caractéristiques, précise-t-on au comité, ils sont généralement très éduqués — les programmeurs, informaticiens, architectes, médecins sont légion parmi eux, — mais ils sont très peu religieux ». Pas de papillote et peu de balais, le chapeau traditionnel de prière, chez les exilés de Ladispoli. La plupart ne parlent ni hébreu ni même le yiddish. « Moi, j'ai déjà fait l'armée en URSS, je n'ai pas envie de recommencer (...). Moi, je ne veux pas quitter une dictature pour entrer dans une autre (...). Moi, je pense qu'on a eu notre compte de difficultés, et je ne veux pas en connaître d'autres avec les Arabes (...). Moi j'estime, qu'Israël, comparé aux USA, a moins de liberté. Et puis c'est trop petit, pas assez développé technologiquement. Je ne pourrais pas y gagner ma vie », etc. Tels sont les sentiments les plus répandus dans la diaspora rétive de Ladispoli. La propagande soviétique est peut-être passée par là, mais le stalinisme ne se décrie pas.

PATRICE CLAUDE.

(1) Environ 800 F.

En octobre 1984

L'assassinat du Père Popieluszko par la police politique

C'est au général Kiszkak, ministre de l'intérieur, aujourd'hui en première ligne dans les négociations avec Solidarité, qu'était échu le 27 octobre 1984 la tâche d'annoncer aux Polonais la nouvelle qu'ils redoutaient : le Père Jerzy Popieluszko trente-sept ans, avait bien été assassiné par ses ravisseurs, des officiers des services de sécurité. Son corps taroté, au point de rendre l'identification pratiquement impossible, devait être rapatrié quelques jours plus tard dans le réservoir d'eau de Torun, où ses meurtriers l'avaient jeté.

L'enlèvement du Père Popieluszko, le 19 octobre, avait provoqué immédiatement une émotion et une inquiétude très vives en Pologne, où il était connu de tous comme l'un des défenseurs les plus ardents de Solidarité. Ses « messes pour la patrie » attirent à l'église Saint-Stanislas, à Varsovie, chaque dimanche des milliers de fidèles qui se massaient jusque dans le jardin public bordant le parvis. C'était aussi dans sa paroisse que s'étaient spontanément retrouvés pour une « messe des amnésités » la plupart des prisonniers politiques, à commencer par les chefs de file de Solidarité — même les moins

praticants — libérés par le premier amnistie de juillet 1984.

Jeune, souriant, n'hésitant pas à tenir tête à l'épiscopat qui lui demandait de modérer ses prises de position, le Père Popieluszko avait acquis une immense popularité dans le pays, au moment où, après l'état de guerre, il ne restait guère que les églises aux Polonais pour venir exprimer leur opposition. Ses obsèques en présence de Lech Walesa, du cardinal Glomp et de trois évêques, rassemblèrent des centaines de milliers de personnes. Sa tombe, dans l'enceinte de l'église Saint-Stanislas, reste un lieu de pèlerinage obligé.

Au moment de l'enlèvement du prêtre, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait évoqué la thèse de la « provocation » dirigée contre « la politique de renouveau » qui, à vrai dire, ne dépassait guère à l'époque le stade verbal.

Les assassins du Père Popieluszko furent jugés et condamnés, le 7 février 1985, à vingt-cinq ans de prison pour deux d'entre eux, quinze et quatorze ans pour les deux autres, à l'issue d'un procès hâtif et controversé. Ils seront sans doute tous libérés d'ici quelques mois, ayant bénéficié d'importantes remises de peine l'an dernier.

Décès de Josef Cyrankiewicz ancien chef de l'Etat et du gouvernement

L'ancien chef de l'Etat et du gouvernement polonais Josef Cyrankiewicz est mort, vendredi 20 janvier, à Varsovie, à l'âge de soixante-dix-huit ans, a annoncé l'agence PAP.

[Fils d'une famille de l'intelligentsia, Josef Cyrankiewicz s'est maintenu pendant vingt et un ans à la tête du gouvernement, de 1947 à 1952, puis de 1954 à 1970. Il avait été écarter du pouvoir à la

suite de la révolte ouverte dans les ports de la Baltique, menée par la force sur ordre de M. Wladyslaw Gomulka. Ancien socialiste, il joua un rôle déterminant dans l'édification de la Pologne populaire se combinant à la fusion, en 1948, des partis socialistes et communistes, qui donna naissance à l'actuel Parti communiste polonais, le P.O.U.P. — (AFP.)]

سكوا من الأصل

Europe

GRÈCE : l'affaire Koskotas

L'opposition dénonce les attermoissements de la commission d'enquête parlementaire

ATHÈNES

de notre correspondant

Dans une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale, la commission d'enquête parlementaire sur le « scandale Koskotas » vient de demander un délai supplémentaire de deux mois pour mener à bien ses travaux. Elle avait en principe remis son rapport le 24 janvier. Ce rapport final sur cette affaire d'escroquerie politico-financière.

Tous les partis de l'opposition ont dénoncé ces derniers temps l'orientation prise par l'enquête sous la pression de la majorité socialiste des députés et des membres de la commission. Celle-ci a par exemple refusé de convoquer pour audition des personnalités qui auraient pu établir un lien entre le scandale Koskotas et l'opération dite des ventes d'armes de la société publique EBO, dans le cadre de laquelle plusieurs personnes appartenant au cercle intime du premier ministre, M. Andreas Papandréou, ont été mises en cause. Le Parti communiste a annoncé sa décision de ne plus participer aux travaux de la commission, tandis que les députés de Nouvelle Démocratie (droite) ont quitté la salle de réunion au moment du vote.

C'est toutefois en dehors de la commission que sont faites les interventions politiques les plus intéressantes. Devant le Parlement, M. Constantin Mitsotakis, président de Nouvelle Démocratie, a ainsi affirmé que l'achat de quarante Mirage français avait coûté à la Grèce 48 milliards de drachmes (environ 2 milliards de francs) de plus que pour des pays qui avaient signé des contrats analogues pour le même type d'avions. Ce « supplément » représenterait, selon le chef de l'opposition, le montant de diverses commissions illégalement versées.

Samedi 21 janvier, le quotidien du soir *Eleftherotypia* a en outre publié le texte d'une lettre que Georges Koskotas aurait adressée à M. Papandréou quelques jours avant sa fuite de Grèce. Le banquier espagnol y demandait notamment au premier ministre de prendre des mesures pour que la Banque de Crète qu'il dirigeait soit vendue à des personnes « proches du gouvernement » et cédée par le commissaire de la Banque centrale nommé pour vérifier la comptabilité et les transactions de l'établissement. Georges Koskotas, qui est aujourd'hui en prison aux États-Unis, demande également que des recherches soient faites auprès des autorités judiciaires grecques. « Je sais, écrit-il, que cela peut se faire. » Selon le quotidien *Eleftherotypia*, le ton général de la lettre rappelle

étrangement celui d'un « partenaire » qui donne des instructions à son associé.

Le gouvernement a réagi violemment en affirmant que cette lettre n'était jamais parvenue au premier ministre, qu'il s'agissait d'un

« faux » fabriqué dans le cadre d'un complot visant à discréditer M. Papandréou. Mais, disons-le, le journal est revenu à la charge et a mis le gouvernement au défi de le poursuivre en justice.

THEODORE MARANGOS.

« Scandales au Koskotistan »

ATHÈNES

de notre correspondant

Mélange de spectacle de cabaret et de numéros de chansonniers, la « revue athénienne » est un genre de théâtre très prisé dans la capitale grecque. Les chansonniers satiriques et les danseuses se succèdent à une cadence rapide. La frivolité en est un ingrédient quasiment obligatoire, de même que les périodes de la vie politique. Avant tout, il faut critiquer. De préférence critiquer tout et sur tous les modes.

La « revue athénienne » connaît aujourd'hui une véritable renaissance. Les nombreuses « affaires » de ces derniers mois et le scandale Koskotas, la santé de M. Papandréou et ses amours avec l'hôtesse de l'air Dimitra Liani, la « cascade » de ministères ministériels, font le bonheur des auteurs et des acteurs. Actuellement, sept spectacles à succès sont presque exclusivement consacrés à ces histoires. Ils s'intitulent : *Le bien-aimé de*

la petite Dimitra, *Scandales au Koskotistan*, les *Derniers Paeonistes*, du nom du Parti socialiste (PASOK) au pouvoir, etc. La satire est en général féroce, l'humour d'un goût léger, la nuance presque absente. Le spectateur est ainsi témoin du mariage du couple le plus célèbre du pays et pénètre dans plusieurs chambres à coucher.

Personne pourtant ne proteste, car la « revue » est un genre intouchable. Un homme politique qui n'y serait pas mentionné serait en droit de se faire du souci sur son avenir. Il est d'ailleurs « chic » pour une personnalité de se rendre au théâtre personnellement et de rire avec les spectateurs. M. Dimitris Liani a eu une fois cette idée, et cette présence a été plutôt bien vue dans la presse. Un acteur connu, Lakis Lazopoulos, ne cesse depuis de la défendre sur scène. Sa cible préférée est devenue M. Papandréou.

Th. M.

ESPAGNE : reprise des négociations avec le gouvernement

L'ETA prolonge de deux mois la trêve des attentats

L'organisation indépendantiste basque ETA a annoncé dimanche 22 janvier dans un communiqué transmis en début de soirée à plusieurs médias basques, qu'elle prolongeait de deux mois sa trêve militaire de 15 jours décrétée le 8 janvier. Plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient défilé la veille à Bilbao, à l'appel du parti indépendantiste Herri Batasuna, pour demander la réouverture de négociations entre l'ETA et le gouvernement.

Selon un porte-parole du journal basque *Egoi*, proche de l'ETA, la communication de l'organisation précède d'un accord avec le gouvernement de Madrid sur la reprise de négociations en Algérie. Celles-ci avaient été interrompues en février 1988 à

la suite de l'enlèvement de l'homme d'affaires Emilio Revilla. Depuis lors Madrid exigeait avant leur reprise l'abandon par l'ETA de la violence.

La première offre de trêve, début janvier, avait été accueillie avec scepticisme dans les milieux politiques espagnols. Sa brièveté et également le maintien des exigences traditionnelles de l'organisation pour la reprise de négociations ne paraissaient guère de nature à favoriser un arrangement. Le gouvernement espagnol continuait d'exiger une trêve illimitée. Des pressions importantes, selon *El País*, auraient été exercées ces derniers semaines par l'Algérie pour pousser l'ETA à prolonger son cessez-le-feu de trois mois (*le Monde* du 21 janvier). Des discussions ont eu lieu à ce propos, selon la presse espagnole, entre des émissaires du gouvernement et le représentant de l'ETA en Algérie, M. Eugenio Etxebarria, alias Anton, considéré comme un modéré.

Les partisans de la négociation au sein de l'organisation basque ont également été aidés par l'arrestation en France, le 19 janvier, de Josep Terner, considéré comme le chef de file dure de l'ETA. L'importante mobilisation à laquelle a donné lieu la manifestation organisée samedi à Bilbao par Herri Batasuna, dont les dirigeants avaient eux-mêmes lancé un appel à la reprise des négociations, semble en tout cas montrer que la volonté de dialogue gagne du terrain au sein même de l'ETA, dont l'aile dure avait jusqu'à présent toujours été capable de neutraliser les tendances à la conciliation.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Nouvelle vague d'interpellations et protestation de Mgr Tomasek

Au moins quatre cents personnes ont été interpellées, samedi 21 janvier, dans des trains en gare de Votaty, le village à 30 kilomètres au nord de Prague où repose Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le feu le 16 janvier 1969 pour protester contre l'intervention soviétique.

Les policiers avaient bloqué les routes menant au village et la partie du cimetière où repose Jan Palach avait été fermée « pour raisons techniques ». Les personnes interpellées, qui avaient répondu à l'appel des mouvements d'opposition organisateurs d'un « pèlerinage », ont été conduites dans une ferme d'État voisine, questionnées et fichées, avant d'être relâchées, a indiqué M. Petr Uhl, membre de la Charte 77.

Ces interpellations portent à huit cents, selon M. Petr Uhl, le nombre de personnes appréhendées au cours de la vague de manifestations qui a commencé dimanche 15 janvier, lorsque la police a violemment dispersé plusieurs milliers de personnes rassemblées place Wenceslas à Prague, pour célébrer le vingtième anniversaire de la mort de Jan Palach.

■ RDA : douze dissidents libérés après une semaine de prison. — Les douze dissidents est-allemands arrêtés en liaison avec la manifestation du dimanche 15 janvier à Leipzig ont été relâchés à la fin de la semaine dernière, a-on appris samedi 21 janvier, à Berlin-Est. Le dernier à être libéré a été Frad Kowacz, qui avait pris la parole au cours de la manifestation. Les autres avaient été arrêtés préventivement. Tous avaient l'objet d'une instruction judiciaire pour « aggraver aux activités de l'Etat et de la société ». — (AFP, Reuters.)

Cinq des six rassemblements qui ont suivi ont dégénéré en affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Cinq des personnes arrêtées lundi dernier ont été libérées dimanche, ainsi que M. Tomas Hrudilek, un des trois porte-parole de la Charte 77, placé en garde à vue vendredi. En revanche, les deux autres porte-parole du mouvement d'opposition, M. Dana Nemcova et M. Sacha Vondra, ainsi que le dramaturge Vaclav Havel, restent emprisonnés, de même qu'un nombre indéterminé d'opposants arrêtés tout au long de la semaine.

Le cardinal-archevêque de Prague, Mgr Frantisek Tomasek, a adressé ce week-end au gouvernement tchécoslovaque une lettre dans laquelle il « proteste vigoureusement contre une telle répression de tout dialogue et une confrontation d'une telle envergure ». S'adressant à la chaîne de télévision ouest-allemande ARD, le cardinal a précisé qu'elle espérait que « les responsables politiques réfléchiront de nouveau et donneront au peuple ce qu'il mérite : la tranquillité et la paix ».

De son côté, M. Alexandre Dubcek, le « père » du « printemps de Prague », a estimé, dans une interview publiée dimanche par le quotidien communiste italien *l'Unità*, que des réformes politiques étaient indispensables pour sortir la Tchécoslovaquie de la stagnation économique et culturelle. « Il existe une crise fondamentale affectant principalement et avant tout les jeunes. Ils apprennent à l'école certaines choses qui sont en contradiction avec ce qu'ils voient autour d'eux », a déclaré M. Dubcek. — (AFP, AP, Reuters.)

Afrique

ANGOLA : obligé de quitter le pays en vertu de l'accord de New-York

L'ANC cherche de nouveaux « sanctuaires »

LUANDA

de notre envoyé spécial

Toujours plus loin, toujours plus au nord, les exilés nationalistes de l'ANC (Congrès national africain) sont petit à petit contraints de s'éloigner de l'Afrique du Sud. Ceux qui sont réfugiés en Angola vont devoir, à leur tour, quitter leur terre d'asile, sacrifiée sur l'autel de l'indépendance de la Namibie.

En vertu de l'accord du 22 décembre, les trois signataires, l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba, se sont engagés à respecter le principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres Etats, c'est-à-dire « d'assurer que leur territoire respectif n'est pas utilisé par aucun Etat, organisation, ou personne en relation avec des actes de guerre, d'agression ou de violence contre l'intégrité territoriale, l'indivisibilité des frontières et l'indépendance de chacun des pays de l'Afrique du Sud-Ouest ». Ce principe implique la cessation de toute aide de Pretoria au mouvement rebelle angolais de l'UNITA et la fin de l'hébergement donné par Luanda aux réfugiés politiques sud-africains.

Le jour même de la signature de l'accord, le ministre angolais des affaires étrangères, M. Afonso Van Dunem, avait, cependant, clairement signifié que le traité ne concernait pas « la juste lutte contre l'apartheid ». Il a pourtant bien fallu admettre que la transgression du principe de non-ingérence serait « une violation claire des accords », comme le soulignait M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Le 8 janvier, le président de l'ANC, M. Oliver Tambo, a donc annoncé que ses militants se retireraient des bases militaires d'Angola afin de ne pas fournir à Pretoria un prétexte pour entraver le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie (*le Monde* du 10 janvier).

La nouvelle n'a jamais été annoncée officiellement à Luanda. Questionné, le ministre de l'Information, M. Pinto Joao, a évoqué « le processus de normalisation qui doit se conformer à certains principes », ajoutant : « La nature du soutien doit changer en conséquence de la situation de l'Afrique australe ». Sans qu'on le dise formellement, l'ANC va démanteler ses bases dans un délai qui n'a pas été précisé et ses membres devront rejoindre un nouvel exil en Ethiopie et en Tanzanie, ce dernier pays abritant déjà les opposants et rivaux politiques du PAC, le Pan African Congress.

Infiltrations

Dans la maison qu'occupent conjointement à Luanda, l'Organisation de libération nationale, le SWAPO et l'ANC, un officier précise que l'Ouganda et le Ghana auraient aussi offert l'hospitalité à ces chassés de parterre. L'un d'eux, le chef de la délégation, M. Urial Mokohe, se sent habilité à faire un commentaire officiel, n'a pas trouvé un moment pour recevoir les journalistes. La pitié est sans doute difficile à avoir.

Un autre exilé se console en pensant qu'un autre mouvement de libération, le SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a, enfin, conquis le droit de rentrer chez lui au terme de vingt-deux ans de combat. Pour sa part, l'ANC, soixante-dix-sept ans après sa création en 1912 et vingt-huit ans de lutte armée, doit, une fois encore, allonger la distance qui le sépare de la mère-patrie, bien que l'Angola n'ait pas de frontière commune avec l'Afrique du Sud.

Entre 6 000 et 10 000 réfugiés, selon diverses estimations, se trouvent dans l'ancienne colonie portugaise, dont 1 400 combattants d'après les services secrets de Pretoria. En août dernier, à Genève, M. « Pik » Botha avait énuméré sept bases, dont le centre de transit de Viana à proximité de Luanda et le camp de rééducation Quatro où sont incarcérés « les espions » à la solde de l'Afrique du Sud. Au siège de l'ANC dans la capitale angolaise, on parle de cinq fermes et de plusieurs milliers de réfugiés, sans autre précision.

Le général brésilien, Pericles Ferreira Gomes, qui commande la mission de vérification des Nations unies sur le désengagement cubain, a souligné qu'il n'avait pas pour mandat de s'assurer du départ des milliers de l'ANC. Vous ne pouvez pas bagages ou seulement les combattants qui reçoivent un entraînement militaire ? Les dirigeants sont muets et les autorités angolaises insistent sur le fait qu'il s'agit avant tout de réfugiés qui ne seraient donc pas touchés par le nouvel exode.

L'éloignement de son terrain d'action des membres de Umkhonto We Sizwe (la lance de la nation), le bras armé de l'ANC, ne représente pas véritablement un revers. L'Angola n'a jamais été à proprement parler le point de départ des infiltrations en direction du territoire sud-africain. Ce reflux au nord n'en a pas moins un impact psychologique sérieux, sans parler du coût de l'opération de déménagement et de réinstallation.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Un nouveau parti d'opposition veut « renverser » le régime

Cinq mille délégués représentant deux cents groupes de l'opposition extra-parlementaire, réunis samedi 21 janvier à Séoul, ont créé la Coalition nationale pour un mouvement démocratique (Chunminyun), dont l'objectif est de renverser le régime au pouvoir. Les organisateurs, dont certains ont récemment été libérés de prison dans le cadre d'une amnistie, ont déclaré que « l'indépendance, la démocratie et l'unification nationale ne pourront jamais être réalisées sans l'expulsion des forces étrangères — allusion aux troupes américaines stationnées au sud du 38^e parallèle — et le renversement de l'actuelle dictature militaire fasciste ». Réunis à l'université Yonsei, ils ont élu à leur tête un ancien journaliste, M. Lee Bu-young.

Dimanche, des heurts violents ont opposé une dizaine de milliers de partisans de la Coalition à des milliers de policiers dans les rues de la capitale. Armés de pavés et de cocktails Molotov, les manifestants demandaient la démission du président Roh Tae-woo. — (AFP, AP.)

Iran

Durcissement du système répressif

L'Iran a décidé de durcir davantage son système répressif en accordant à des tribunaux d'exception le pouvoir de juger et d'exécuter dans

des délais très rapides les coupables de « crimes graves », « trafiquants de drogue », « voleurs armés », « criminels » de droit commun.

L'ayatollah Abdolkarim Mousavi Ardebili, président de la Cour suprême, a annoncé vendredi 20 janvier que, sur ordre de l'imam Khomeiny, des « tribunaux ont été constitués dans différentes régions du pays et habilités à prononcer rapidement des verdicts dans les affaires concernant les crimes graves », notamment « les trafiquants de drogue, les bandits, les voleurs armés et les auteurs de rapts ».

M. Ardebili, qui préside le Conseil supérieur de la justice, la plus haute autorité judiciaire du pays, a lancé également un avertissement menaçant aux juges des tribunaux révolutionnaires et ordinaires, les appelant à « ne pas laisser un criminel échapper à la justice ». — (AFP.)

Liban

Retour du CICR

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décidé de reprendre ses activités au Liban, après une interruption de trente-trois jours, due aux menaces de mort proférées contre ses membres, a annoncé dimanche 22 janvier un officiel libanais. Quatre délégués suisses sont arrivés dans la capitale libanaise pour rouvrir le bureau de Beyrouth-Ouest. Le comité avait suspendu ses activités et rapatrié ses dix-sept délégués le 20 décembre, pour la première fois de son histoire, ses dirigeants à Genève estimant que son personnel était en danger. Quatre jours avant, un membre du CICR avait été relâché après une détention d'un mois. Après des contacts intensifs avec divers groupes libanais et palestiniens, le CICR a estimé avoir reçu des « garanties crédibles » pour sa sécurité.

TZVETAN TODOROV



L'étude de Tzvetan Todorov sur la vision de la diversité humaine chez une trentaine d'écrivains français de Buffon à Lévi-Strauss est une synthèse qui fera date et servira de référence.

Pascal Bruckner
Le Nouvel Observateur

Collection La couleur des idées dirigée par J.-P. Dupuy, J.-L. Girbone et J.-C. Guillebaud. 140 F.

Editions du Seuil

حكايا من الازل

Amériques

ARGENTINE : la tournée européenne du candidat radical à la présidence

M. Eduardo Angeloz ou la force tranquille du pragmatisme

Le candidat du parti au pouvoir - l'Union civique radicale - à la présidence argentine, M. Eduardo Angeloz, est à Paris depuis le 20 janvier pour une visite de cinq jours, arrivant de Barcelone, où il a entamé une tournée européenne, quatre mois avant l'élection présidentielle du 14 mai prochain.

Les cheveux grisonnants, le visage massif souligné par d'épaisses lunettes rectangulaires, Eduardo Angeloz se définit avant tout comme un « pragmatique ». Le gouverneur de l'importante province de Córdoba, au centre du pays, a une réputation d'homme sérieux et responsable et de bon administrateur. L'organisation de sa tournée européenne colle à cette image.

Invité en Suisse pour participer à la conférence économique de Davos, il a décidé de profiter de la période estivale argentine pour se rendre en Espagne, en France, en Allemagne fédérale et en Italie. Un voyage longuement et minutieusement pré-

paré, comme le montre son agenda parisien. Le candidat radical devait avoir des entretiens avec le président Mitterrand, mais aussi avec MM. Michel Rocard, Alain Poirer, président du Sénat, Laurent Fabius, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, ainsi qu'avec de nombreux responsables de la communauté économique.

La carrière de cet avocat de cinquante-neuf ans, marié et père de trois enfants, dont la famille est originaire de Suisse romande, résume la fidélité de ses engagements. Responsable de la jeunesse radicale de Córdoba, il fut directeur de la Compagnie provinciale de l'énergie en 1956, sénateur de la province en 1965, puis élu gouverneur en 1983. Il parvint à conserver sa province lors des dernières élections de 1987, perdues par les radicaux à deux exceptions près.

Son credo ? La modernisation du pays. Il souhaite avant tout remettre l'Argentine sur les rails de la croissance, en « favorisant l'investissement étranger, en développant les

exportations et en débarrassant l'Etat d'un secteur public hypertro-



phie, mal géré et cher. Le recours à la privatisation ne lui attire pas que des sympathies au sein de son

parti, où l'aile gauche voit d'un mauvais œil Eduardo Angeloz proposer des thèmes « néolibéraux ». Il n'en a cure et cite en exemple le travail effectué dans sa province de Córdoba.

En ce qui concerne les difficultés actuelles du président radical Raúl Alfonsín, qui n'est pas parvenu, malgré les plans « Austral » et « Primavera », à redresser la situation économique et qui a dû affronter trois révoltes militaires, Eduardo Angeloz explique que « la tâche prioritaire qui s'imposait au président et au pays après la dictature était de reconstruire la démocratie dans le pays. Malgré les treize grèves générales, soutenues par l'opposition, les rébellions de petits groupes de militaires, la démocratie a tenu bon grâce au président Alfonsín ».

Le candidat radical affirme d'ailleurs que la philosophie qui l'anime « est tout à fait semblable à celle d'Alfonsín, mais si la méthode peut parfois différer ». Il estime par ailleurs que le projet de transfert de la capitale de Buenos-Aires à Viedma, en Patagonie, « est une idée générale qui permettra au pays de retrouver ses racines », tout en précisant que les « problèmes économiques et financiers du pays sont pour l'instant un obstacle à une telle ambition ». Eduardo Angeloz souhaite d'autre part « restructurer l'armée pour en faire l'entité la plus professionnelle possible, intégrée dans le pays, mais pas au-dessus des autres institutions, car, dans le cadre de la loi et de la Constitution, c'est le président qui reste le chef suprême des armées ».

A l'approche de l'échéance électorale, alors que la plupart des sondages accordent une avance confortable à son rival, le candidat péroniste Carlos Saul Menem (le Monde du 20 janvier 1988), Eduardo Angeloz n'entend pas s'avouer vaincu. « La priorité d'aujourd'hui, répète-t-il, c'est de moderniser l'Argentine et de l'ouvrir sur le monde. Les justiciables (autre nom du péronisme) sont des hommes du passé. Sous leur direction le pays s'est refermé sur lui-même en gaspillant ses richesses et en s'endettant. Face à un tribunal au caractère indéfectible, Eduardo Angeloz oppose la force tranquille de ses convictions. Pour l'heure, alors que ses contradicteurs le taxent de « candidat du monde des affaires », il se consacre méticuleusement à sa campagne, avec toujours ce « pragmatisme » qu'il met sans cesse en avant.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

ÉTATS-UNIS

« La guerre froide n'est pas finie » affirme le conseiller de la Maison Blanche pour les questions de sécurité

« Je pense que la guerre froide n'est pas finie », a déclaré, dimanche 22 janvier, le général Brent Scowcroft, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, qui s'exprimait sur la chaîne de télévision ABC. Commentant les récentes déclarations des dirigeants soviétiques à propos de retraits de forces en Europe incluant des systèmes nucléaires tactiques, le général Scowcroft a estimé que M. Gorbatchev cherchait à gagner du

temps pour mener à bien ses réformes internes, tout en « semant le trouble » chez les Occidentaux. Il a ajouté que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe seraient « l'un des principaux problèmes » auxquels devra travailler la nouvelle administration.

« Jusqu'à ce que nous ayons de meilleures preuves du contraire », il faut considérer qu'un retour à la tension entre les deux grandes puis-

sances est possible, a encore estimé le nouveau conseiller à la Maison Blanche. Il a indiqué que les négociations sur les armes stratégiques reprendraient « aussitôt que les Etats-Unis le voudront », en précisant que « s'il n'était personnellement pas hostile à une réduction de 50 % de ces armes, il estimait qu'une telle diminution rendrait plus importante la question de la protection et de la mobilité des missiles américains en cas d'attaque ».

On connaissait déjà la méfiance du général Scowcroft à l'égard de l'URSS. Plusieurs observateurs américains ont relevé qu'il avait été un proche collaborateur du secrétaire d'Etat Kissinger à l'époque Nixon-Ford, ainsi que le vice-président de Kissinger Associates, le cabinet de consultants de M. Henry Kissinger. L'éditorialiste du New York Times citait aussi récemment les noms de Peter Rodman, qui vient d'entrer au Conseil national de sécurité, et de Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint, pour affirmer : « L'insubmersible Kissinger refait surface... » (AFP, Reuters).

● RECTIFICATIF. — Dans le dernier paragraphe de l'article « D'une inauguration à l'autre » (le Monde du 21 janvier), plusieurs mots ont malencontreusement disparus. S'agissant des deux inaugurations de M. Reagan, il fallait lire : « La première, au lendemain de l'élection de 1980 » et non « en 1980 ». De même, quelques lignes plus bas, « la seconde, après l'élection de 1984 » et non « en 1984 ». Les deux inaugurations de M. Reagan ayant eu lieu les 20 janvier 1981 et 1985.

● Manifestation raciste à Atlanta (Géorgie). — Six militants d'un mouvement pour l'égémonie de la race blanche ont défilé samedi 21 janvier à Atlanta, protégés par plus de deux mille gardes nationaux en tenue de combat. Plusieurs centaines de contre-manifestants s'étaient rassemblés pour les insultes et les bombardements de projectiles divers. La défilé des militants du National Movement était organisé en signe de protestation contre les cérémonies, la semaine dernière, à la mémoire du leader noir Martin Luther King. — (AFP.)

PEROU

Tentative d'attentat contre M. Mario Vargas Llosa

LIMA de notre correspondant

Une tentative d'attentat contre M. Mario Vargas Llosa a été annoncée, samedi 21 janvier, par l'entourage de l'écrivain et homme politique. Deux personnes munies d'explosifs ont été surprises au bout de la piste de l'aéroport de Pucallpa, ville amazonienne située à 700 kilomètres à l'est de Lima. Elles se seraient apprêtées à dynamiter l'appareil de ligne régulière à bord duquel voyageait M. Vargas Llosa. La tentative d'attentat n'a pas été confirmée officiellement, mais la police a bien retrouvé les explosifs.

Mario Vargas Llosa, leader du mouvement de droite Libertad (Liberté), créé en 1987, se rendait à Pucallpa pour y créer un comité de soutien en vue des élections municipales de novembre prochain et des élections présidentielles et parlementaires de mai 1990. L'écrivain a confirmé à l'occasion de ce déplacement que le Fredemo (Front démocratique, une coalition conservatrice formée par le parti libéral Acción popular (AP), le Parti populaire chrétien et Libertad) présentera son programme commun le 1^{er} mars et désignera ses candidats en avril.

M. Vargas Llosa a indiqué que M. Fernando Belaúnde, leader de l'AP (la principale formation de la

coalition conservatrice) et qui fut deux fois président (de 1963 à son renversement par l'armée en 1968, puis de 1980 à 1985), demeure une candidature possible. Cette mise au point visait à calmer les partisans de l'AP, mécontents du lancement de la candidature de M. Vargas Llosa, à la fin de 1988, par le fondateur du PPC, M. Luis Bedoya Reyes (le Monde du 20 décembre 1988).

L'ex-président Belaúnde a invoqué son grand âge (soixante-dix-huit ans) pour expliquer qu'il ne briguerait pas un troisième mandat. Il a néanmoins précisé qu'il ne refuserait pas de nouvelles responsabilités, si nécessaire. Ce leader populiste parcoure d'ailleurs actuellement le pays, rappelant les mesures prises lors des dix années qu'il a passées à la tête de l'Etat.

NICOLE BONNET.

● Découverte d'un important gisement de pétrole. — La société Occidental Petroleum a découvert, dans le forêt amazonienne péruvienne, un important gisement de pétrole qui pourrait produire 600 millions de barils pour une valeur de 10 milliards de dollars, a annoncé, le 21 janvier, le président du Pérou, M. Alan García. Le gisement se trouve dans le bassin du fleuve Ucayali, à environ 400 kilomètres à l'est de Lima. — (AFP.)

Asie

AFGHANISTAN : la capitale assiégée

Diplomates et organisations internationales envisagent d'évacuer Kaboul

Alors que, selon la télévision soviétique, « Kaboul est assiégée par des groupes de bandits de l'opposition », organisations internationales et ambassades envisagent l'évacuation de leur personnel et leur fermeture prochaine pour « raisons de sécurité ». L'ambassade britannique a adressé à ses ressortissants et aux autres étrangers dont elle assure la représentation, un nombre d'une soixantaine, une lettre leur recommandant de quitter l'Afghanistan sans délai, tant que des vols normaux sont disponibles.

La RFA a évacué ses diplomates de Kaboul, mais son ambassade reste ouverte avec du personnel local. Aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne l'évacuation des onze résidents américains. Selon un diplomate contacté à Kaboul par téléphone, les Nations unies ont décidé de ne laisser sur place qu'un seul fonctionnaire dans chacune de leurs agences.

L'aéroport de Kaboul, seule voie de sortie encore sûre, est vulnérable et a déjà été fermé à plusieurs reprises à la suite des bombardements par la résistance. C'est pourquoi la livraison de matériel soviétique pour les quelque trois millions de Kabouliens, dont plus de deux millions de réfugiés.

Crainte d'un coup d'Etat sanglant

De longues files se forment chaque matin avec l'aube pour obtenir une ration de 200 grammes de pain ou quelques litres d'essence ou de kérosène. Plusieurs personnes sont déjà mortes de faim ou de froid. Le marché noir est florissant et le prix des produits de base a plus que doublé en un mois. Ce rationnement est dû à la pénurie, mais aussi, selon la télévision soviétique, à l'« irresponsabilité et au manque d'organisation et au sabotage de la part des gestionnaires afghans ». Moscou a organisé un pont aérien pour ravitailler la ville. Selon un responsable militaire soviétique, l'URSS « doit nourrir à présent toute la ville ».

Tout cela explique l'atmosphère tendue qui règne à Kaboul. Certains diplomates étrangers craignent un « coup d'Etat sanglant » de la part des durs de l'armée afghane, qui refusent tout compromis avec la résistance. « Il est évident pour l'observateur le plus informé qu'un violent changement de régime est probable dans les prochains mois. Tout nou-

veau gouvernement sera sans doute très instable », estiment-ils. Selon ces mêmes sources, quelque 10 000 membres du PDPA (Parti démocratique du peuple, communiste, au pouvoir) sur 55 000 ont déjà quitté le pays avec leurs familles pour l'URSS, l'Irlande ou le Pakistan.

Dimanche 22 janvier, le responsable du haut commandement militaire soviétique à Kaboul, le général Lev Serebriov, a reconnu que Moscou allait mettre fin à son intervention en Afghanistan avec un sentiment d'échec. « Nous n'avons pas réussi dans tout ce que nous avons prévu de faire ici, a-t-il déclaré. Nous sommes venus avec une tâche honorable à remplir et des cœurs ouverts. Nous partons et nous avons le sentiment de ne pas accomplir notre mission sur la fin. » Il a toutefois démenti que le corps expéditionnaire ait commencé à quitter l'Afghanistan — l'ordre d'être pas encore arrivé de « commencer la phase finale du retrait », mais que celui-ci aurait bien lieu avant la date prévue du 15 février.

Enfin, à Peshawar, au Pakistan, l'Alliance des sept partis de la résistance a décidé dimanche de reporter du 1^{er} au 10 février la réunion de la Shura (petit conseil traditionnel) au cours de laquelle devait être créé un gouvernement provisoire. Cette décision fait suite au refus des mouvements chiites basés en Iran d'accepter une offre de 60 à 80 sièges sur 480. Ces derniers réclament un quart des sièges de l'Assemblée. Les sept membres de l'Alliance ne sont pas non plus d'accord sur la présence de l'ancien roi Zahir Shah, proposé par les modérés et rejeté par les fondamentalistes musulmans. Enfin, l'ONU tenterait de faire accepter, au sein de cette Shura, des « bons musulmans », qui représenteraient indirectement la partie de la population soutenant le régime de M. Najibullah. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

● INDE : trois Hindous pendus par des militants sikhs. — Des militants sikhs ont tué dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 janvier trois Hindous en les pendant à un arbre, au Pendjab, en représailles après l'assaut le 6 janvier de deux sikhs coupables de meurtre d'indes. Le 12 janvier, quatre Hindous avaient été pendus à Ghujinwall, à quarante kilomètres du nord-ouest d'Amritsar. (AFP.)

Proche-Orient

La visite de M. Roland Dumas à Jérusalem

Courtoise mésentente franco-israélienne

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les Israéliens ont mis les formes, c'est-à-dire beaucoup de courtoisie, pour dire à M. Roland Dumas qu'ils n'aimaient décidément pas la façon dont les Européens abordent la question du Proche-Orient. Et, à l'issue de cette visite de travail d'à peine quarante-huit heures en Israël, le ministre français des affaires étrangères a manifesté, dimanche 22 janvier, tout autant d'amabilité en constatant que ce différend ne devait pas entraver « l'amitié profonde et historique (...) entre les deux pays ».

M. Dumas semblait satisfait d'avoir été « si magnifiquement reçu » : tant de cordialité de la part des Israéliens, disait-on dans l'entourage du ministre, témoigne au moins de la volonté du gouvernement de Jérusalem de ne pas laisser se dégrader son image en Europe de l'Ouest, laquelle reste le principal partenaire commercial d'Israël. M. Dumas a voulu conclure sur une note positive en annonçant qu'il avait proposé à son homologue israélien, M. Moshe Arens, d'« institutionnaliser une rencontre annuelle des ministres des affaires étrangères des deux pays », qui se tiendrait alternativement à Paris et à Jérusalem.

Mais, au-delà de ce qui ressemble fort à un lot de consolation, on a constaté que sur l'essentiel — la relance d'un processus de paix — il y avait toujours désaccord. M. Dumas a bravement plaidé pour ce projet de conférence internationale dont les Israéliens ne veulent pas. Il l'a fait auprès de M. Arens, du premier ministre, M. Itzhak Shamir, et du président Haim Herzog. Il a tenté de prévenir leur opposition en expliquant que cette formule ne se substituerait pas à ces négociations

directes entre les parties concernées qui ont la préférence d'Israël. « La conférence internationale n'aurait qu'un rôle de catalyseur, facilitant l'amorce de ce dialogue direct » (entre les parties concernées), permettant de l'entretenir, puis d'en parachever les résultats, « en lui donnant à la fin une caution internationale », a indiqué M. Dumas à la presse.

Il faut confier la préparation de cette conférence aux cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France), a dit M. Dumas ; il faut le faire maintenant parce que « notre conviction est qu'il y a une très nouvelle au Proche-Orient et une chance pour un règlement de paix ».

M. Dumas — accueilli par la presse israélienne comme « le plus pro-arabe » des ministres des affaires étrangères des Douze — a salué l'évolution de l'OLP : « On a exhorté les Palestiniens à accepter Israël, le droit d'Israël à exister, et ce pas essentiel a été franchi ; il faut faire en sorte qu'Israéliens et Palestiniens se parlent ».

Le « non » à l'OLP

« Venir écouter le point de vue israélien sur cette perspective », M. Dumas a entendu un « non » catégorique. M. Shamir lui a répété qu'Israël ne considérerait pas l'OLP « comme un partenaire possible », ni la création d'un Etat palestinien indépendant comme un projet envisageable. Le rumeur voulant que le président français, M. François Mitterrand, puisse rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en avril, à l'occasion d'un voyage en Tunisie ou en Egypte, M. Dumas a eu ce com-

mentaire : M. Mitterrand « a donné la réponse lui-même ; il n'a pas exclu une telle rencontre le jour où cela lui paraîtrait utile ».

Le ministre s'est encore entretenu avec plusieurs députés israéliens, de toute tendance. Comme c'est maintenant la coutume, il a aussi rencontré à Jérusalem des personnalités palestiniennes qui lui ont notamment fait part de la détresse de la répression dans les territoires occupés : la veille, samedi 21 janvier, deux Palestiniens avaient été tués par balles, dont un adolescent de quatorze ans, lors de nouveaux affrontements avec l'armée.

La visite de M. Dumas a suivi d'une semaine celle de son homologue espagnol, M. Francisco Fernandez Ordoñez, dont le pays assure actuellement la présidence des Douze — tâche qui reviendra à la France le 1^{er} juillet prochain. Avec leur collègue grec, M. Carolos Papoulias, ils forment cette « troïka » chargée de sonder la possibilité d'une « initiative » européenne au Proche-Orient. Les trois ministres rencontreront M. Arafat le 27 janvier à Madrid, puis visiteront la Jordanie, l'Egypte et la Syrie, avant de faire le point lors d'une réunion ministérielle de coopération politique européenne, à Madrid, le 14 février. L'ensemble ne dit rien qui vaille aux Israéliens, qui estiment que l'Europe s'est mise hors jeu en tant que possible médiateur en adoptant des positions trop unilatéralement pro-palestiniennes.

M. Dumas avait entamé la journée par une cérémonie à Yad Vashem, le mémorial de l'Holocauste, où fut honoré le souvenir de son père, Georges Dumas, fusillé par les nazis le 26 mars 1944, pour avoir organisé la résistance et caché des juifs dans le Limousin.

ALAIN FRACHON.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Les suites de l'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

Les informations du Monde (nos éditions datées 22-23 janvier) sur le rapport transmis, vendredi 20 janvier, au président de la République à propos de l'affaire Pechiney ont été si démentielles et si contradictoires que M. Huguette Wéry, porte-parole de la présidence, M. Hubert Wéry, a simplement affirmé que l'Élysée « n'avait pas eu de départ de sa ligne de conduite adoptée dès le début et réaffirmée dans sa confiance dans la COB et la justice pour faire toute la lumière. Cette ligne de conduite sera maintenue jusqu'à l'établissement de la vérité. Nous n'avons pas de commentaires à faire sur les informations du Monde ».

Rédigé par ceux qui sont chargés d'informer M. François Mitterrand, ce rapport dont nous avons fait état ne provient pas de la Commission des opérations de Bourse (COB). Selon ce document, qui fait la synthèse de l'enquête tant française qu'américaine sur les débits d'initié,

M. Roger-Patrice Pelet — ou son fils, prénommé Patrice — aurait acheté 40 000 actions Triangle par l'intermédiaire d'un compte dans une banque de Lausanne, en Suisse, qui s'ajouteraient donc aux 10 000 actions achetées par M. Pelet « en clair » depuis Paris.

M. Pelet n'a pas réagi à ces informations. Ce lundi matin 23 janvier, le Monde a, de nouveau, laissé en vain un message à son domicile parisien. Seule la Tribune de l'Expansion de ce lundi écrit : « D'après nos informations, un fils de l'Élysée aurait rencontré [M. Pelet], à qui il aurait déclaré qu'il n'avait pas acheté les 40 000 actions en question et qu'il s'apprêtait à déposer une plainte en diffamation. » Libération écrit, de son côté, que le fils de M. Pelet « se serait vanté, devant témoins, vers la mi-novembre 1988, d'être sur un bon coup financier ».

M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais qui accompagnait les dirigeants américains

de Triangle Industries lors de la négociation avec Pechiney, a, quant à lui, réagi à notre information selon laquelle il reconnaissait avoir eu des « titres en dépôt chez Socofinance », établissement financier de Genève ayant servi d'intermédiaire pour l'achat de 88 000 actions Triangle entre le 18 août et le 11 novembre 1988. M. Traboulsi nous demande de préciser qu'il n'a « jamais eu de titres en dépôt chez Socofinance mais a été l'un de leurs clients pour des transactions sur les métaux précieux et les monnaies ». M. Traboulsi nous a dit aussi ne plus se souvenir des dates de ses relations avec Socofinance.

Enfin, le ministère de l'économie et des finances a précisé, dimanche 22 janvier, que la COB rendrait son rapport sur l'affaire le 31 janvier. Vendredi 20 janvier, le Monde avait appris dans l'entourage de la COB que l'enquête menée par M. Jean-Pierre Michau, chef du service de

l'inspection de la COB, serait conclue plus tôt que prévu, c'est-à-dire au début de cette semaine.

Une enquête a été ouverte par les policiers de la quatrième division de police judiciaire après un début d'incendie qui semble d'origine criminelle, sur le palier du domicile parisien de M. Daniel Lacotte, rédacteur en chef du quotidien économique l'AGEFI, appartenant au groupe Expansion. Selon le journaliste, qui a déposé une plainte contre X..., cet acte pourrait être lié aux enquêtes menées par son quotidien sur l'affaire Pechiney. Des journalistes de l'Express et du Point avaient affirmé avoir été l'objet de menaces et de filatures. D'autre part une inconnue a utilisé pour appeler l'un des Français ayant participé à la négociation avec les dirigeants de Triangle le nom d'une journaliste du Monde ayant enquêté sur ce dossier.

Le prix de l'argent

Ainsi, la cause est entendue : nous avons « la gauche la plus pourrie du monde » (M. Juppé) ; les salariés de tous bords, et notamment les « embauchés », n'ont d'autre choix que de regarder passer les milliards au-dessus de leur tête (M. Lajoinie) ; le résultat est, naturellement, un sentiment de « dégoût » (M. Le Pen).

Le climat politique, au lendemain des révélations du Monde sur l'affaire Pechiney, donne la mesure de ce scandale pervers : aucun homme politique n'est directement responsable des agissements de tel ou tel, mais c'est la politique qui est touchée, et la gauche socialiste scabreuse. Comme si, au début d'initié, il fallait ajouter un délit d'initié.

L'onde de choc est là, pourtant, qui fait perdre aux socialistes le monopole de la rapine qu'ils avaient coutume de s'attribuer. Car une fois la part faite de l'insalubrité que pratique allégrement la droite et de la faiblesse de quelques-uns, il reste un problème de pouvoir, de gouvernement.

Le jour n'est peut-être pas loin où l'on retournera au président de la République le compliment qu'il adressait en 1964 au général de Gaulle : « Au rebours de ses homologues (sur le progrès), les idées nouvelles traditionnelles, à commencer par celle de l'argent, jouissent sous son règne d'aides que la marche accélérée du siècle leur interdisait normalement d'acquiescer. » S'il y a aujourd'hui turpitudes de quelques-uns, c'est qu'un système le leur permet. A trop chanter la gloire de la Bourse, on encourage la spéculation.

Le fait, en effet, que la Bourse soit devenue, pour les socialistes comme pour la droite, une valeur

secrète et le lion du capitalisme moderne, permet d'en contempler aujourd'hui quelques effets pervers. L'affaire Pechiney est, en quelque sorte, le point d'aboutissement de plusieurs années de fièvre boursière et d'hygiène aux « raiders » en tout genre. Dans la foulée du krach d'octobre 1987, la Bourse a, en effet, été le lieu de plusieurs « affaires » (spéculations sur le MATIF, COGEMA), sans oublier le gigantesque redressement fiscal en cours à l'encontre de la Société des Bourses françaises (1). Les privatisations, puis le démantèlement ont ensuite alimenté l'acensation d'affaires, de droite et de gauche. On s'était habitué, même à gauche, au cynisme d'une partie de la droite dans la conduite des affaires financières. La même complaisance n'est plus de mise lorsque des hommes proches de la gauche y sont impliqués. M. Mitterrand a certainement bien fait de réhabiliter le profit aux yeux des socialistes. Il n'en avait pas pour autant accordé par avance sa bénédiction à d'éventuels profits.

Mais les bavures ont peut-être une explication simple : la conversion des socialistes au profit a tourné à la fascination. « S'il se développe de telles situations, note André Lajoinie, c'est qu'il y a aujourd'hui dans l'économie française une prépondérance à la finance, une course à la spéculation, le risque existe que des gens se laissent entraîner. » La société française en est arrivée à un point tel de glorification de l'argent que cela n'étonne plus personne de trouver dans n'importe quel quotidien (2) une petite annonce ainsi rédigée : « Quel est le nec plus ultra pour un spécialiste de la finance ? Jouer avec l'argent. »

Le faire fructifier. Avoir à sa disposition tous les instruments de spéculation existant sur le marché. Et travailler en Suisse (...). A l'effort des dernières techniques de gestion financière par l'informatique, vous êtes orientés vers la spéculation ».

On avait, en effet, oublié un peu vite que la Bourse fonctionne sur le principe de l'initié : la clé d'un bon portefeuille réside dans la capacité d'anticipation des analystes financiers et, plus banalement, comme au PMU, dans la recherche des bons tuyaux.

Le résultat, pour la classe politique, est que l'on s'y bat à fronts renversés. La droite, qui avait entrepris des privatisations sur le mode élitiste et jacobin, favorisant ses propres réseaux, se prévaut aujourd'hui de la morale. Elle fait face à un socialisme capitaliste qui fait confiance au marché pour réusir le démantèlement des sociétés privées, et qui a lui-même tourné la structure

de Pechiney, groupe nationalisé, pour lui permettre un comportement de capitaliste performant sur le marché américain. Ces mêmes socialistes ont aujourd'hui, pour porteur drapeau, à Marseille, Bernard Tapie, qui n'est jamais que la figure emblématique de leur propre conversion aux valeurs boursières et qui se paie le luxe d'interpréter son résultat prometteur à Marseille comme la conséquence d'un rejet de la classe politique. C'est là un autre paradoxe du scandale Pechiney : à en croire Bernard Tapie, les hommes des milieux d'affaires seront bientôt « plus dignes du suffrage universel que les hommes politiques ».

Le clou du spectacle, c'est le gouffre qui s'élargit encore entre la pauvreté, reconnue comme une grande cause nationale, et l'étalage sur les places financières publiques des privilèges de l'argent, alors même que les socialistes s'efforcent

de tenir bon sur un discours de réduction des injustices sociales. Les plus pauvres restent pauvres malgré le RMI, les classes moyennes ont le sentiment d'être les vaches à lait fiscal de l'Etat et les profits de la spéculation contournent par la Suisse l'impôt de solidarité sur la fortune. A l'heure où l'on chipote au ministère de l'éducation nationale quelques milliards pour révaloriser la condition des enseignants, les gains réalisés à la Bourse en quelques minutes ne sont pas de nature à calmer les revendications des plus défavorisés. L'argent des autres et l'asphyxie des bas salaires touchent en plein cœur l'opinion de gauche.

Celle-ci n'est certainement pas au bout de ses peines : le maître mot de la politique gouvernementale pour les années qui viennent est l'adaptation de nos structures au grand marché unique européen. Au nom de la libre circulation des capitaux, la fiscalité sur l'épargne devra être revue,

ce qui conduira inmanquablement le PC à dire du gouvernement socialiste qu'il favorise les « gros » aux dépens des « petits ».

Si bien qu'après le culte de la Bourse, l'hymne à l'Europe peut aussi conduire le gouvernement dans un piège, si cette construction européenne devait être celle de la déréglementation et du capitalisme sauvage.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) La Société des Bourses françaises fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les années 1985-1986 et 1987, alors qu'elle était encore la Chambre syndicale des agents de change. Le contrôle en cours pourrait déboucher sur un redressement considérable — on parle actuellement d'environ 600 millions de francs.

(2) Ainsi dans le Monde du 19 janvier.

Selon un sondage de l'IFOP

Remontée des cotes de popularité de M. Mitterrand et de M. Rocard

La popularité de MM. Mitterrand et Rocard est en hausse si l'on croit le sondage de l'IFOP réalisé du 9 au 16 janvier auprès d'un échantillon national de mille neuf cent soixante-quatorze personnes et paru dans le Journal du dimanche du 22 janvier.

Les personnes interrogées, (47 %), se déclarent « très » ou « plutôt » satisfaites de M. Mitterrand comme président de la République, soit un point de plus qu'en décembre dernier. Le pourcentage des mécontents recule également d'un point : 38 % contre 39 %.

En ce qui concerne M. Rocard, 43 % des personnes interrogées se déclarent « très » ou « plutôt » satisfaites de son action comme premier ministre, soit un gain de six points en un mois. Le taux des mécontents diminue de cinq points : 35 % contre 40 %.

Le baromètre mensuel de l'IFOP a ainsi enregistré de façon positive, pour le chef du gouvernement, l'apaisement des conflits sociaux, mais ce sondage a en lieu alors que les « affaires » actuelles n'avaient pas pris toute leur ampleur.

Le président et la corruption

« Au rebours de ses homologues (sur le progrès), les idées nouvelles traditionnelles, à commencer par celle de l'argent, jouissent sous son règne d'aides que la marche accélérée du siècle leur interdisait normalement d'acquiescer. » (Le coup d'Etat permanent, 1984, à propos du général de Gaulle).

« Le véritable ennemi, j'affirme dire le seul, parce que tout passe par chez lui, le véritable ennemi si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui tient les clés, (...) c'est celui qui est installé sur ce terrain-là, c'est celui qui fait déloger, (...) c'est le monopole l'arme actuelle (...) pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes ! » (Intervention au congrès d'Épinay, constitutif de l'actuel Parti socialiste, juin 1971.)

« Politiquement, ils n'ont pas pris sur moi. Que leur restait-il ? L'argent et les mœurs. La droite, c'est la chasse à l'homme. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours méfié. Quant à mes mœurs, elles sont ordinaires. Ils cherchent autre chose. Il leur faut des diaboliques. » (Conversation privée, juillet 1986.)



DIAL propose le letting aux entreprises : parce que posséder des voitures, c'est complètement dépassé.

Argent bloqué, entretien compliqué, achats répétés, temps gaspillés, on perd toujours de l'argent à faire un métier qui n'est pas le sien. DIAL propose aujourd'hui le letting, un service qui met à votre disposition des véhicules neufs et les prend totalement en charge. Plus d'immobilisation de capitaux, plus d'a-coup de trésorerie, plus de problème d'assurance, plus de soucis de revente, un simple loyer mensuel remplace tout. Choisissez une marque, le modèle qui vous convient dans la gamme et prenez le volant. Vous êtes libéré de tout souci de gestion, vous pouvez contacter l'équipe DIAL à tous moments, une équipe ultra-motivée qui a fait du « letting plein service » sa passion et sa philosophie. Tél. : (1) 39.53.92.08.

Dial
LE LETTING PLEIN SERVICE

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

La cote des peintres • Les annonces des collectionneurs • Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes publiques • L'art contemporain.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

سكزا من الالهم

كذا من الأصل

Politique

Les suites de l'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

M. Juppé au « Grand jury RTL-le Monde » : « la gauche la plus pourrie du monde »

Invité du « Grand jury RTL-le Monde » dimanche 22 janvier, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, après avoir noté qu'« assurément » l'image du président de la République était « éclaboussée » par les affaires, s'est dit « indigné de l'amalgame tenté pour faire croire que toute la classe politique française a les mêmes mœurs ». Après avoir énuméré les affaires citées depuis 1981, le *Rainbow Warrior*, le Carrefour du développement, l'affaire Luchaire, Pechiney et la Société générale, il déclare : « Cela fait presque un scandale par an. Je trouve que cela commence à faire beaucoup. Cela m'inspire une réflexion. On avait l'habitude de dire : ce n'était pas mon opinion, mais beaucoup d'observateurs affirmait que la France avait la droite la plus bête du monde. Eh bien, je me demande si les socialistes ne sont pas en train d'apporter la démonstration qu'elle a la gauche la plus pourrie du monde. »

L'ancien ministre du budget évoque les privatisations de 1986 en disant : « On peut mettre cartes sur table. Nous n'avons rien à cacher. Chaque fois, le prix a été prédicté par la Commission de privatisation qui a donné, conformément à la loi, son avis au ministre de l'économie et des finances, lui a fait une proposition. Le prix a été publié au vu et au su de tout le monde. C'est un tour de force que d'avoir privatisé pour 130 milliards de francs d'entreprises nationales sans qu'aucun moment personnel n'ait été au milieu de la vente des entreprises publiques par le gouvernement socialiste avant 1986 et à

l'achat par Alstom-CGE de l'entreprise de M. Pelat. Il poursuit :

« M. Bérégovoy essaie de détourner l'attention de problèmes actuels, qui sont des problèmes graves, en essayant de faire croire qu'il y a eu turpitude avant. »

« Ma réponse est claire : nous avons demandé que la Commission des opérations de Bourse fasse un rapport et le publie sur l'affaire Pechiney. Nous avons également demandé que la COB fasse un rapport et le publie sur ce que M. Faure, membre du gouvernement, appelle la « grave affaire Société générale ». »

« Aujourd'hui, nous attendons avec la plus grande sérénité la publication de toutes les enquêtes et de tous les rapports que le ministre de l'économie et des finances pourrait faire diligenter sur les opérations de privatisation. »

« Je ferais encore une proposition : M. Bérégovoy serait bien inspiré s'il s'engageait devant les Français — nous avons des procédures de coopération avec les Américains — à coopérer avec la SEC et à publier très officiellement le rapport de celle-ci. Ainsi, on saurait. »

Après avoir, M. Juppé, se référant à la dernière campagne présidentielle, avoir ironisé en disant : « Je me souviens qu'à l'époque un des thèmes que M. Mitterrand avait longtemps développé était son aversion personnelle pour l'argent. Je constate qu'il est entouré de personnes qui ont pour l'argent non pas de l'aversion, mais une grande affection. Et, c'est vrai, cela pose un problème, un problème de doute et de soupçon dans la vie politique

française et, surtout, un problème pour l'image de la France à l'étranger. »

M. Noir : une commission d'enquête parlementaire

Au même moment, invité au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, ancien ministre du commerce extérieur, annonçait qu'il demanderait jeudi 26 janvier, à l'occasion de l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances de l'Assemblée nationale, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Pechiney indiquant : « Si M. M. Michel Noir et Pierre Bérégovoy l'acceptent, tous les Français les croiront quand ils disent qu'ils veulent la vérité dans cette affaire. S'ils la refusent, les Français se poseront des questions et moi, je me poserais des questions. »

« Si M. Bérégovoy accepte, c'est que d'une manière il ne se sent une quelconque responsabilité dans l'affaire Pechiney. Si c'est accepté, on voit mal que l'Élysée puisse être mis en cause. Il y a un climat tout à fait malsain dont il faut sortir le plus vite possible. »

Le député du Rhône s'est en outre prononcé pour un accroissement des pouvoirs de la COB, ainsi que pour une réglementation des OPA.

Selon lui, la commission d'enquête parlementaire ne devrait concerner que l'affaire Pechiney. Il a cependant jugé « souhaitable que M. Bérégovoy, cette semaine, diligente la COB pour l'affaire de la Société générale et de la Caisse des dépôts. »

M. Lajoie : l'indignation

M. André Lajoie, président du groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale, a souligné, dimanche 22 janvier, lors du « Forum RMC-FR 3 », son « indignation » face aux « affaires », notamment celle de Pechiney. M. Lajoie a affirmé que les communistes peuvent s'indigner de ces « scandales », car « ils n'ont jamais été mêlés à aucun scandale. »

M. Lajoie a estimé que, dans l'affaire de la Société générale comme dans celle de Pechiney, « dans les deux cas, c'est de l'argent public (...) qui a servi de support à des affaires privées, à des enrichissements privés. Pour l'ancien candidat du PCF à l'élection présidentielle, il est « intolérable » que « des milliards publics valent au-dessus des têtes », au moment où « on refuse les revendications légitimes des gens, des salariés. »

C'est pourquoi le président du groupe communiste de l'Assemblée a déposé — vendredi, a-t-il indiqué, — une demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire, « pour faire la lumière sur ces deux affaires-là (M. Lajoie a souligné que la COB n'a pas enquêté sur l'affaire de la Société générale), et aussi sur « les conditions de privatisation d'un certain nombre de sociétés publiques entre 1986 et 1988 par le gouvernement Chirac, et notamment la constitution de ces nouveaux fonds qui là aussi étaient une opération scandaleuse. »

M. Lajoie refuse le « consensus » proposé par M. Edouard Balladur : dater ce genre de problèmes, car « consensus, cela veut dire quoi ? Qu'on va l'étouffer ». M. Lajoie pense que les commissions parlementaires « doivent contribuer, avec la SEC américaine et la COB, à faire la clarté. »

M. Queyranne : « La justice devra aller à son terme »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, samedi 21 janvier, au sujet des informations du *Monde* mettant en cause M. Roger-Patrice Pelat, qu'« il n'y a pas de protection particulière en régime de droit » et que, « s'il y a eu délit, la justice devra aller à son terme ». « Nous n'avons pas à juger de la proximité de tel ou tel », a indiqué M. Queyranne au sujet des liens entre M. Pelat et M. François Mitterrand. « C'est à la justice, a-t-il ajouté, d'établir la vérité. Le porte-parole du PS a souligné que l'on en était au stade de l'enquête journalistique, « dont les résultats étaient formulés « au conditionnel », et qu'il fallait attendre le rapport de la COB et ses éventuelles suites judiciaires avant de se prononcer.

Vertu...

(Suite de la première page.)

On dira que la France en a vu d'autres. Panama, Stavisky et tout ça, et qu'elle est de toute façon en bonne compagnie. Des scandales graves viennent d'entraîner des démissions de ministres au Japon, en Grèce, en Turquie, en Autriche et jusqu'en Suisse. Au début d'initié qui a accouru, avec l'affaire Bosley, la Bourse de New-York, s'en ajoute un autre, qui ébranle celle de Chicago.

Le monde occidental n'est d'ailleurs pas seul en cause. Le gendre de Brejnev vient de se faire condamner à douze ans de prison pour corruption ; celle-ci ravage le Yougoslavie et la Hongrie. Le fils de Deng a dû se défendre contre des accusations du même ordre, et le baïchi, qui, à en croire le dernier numéro de l'*Espresso*, régnait sur son pays les grandes surfaces, demeure le plus souvent, dans le tiers-monde, ce que le charisme contemporain appelle un « point de passage obligé ».

Il n'y a rien là de surprenant. La politique a besoin d'argent, quand ce ne serait que pour alimenter, notamment en période électorale, les caisses des partis. L'argent, de son côté, a besoin de la politique pour obtenir les contrats, facilités et autres passe-droits trop souvent nécessaires pour le faire fructifier. Comment cette convergence n'engendrerait-elle pas la tentation ? Comment, la faiblesse humaine étant ce qu'elle est, certains n'y succomberaient-ils pas ?

Faut-il en prendre son parti ? C'est en substance ce que conseille le *Wall Street Journal*. Ce qu'on appelle le délit d'initié était parfaitement légal, fait-il valoir, jusqu'à ce que la SEC, la commission américaine pour les valeurs et la Bourse, enquête du volume croissant des rachats étrangers aux États-Unis, se mette à s'activer les gouvernements intéressés. Pourquoi, demande-t-il,

ne pas retourner au statu quo ante et « décriminaliser » ledit délit ?

On reconnaît bien là la logique du libéralisme extrême, aux yeux duquel la loi du marché, à condition qu'on la laisse fonctionner sans entrave, constitue en tout état de cause la meilleure méthode d'arbitrage des ambitions et des intérêts. De la crise de 1929 à l'endettement massif des États-Unis et du tiers-monde, on ne peut pas dire que cette approche ait toujours engendré des résultats lyriques, mais ce qui est sûr, c'est que depuis un pays comme la France, où un salarié sur trois appartient au secteur public ou à la fonction publique, on prendrait un gros risque à s'en contenter, et à faire de l'argent, honnêtement gagné, l'unique critère de la réussite, comme il est en passe d'en prendre le chemin.

Une exigence de transparence

Déjà le professeur ou l'informaticien qui compare son bulletin de salaire à celui de tel « commercial » ou « technicien » de ses amis trouve qu'il paye décidément bien cher la sécurité de l'emploi dont on lui rebâtit les oreilles. Déjà se révoltent, chez nos jeunes, érudits, la proposition à « pantoufler », autrement dit à dériver vers les entreprises. Comment, d'autre part, l'exemple de nos « golden boys » (ou « papyas ») n'inciterait-il pas de plus en plus de gens à se lancer dans une spéculation qui joint l'excitation du jeu et du risque à la perspective du gain rapide et substantiel ? Comment ces atouts indispensables à toute société, la conscience professionnelle, l'amour du travail bien fait, n'en seraient-ils pas, peu ou prou, affectés ?

Il n'est guère surprenant que, dans ce climat ébranlé, illustré par des livres amers comme ceux de Thierry Pfister ou de Régis Debray,

certain, au PS, parlent de renouveau. Outre qu'il obéit que le candidat Mitterrand, dans sa Lettre à tous les Français, avait résolu de démanteler cette éternité, il est évident qu'elle est totalement contraire à la logique du grand marché dans lequel nous sommes capotés nous intégrer en 1993. L'échec de plus en plus avéré des économies collectivistes, y compris dans leur avènement autogestionnaire à la yougoslave, devrait suffire à mettre en garde contre cette tentation. L'embellie économique actuelle doit beaucoup au retour à l'esprit d'entreprise dans lequel la gauche a joué un rôle considérable. Elle ne survivrait pas à sa remise en question.

Alors que faire ? Sans doute peut-on améliorer les réglementations existantes, accroître les pouvoirs et les moyens de la Commission des opérations de Bourse, engager plus de transparence : l'assemblée de la loi votée à la veillée, après l'affaire Luchaire et le scrutin présidentiel, est là pour montrer qu'il n'y a pas trop d'illusions à nourrir.

Le problème, à la vérité, n'est pas nouveau, et Montesquieu, dont la France officielle a curieusement oublié, la semaine dernière, de fêter le tricentenaire, l'a dit une fois pour toutes : il n'était pas à ses yeux de république « viable » sans « vertu ». Vertu « politique », bien sûr, dont il ajoutait qu'elle était « chose très pénible », vu qu'elle suppose « une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre. »

Le mot, certes, est démodé. Il serait dramatique que le concept le fût aussi, et qu'à défaut de valeurs communes à tous ce pays s'abandonnât à la seule loi de la jungle. Il est temps, à cet égard, pour le PS, et avec lui, pour l'ensemble de la classe politique, si elle ne veut pas perdre encore un peu plus d'un crédit déjà fortement érodé, de rendre à la morale sa place dans la cité. Mais il ne va de soi qu'on juge ses places, plus que ses discours.

ANDRÉ FONTAINE

Dans la presse quotidienne

Après les révélations du *Monde* sur l'achat de cinquante mille actions Triangle par un ami intime de M. François Mitterrand, M. Roger-Patrice Pelat, les quotidiens sont unanimes pour constater, lundi 23 janvier, que l'affaire Pechiney éclabousse le chef de l'État.

« Voilà que le fumet du scandale flotte autour de sa maison, l'Élysée », écrit Jean Bédaride dans le *Figaro*. Selon d'éditorialiste, l'image de M. Mitterrand pourrait à nouveau être « brisée gravement », par la petite que prennent les affaires « et que le rideau va tomber sur la comédie. (...) »

adversaires vilipendés avant sa victoire en 1981. Ce danger, il ne peut l'ignorer. »

« On n'aurait pas le droit de reprocher au président de la République de s'être laissé abuser par l'un de ses amis intimes, si tel était le cas », observe Philippe Tesson dans le *Quotidien de Paris*. Mais l'on ne saura sans doute jamais si M. Mitterrand s'est laissé abuser par M. Pelat, ainsi qu'il va donner à la croire, ou bien s'il connaissait la nature des relations de M. Pelat avec l'argent. (...) On ne le saura jamais car le rideau va tomber sur la comédie. (...) »

Le temps du « soupçon » est venu, note Jean-Michel Hérog dans *Libération*. « C'est que dans cette affaire, tous les fusibles semblent avoir sauté, exposant chacun des protagonistes à la ruée du soupçon à cr. (...) Le président de la République encourage les foudres de la justice, mais une familiarité ancienne avec tel accusé ne décourage pas la médiane. Loin de là. »

Pour Jacques Malmassari de *France-Soir*, « Le président de la République, qui a axé sa campagne électorale sur le thème de l'État impartial, ne peut plus rester devantage sans réagir. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunts janvier 1989

Emprunt 8,61 % janvier 1989 - novembre 2002

Montant	1,5 MILLIARD DE FRANCS
Prix d'émission	4998 F.
Jouissance et règlement	6 février 1989.
Durée	12 ans.
Intérêt	8,60 %, soit 430 F par obligation payable le 6 février de chaque année, et pour la première fois le 6 février 1990.
Taux de rendement actuariel	8,61 %.
Amortissement normal	Au pair, en totalité, le 6 février 2001.

Emprunt à taux révisable (Fibor 3 mois - 0,20 %) assimilable à l'emprunt Fibor 3 mois septembre 1988-1998

Montant	800 MILLIONS DE FRANCS
Prix d'émission	20 200 F.
Jouissance et règlement	6 février 1989.
Durée	9 ans, 210 jours.
Coupon payable	Triestriement déterminé par soustraction d'une marge de 0,20 % au taux de référence Fibor 3 mois.
Marge actuarielle	- 0,37 % sur la base d'un Fibor 3 mois de 8,825 %, équivalent à un taux actuariel annuel de 9,24 %.
Amortissement normal	Au pair, en totalité, le 10 septembre 1998.
Assimilation	Cet emprunt sera assimilé à l'emprunt Fibor 3 mois septembre 1988-1998, le 14 septembre 1988.

Une fiche d'information (Vies COB n° 89-25 du 19.01.1989) est disponible sans frais, sur demande. Date du 23 janvier 1989.

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCE

S.A. au capital de 1.997.129.520 F. - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur :
Docteurs : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP, Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chailot (Métro : Bastille), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California •
Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accredits de MBA et de PhD - Europe et Asie.

Politique

Deux élections législatives partielles

Recul général du Front national

Cinq scrutins étaient organisés dimanche 22 janvier : deux législatives rendus nécessaires par des décisions d'annulation du scrutin de juin 1988 prises par le Conseil constitutionnel et trois cantonales (lire page 49). Dans le cas de ces dernières, c'est sans surprise qu'en Dordogne la majorité présidentielle conserve son siège ; en Ile-et-Vilaïne, le PS est élu de justesse après un scrutin serré ; à Montpellier, malgré une nette progression, la gauche n'est pas en mesure de menacer le RPR.

Dans ce canton de Montpellier 3 comme dans les deux législatives partielles, les résultats traduisent un effondrement du Front national : - 11,56 points à Montpellier ; - 12,34 dans la 6^e circonscription des Bouches-du-Rhône. En Seine-Saint-Denis, la chute du FN, pour importante qu'elle soit, est moins spectaculaire : - 5,27 points. Que ce soit à Marseille ou en Seine-Saint-Denis, le Front national présentait deux de ses anciens députés qui avaient été élus en mars 1986.

Du côté du PC, s'il y a effondrement dans les Bouches-du-Rhône et en Ile-et-Vilaïne, il y a en revanche un léger mieux à Montpellier. Mais, surtout, le Parti communiste

retiendra le résultat de Seine-Saint-Denis. M. Asensi, en effet, distance plus que largement son challenger socialiste, auteur du recours qui veut annuler le scrutin municipal d'Aulnay-sous-Bois d'avoir eu à affronter une nouvelle législative. Le PC, qui avait déjà au début du mois, dans une autre circonscription de ce département de la région parisienne, joué un mauvais tour au PS en lui représentant un siège obtenu par M^{me} Véronique Néjertz en juin dernier, y confirme sa prépondérance au sein de la gauche. Nul doute qu'il tirera argument de ce résultat dans les discussions qu'il mène en vue des municipales avec le Parti socialiste.

Election-phare de ce dimanche, celle de Marseille a donné un résultat serré. Si M. Tapie arrive en tête, comme lors du précédent scrutin, son avance est toutefois moins forte puisque l'écart n'est plus que de 2,64 points alors qu'en juin il était de 6,49. En outre, il perd 1 676 suffrages alors que le poids de Jean-Claude Gaudin augmente son capital de 136 voix. Les électeurs du Front national, comme ceux du PC, feront la différence.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Seine-Saint-Denis : le Parti communiste conforte son avance sur le PS

Inscr., 52 446 ; vot., 21 780 ; abst., 58,47 % ; suffr. expr., 21 409. MM. François Asensi, PC, cons. mun. d'Aulnay-sous-Bois, 8 938 voix (41,74 %) ; Robert Dray, PS, 5 181 (24,20 %) ; Sylvain Garant, RPR, 3 982 (18,59 %) ; Roger Hoin-dre, FN, 2 564 (11,97 %) ; M^{me} Gilda Danet, écol., 682 (3,18 %) ; M. Marc Fumey, POE, 62 (0,28 %). Il y a ballottage.

(De 17 voix le 5 juin dernier, l'avance de M. Asensi sur M. Dray passe à 3 757 au premier tour de cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil constitutionnel d'annuler le scrutin du 25 novembre dernier, M. Asensi, 15 441 voix (100 %).

Le Conseil avait estimé que les résultats du premier tour de juin se trouvaient « affectés d'une incertitude qui [devait] entraîner l'annulation de l'élection ».

M. Asensi arrive en tête dans les trois communes de cette circonscription : non seulement à Tremblay-Rocheville et à Villepinte, mais aussi à Serris, où le PS ne faisait pas mystère de son ambition de prendre la mairie à M. Bernard Vergnaud, PC, suppléant de M. Asensi, quitte à présenter une liste autonome (le Monde du 20 janvier). Si M. Asensi progresse de 12,06 points de pourcentage (bien qu'il perde 187 voix), ses adversaires sont tous en recul : - 5,42 points pour le PS ;

- 5,27 points pour le FN ; - 4,86 pour le RPR (par rapport au total des deux candidats de juin). En voix, la perte est tout aussi spectaculaire : - 3 846 pour M. Dray ; - 3 165 pour M. Garant ; - 2 692 pour M. Hoin-dre, ancien député.

Les précédents résultats, dans cette circonscription avaient été les suivants : 5 juin 1988 : inscr., 52 271 ; vot., 30 999 ; abst., 40,69 % ; suffr. expr., 30 475. MM. Asensi, 9 045 (29,68 %) ; Dray, 9 027 (29,62 %) ; Hoin-dre, 5 256 (17,24 %) ; Gérard Sauvagnat, UDF-PR, diss., M. de Villepinte, 5 051 (16,57 %) ; Claude Bravet, URC-UDF, 2 096 (6,87 %) ; 12 juin 1988 : inscr., 52 270 ; vot., 22 551 ; abst., 56,85 % ; suffr. expr., 22 141. M. Asensi, 15 441 voix (100 %).

Bouches-du-Rhône : MM. Teissier et Tapie au coude à coude

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Bien qu'il eut valeur de test, à six semaines des élections municipales et en dépit de sa médiatisation, due à la personnalité de Bernard Tapie, le scrutin n'a pas réellement mobilisé les électeurs qui n'ont voté qu'à 51,60 % au lieu de 65,35 % en juin dernier. Ni M. Tapie ni M. Teissier, dans le duel qui les opposait, n'ont pris d'avantage décisif. Le maire du neuvième arrondissement progresse plus, certes, que le président de l'OM. Malgré la plus faible participation électorale il recueille une centaine de voix supplémentaires et gagne 8,6 points en pourcentage. M. Tapie, lui, améliore son score de près de 5 points mais obtient 1 676 voix de moins.

Il semble, en fait, que M. Teissier ait bénéficié de l'effondrement du Front national dont le candidat, l'ancien député M. Ronald Perdomo, n'a réuni sur

son nom que 9,94 % des suffrages exprimés au lieu des 22,28 % qui s'étaient portés, en juin dernier, sur celui de M. Gilbert Victor. Globalement, en revanche, la « gauche » qui a gagné un peu plus de 3 points devance désormais la droite et l'extrême droite qui en ont perdu près de 4 (49,67 % contre 49,05 %).

Le recul considérable du Front national est dû, pour une part, à la polarisation du scrutin sur le duel Tapie-Teissier qui explique, aussi, le tassement du PC et le laminage des petits candidats. M. Perdomo a admis qu'une partie des électeurs du Front avaient préféré, dès le premier tour, « voter utile » pour « aider Teissier à battre Tapie ». Il a également estimé que l'« injustice » du scrutin majoritaire en avait poussé un nombre important dans l'abstention. Mais, à l'évidence, la chute du FN s'inscrit dans une tendance qui ne fait que se confirmer. Lors des élections cantonales de septembre dernier, le parti lepéniste

avait déjà perdu plus de 10 points sur Marseille. Son électoral paraît désormais avoir mesuré la stérilité de son vote et, pour une part, avoir effectué son reclassement dans sa famille politique d'origine. Cet enseignement ne manque pas d'intérêt dans la perspective des municipales. Même si son audience réelle doit être majorée, le FN est désormais placé dans un rapport de forces moins favorable avec la droite.

Quant au PC qui espérait non seulement faire le plein des voix de ses électeurs mais encore mordre sur l'électorat socialiste le plus à gauche, il essuie une déconvenue. D'un scrutin à l'autre il passe de 9,56 % à 7,92 % et perd donc 1,6 point.

La candidate communiste Annick Boët a d'ores et déjà annoncé que son parti « ne choisirait pas entre deux hommes de droite » laissant entendre qu'elle se retirerait sans donner de signes de vote à ses électeurs, comme elle l'avait fait en juin 1988. On estime que la moitié

seulement des voix du PC étaient allées sur Bernard Tapie, au deuxième tour de scrutin. Le même handicap serait lourd à remonter pour le président de l'OM si son adversaire bénéficiait, de son côté, d'un bon report des voix des électeurs du FN. Mais il est douteux que le Front facilite la tâche à M. Teissier qui n'a pas voulu répondre, avant le premier tour, à une demande de désistement réciproque de M. Perdomo. Au demeurant, le jeu reste très ouvert compte tenu de l'augmentation prévisible de la participation électorale. En 1988, il y avait eu, au second tour de scrutin, près de quatre mille cinq cents électeurs supplémentaires. M. Tapie comme M. Teissier ont affiché le même optimisme. Le président de l'OM comptant sur un « bon réservoir de sécurité » dans l'électorat socialiste. M. Teissier se déclarant persuadé que les électeurs du Front national « ne se tromperont pas d'adversaires ».

GUY PORTE.

Les résultats

Inscr., 63 199 ; vot., 32 617 ; abst., 48,39 % ; suffr. expr., 32 308.

MM. Bernard Tapie, maj. p., sout. PS, 13 489 voix (41,75 %) ; Guy Teissier, UDF-PR, c. g., c. m. de Marseille, 12 638 (39,11 %) ; Ronald Perdomo, FN, 3 213 (9,94 %) ; M^{me} Annick Boët, PC, 2 559 (7,92 %) ; MM. Eric Yoni, sans étiqu., 231 (0,71 %) ; Hyacinthe Santoni, div. d., 124 (0,38 %) ; Jean Souchon, sans étiqu., 54 (0,16 %). Il y a ballottage.

Les précédents résultats dans cette circonscription avaient été les suivants : 5 juin 1988 : inscr., 63 391 ; vot., 41 429 ; abst., 34,64 % ; suffr. expr., 41 000. MM. Tapie, 15 165 (36,98 %) ; Teissier, 12 502 (30,49 %) ; Gilbert Victor, FN, c. r., 9 137 (22,28 %) ; M^{me} Boët, 3 923 (9,56 %) ; M. Jacques Estrade, RPR diss., 273 (0,66 %).

12 juin 1988 : inscr., 63 391 ; vot., 45 842 ; abst., 27,68 % ; suffr. expr., 44 816. MM. Teissier, 22 450 (50,09 %) ; Tapie, 22 366 (49,90 %).

NOUVEAUTÉS

CONCOURS ADMINISTRATIFS

Annales

Fonction publique-catégorie A

250 p., 148 F

Également : Cat. B, C et D 296 p., 155 F

MASSON

Si vous voulez savoir à quoi ressemble un carnet de chèques qui ne rapporte pas 6 à 7 %, placez le vôtre ici.

CORTAL

Si vous n'êtes pas client de Cortal, filiale de la Compagnie Bancaire, l'argent que vous avez en permanence sur votre compte chèques n'est pas rémunéré. Une seule condition pour qu'il le devienne : déposez 100 000 francs chez Cortal. Mais chez Cortal, l'innovation ne s'arrête pas à la rémunération des comptes chèques. Si vous devenez client, vous aurez à votre disposition jusqu'à 20 heures, sur simple appel téléphonique, un conseiller financier, qui vous connaîtra et que vous connaîtrez. Ce banquier gèrera votre patrimoine en vous faisant profiter de toutes les opportunités des marchés financiers du monde. Il le fera en fonction de vos objectifs personnels. Pour en savoir plus, sur le compte chèques rémunéré et le service Cortal, demandez la documentation Compte Optimal en appelant le 16 (1) 47-47-11-29 ou en nous retournant le coupon réponse ci-contre :

Demande de documentation sans engagement. Je souhaite recevoir un dossier d'information complet sur le Compte Optimal.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. (dom.) _____ (bureau) _____
Age _____ Profession _____

Envoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, Libre-réponse 9703-75, 75789 Paris Cedex 16

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE, C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.

هكذا من الابل

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

La direction du PS réaffirme sa volonté d'appliquer l'accord signé avec le Parti communiste

Les dirigeants socialistes ont réuni, samedi 21 janvier à Paris, les premiers secrétaires fédéraux du PS pour faire le point sur l'application de l'accord signé le 12 janvier avec le PCF en vue des élections municipales. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a souligné, en rendant compte de cette réunion, que « les secrétaires fédéraux, dans leur ensemble, se félicitent de cet accord », dont MM. Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli et Marcel Debarge ont rappelé, a-t-il dit, qu'il « s'inscrit dans la logique de nos congrès ».

M. Queyranne a confirmé que « dans un certain nombre de villes, des accords ont pu être conclus » avec le PCF, mais que, dans de nombreux autres cas, les communistes « ne veulent pas prendre en compte les évolutions électorales depuis 1983 ». « Nous allons poursuivre la discussion, dans la semaine qui vient, avec la volonté d'aboutir », a ajouté le porte-parole. Nous souhaitons parvenir à un maximum de listes communes. Notre objectif, c'est le rassemblement de la gauche ».

M. Emmanuelli, le numéro deux du PS, a indiqué, cependant, dans un entretien publié le 22 janvier par le *Journal du Dimanche*, que si le PCF

« persiste dans sa mauvaise foi, il ne restera plus aux socialistes qu'à faire leurs listes en réservant au PCF la place qui lui revient, évaluée sur la base du rapport des forces des élections législatives ». M. Emmanuelli estime que le centre et le PCF, bien que « politiquement opposés », se retrouvent tactiquement d'accord pour pousser le PS dans le piège d'une stratégie de renversement d'alliance ».

Ce dernier propos de M. Emmanuelli, de même que l'insistance de M. Queyranne sur l'approbation de l'accord du 12 janvier par les premiers secrétaires fédéraux socialistes et, le 20 janvier, la mise en cause par M. Lionel Jospin de certains socialistes « notoires », qui seraient prêts à « partir aux élections sans communistes sur leurs listes », témoignent d'un débat sous-jacent. Aucun responsable socialiste n'a pris position officiellement contre l'accord signé avec le PCF ni pour la multiplication des primaires entre les deux partis. Le comportement des communistes oblige, cependant, la direction du PS à une attitude quelque peu défensive, appuyée sur trois arguments : 1) l'accord du 12 janvier est conforme à la

stratégie du PS depuis dix-huit ans ; 2) le PS n'est pas dépourvu de moyens de riposte face à ce que M. Emmanuelli appelle la « mauvaise foi » du PCF ; il pourrait y avoir plus de « primaires » que prévu face à des maires communistes ; 3) l'attitude du PCF pourrait évoluer dans les prochains jours.

« Réalisme » et « similitudes »

Cette dernière affirmation repose, notamment, sur une déclaration faite samedi, à Lille, par M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, qui s'est déclaré d'accord avec M. Jospin sur la nécessité d'être « réaliste ». Les communistes, a affirmé M. Laurent, entendent appliquer l'accord « totalement et dans tous ses termes », ce qui signifie qu'il accepte de tenir compte de la « représentativité actuelle » des deux partis. Dimanche, au Forum - FR 3-Radio-Montecarlo, M. André Lajoinie, lui aussi membre du secrétariat du comité central, a réaffirmé qu'il n'y aura « aucune primaire » du fait du PCF.

Toutefois, à Paris, la position des communistes, qui revendiquent deux têtes de liste, dont une dans un arrondissement gagnable par la gauche, demeure inchange.

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, estime, dans sa « lettre » du club Maintenant et demain, que le PCF « divague » et que « ce serait le plus mauvais service à rendre à la politique de rassemblement à gauche que d'accepter de tels simulacres ».

La direction du PS, saisie par les premiers secrétaires fédéraux de la Moselle - M. Jean-Pierre Masseret - et de l'Yonne - M. Jean-Paul Rousseau - des problèmes posés par l'attitude de deux ministres d'ouverture, maires sortants de Metz et d'Auxerre, MM. Jean-Marie Rauch et Jean-Pierre Soisson, a apporté son soutien aux responsables fédéraux. Ils sont seuls habilités, a déclaré M. Mauroy, à négocier la formation de listes auxquelles participerait le PS, ainsi que la place des socialistes sur ces listes. La direction du PS entend s'opposer ainsi à toute tentative de MM. Rausch et Soisson pour imposer au PS leur propre choix de ceux de ses membres avec lesquels ils sont prêts à s'entendre.

PATRICK JARREAU.

Toulouse : les socialistes embarrassés par les appétits du PC et du MRG

TOULOUSE
de notre correspondant

Les radicaux de gauche ont gros appétit, les communistes ont des antipathies et les socialistes toulousains ont donc avec leurs partenaires de gros soucis.

M. Jacques Lévy, candidat du PS à la mairie de Toulouse, croyait en avoir fini avec le casse-tête de la liste d'union. En quelques jours, sa copie a été méchamment raturée par les représentants des autres partis de gauche, l'obligeant du même coup à reprendre à zéro des négociations où la revendication politique le dispute à des querelles d'individus.

Chronologiquement, c'est le MRG qui le premier a ouvert les hostilités. Mécontent de la place que le PS lui accordait initialement - un seul candidat en position d'être élu - il revendique aujourd'hui un deuxième éligible « parce que nous partageons totalement les responsabilités gouvernementales », explique M. Robert Gély, conseiller sortant et directeur commercial de la *Dépeche du Midi*. Longtemps les socialistes locaux ont fait la sourde oreille, opposant à cet argument la très faible représentativité d'un MRG qui, en 1986, lors des législatives partielles, avait voulu, à l'instigation de M. Henri de Lassus, se compter.

« Nous voulons une liste d'union ouverte. Nous allons trouver un arrangement avec nos amis du MRG », explique maintenant M. Jacques Lévy. Le PS toulousain et son candidat ont quelques raisons de régler rapidement le contentieux. M. Domini, que Baudis, maire sortant UDF, assiste goguenard à ces querelles de famille. Il est vrai aussi que M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, président d'honneur du MRG et directeur général de la *Dépeche du Midi*, a discrètement mis son poids dans la balance.

Reste le cas des radicaux dissidents. M. Gérard Folus, un des responsables du MRG, est prêt à rejoindre la liste de M. Baudis. D'autres pourraient être tentés de le suivre. « L'Assemblée générale de notre mouvement », explique M. Robert Gély, a tranché : ces gens s'excluent d'eux-mêmes. Du côté du PCF, on fait dans la mise en demeure. Bien avant les accords nationaux PC-PS, M. Sylviane Ainar, secrétaire de la fédération communiste de Haute-Garonne, avait prévu : « Pas question que je fasse liste

commune avec les rénovateurs. » Une intransigence renouvelée ces derniers jours qui veut obliger le PS à choisir entre le PCF et les rénovateurs, entre M. Ainar et M. Claude Liabres, conseiller municipal sortant, chef de file du Mouvement des rénovateurs communistes (MCR), ancien secrétaire de la fédération communiste de Haute-Garonne, et de surcroît ancien compagnon de M. Ainar.

« Nous ne fléchirons pas » Claude Liabres

M. Marchais, au cours de son « Heure de vérité », semblait prêt à transiger pour peu que les rénovateurs gommassent l'étiquette communiste. Mais, en Haute-Garonne les rénovateurs se refusent à tout compromis sémantique. « C'est le triomphe du sectarisme », déplore M. Alain Pécastraing, conseiller sortant et communiste reconstruc.

« Nous voulons une liste de large union, martèle M. Jacques Lévy, mais le PCF n'a pas à dicter ses choix. Il n'est pas question pour nous de céder aux rénovateurs. Si les rénovateurs veulent changer de nom, c'est leur problème. En tout cas nous ne lâcherons pas Liabres. » Dernière réunion, jeudi prochain. Le PCF avait obtenu trois représentants dans les quinze premiers de la liste socialiste. Son éventuel départ pourrait permettre à M. Bertrand Verdier, conseiller sortant PSU, de retrouver une place d'éligible. Ce dernier envisage actuellement de présenter sa propre liste sous le label « Nouvelle Gauche ».

La liste proposée par M. Lévy, pourtant, n'a pas fait que des heureux au sein même du PS, surtout parmi ceux qui en ont été écartés. C'est le cas de M. Julien André, conseiller sortant et animateur des Ateliers Jean-Jaurès, qui serait prêt à passer avec armes et bagages dans le camp de M. Baudis. « Il réfléchit », commente son entourage.

M. Michel Rocard devrait, le 10 mars prochain, animer un meeting de soutien à la liste socialiste. Dans l'immédiat, un petit groupe de spécialistes et le candidat, dont la permanence a vue imprenable sur le Capitole, la mairie de Toulouse, mettent la dernière main au programme de campagne. Il est grand temps, car les électeurs pourraient bien se lasser au seul spectacle des ambitions manifestées.

GÉRARD VALLÈS.

A l'extrême gauche

La Ligue communiste révolutionnaire préserve son unité

Réunie pour son neuvième congrès du jeudi 19 au dimanche 22 janvier, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) a réussi à maintenir son unité, fort compromise au moment de la création de la Nouvelle Gauche de M. Pierre Juquin (*Le Monde* du 6 décembre 1988).

Le « projet de thèses politiques », qui fixe la « ligne » de l'organisation, a été adopté par 55 % des délégués (environ 220 personnes), qui se répartissent de la façon suivante : 39 % pour le courant majoritaire représenté principalement par MM. Alain Krivine, porte-parole de la LCR, et Daniel Bensaid ; 13 % pour le « groupe de travail » qui a dressé un bilan très critique de la démarche de la Ligue envers M. Juquin parlant d'image « désastreuse, sectaire et manœuvrière » ; 3 % pour un regroupement de plates-formes locales sur un seul texte situé aux antipodes du « groupe de travail ». Cette exceptionnelle majorité de 55 % pour la ligne majoritaire, dans l'immédiat tout au moins, se traduira par une fusion et aura des répercussions au sein du bureau politique.

Cette majorité est d'autant moins unie que, sous l'influence de M. Bensaid, le congrès a adopté un amendement de défiance à l'égard du « groupe de travail », rappelant la nécessité du centralisme démocratique. M. Bensaid a critiqué la campagne présidentielle de M. Juquin, et, sans franchir le pas, le

« groupe de travail » s'était montré favorable, en décembre, à une démarche commune de la Ligue avec la Nouvelle Gauche.

Ayant consommé son rapprochement avec le mouvement de M. Juquin, la tendance dite « T3 » n'a rassemblé que 30 voix (contre 180) sur la possibilité d'une double appartenance. Les membres de la T3 engagés derrière M. Juquin se considèrent exclus de fait. M. Krivine estime que ce vote va entraîner le départ de « quelques dizaines de militants ».

La LCR, qui critique l'action du gouvernement, a décidé de participer « là où elle peut » aux élections municipales sur des listes indépendantes du PCF et du PS, cependant elle consacra son effort sur les élections européennes, et l'organisation va s'engager dans une « féminisation » de ces instances dirigeantes.

O.B.

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINTEL
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORC G.CAM.
SERVEUR

TEL. 01 45 38 70 71

Brest : rupture de l'accord à droite

BREST
de notre correspondant

M. Yanaick Marzin (UDF-PR) a annoncé, dimanche 22 janvier, qu'il conduira sa propre liste aux municipales. Après l'accord oral scellé avec le maire sortant RPR, M. Georges Kerbrat, le 11 janvier, pour la constitution d'une liste commune et les difficiles négociations avec le RPR local et l'UDF « orthodoxe » (1) sur la répartition des places, M. Marzin a décidé de faire cavalier seul : « C'était faire sa liste ou rester à la maison ».

Le président du Syndicat national des pharmaciens, dont le mandat syndical arrive à échéance au début du mois de février, ajoute qu'il part « soulagé » et « débarrassé du syndrome de 1977 », c'est-à-dire la primaire à droite qui avait abouti à faire élire la gauche cette époque.

Cette décision satisfait une grosse partie des militants UDF,

notamment ceux du CDS qui estimaient qu'une tentative d'alliance était un piège. Alors que l'on s'attendait, en effet, à ce que M. Marzin mène sa propre liste après avoir annoncé le 1^{er} janvier qu'il ne se déroberait pas, un accord oral avait été conclu, le 11 janvier à Paris, dans le bureau de M. Alain Juppé, entre lui et M. Georges Kerbrat. Le maire sortant prenait la tête de liste, et M. Marzin se trouvait en position de premier adjoint.

Cette union, a déclaré dimanche M. Marzin, nous voulions incontestablement la réussir, mais force est de constater que cela n'est pas possible. En effet, la campagne est conçue et commencée depuis plusieurs semaines sans consultation, le programme se décline déjà, là aussi sans consultation, l'accord d'hommes est périmé (...). Tout cela aboutit à un blocage des négociations, d'autant que nous n'arrivons pas à calmer les jusqu'au-boulistes.

Les négociations butaient, en particulier, sur le quota de sièges attribués aux différentes formations de l'UDF et sur le choix de personnalités appartenant à la société civile.

M. Marzin doit annoncer à la fin de la semaine la composition de sa liste, sur laquelle se trouvent M. Jacques Berthelot, ancien maire, M. Georges Lombard, sénateur, président de la communauté urbaine (UDF), M. André Rosco (SDC), premier adjoint sortant, M. Yvon Callec (PR), conseiller régional, adjoint au maire sortant.

GABRIEL SIMON.

(1) Le Finistère compte désormais une UDF « officielle » regroupée derrière M. Jean-Yves Cozma, député CDS, premier vice-président du conseil général, et une autre emmenée par M. Ambroise Guéloc, député CDS, conseiller général, ancien secrétaire d'Etat à la mer.

M. Le Pen appelle à la constitution de « comités de salubrité publique »

Le Front national a tenu, samedi 21 et dimanche 22 janvier, à Versailles, sa convention nationale pour le lancement de la campagne des élections municipales. Il a publié la liste de 183 chefs de file dans les villes de plus de 30 000 habitants. A Paris, le FN est présent, pour l'instant, dans 17 arrondissements sur 20 : M. Le Pen est candidat dans le vingtième. Dans les

Bouches-du-Rhône, à Martigues, le FN annonce la constitution d'une liste FN-RPR-UDF emmenée par le docteur Fosseque (FN). La formation de M. Le Pen a présenté sa « charte municipale » qui préconise notamment l'affirmation de l'identité nationale et locale et « le développement de la démocratie directe locale par le recours au référendum ».

conservent leurs « petits biens » face aux « gros ». La salle a, à chaque fois, éclaté en applaudissements en entendant cette dénonciation de la « nomenclature ».

N'oublions pas que l'heure est aux municipales et que la dose de proportionnelle du système électoral devrait lui assurer une présence dans nombre de cités (même s'il n'y a pas accord de fusion entre les deux tours avec la droite). M. Le Pen a estimé que les municipalités souffraient de « concussion » : « C'est une dérive du national vers le municipal, mais avec une gravité plus grande (...) Les maires se prennent pour des monarques autoritaires et s'affichent aux frais du contribuable sur des affiches de 1 m sur 3 ». M. Le Pen a appelé ses troupes à suivre le chef de file du FN à Lyon, M. Bruno Guignès, qui détourne les affiches de ses concurrents par des bulles incendiaires : « En cet état de corruption générale dans toutes les villes, il n'y a qu'une seule réponse : des comités de salubrité publique ».

Abordant les questions économiques, M. Le Pen a repris le plan de travail élaboré par Jean-Pierre Sturbois avant sa disparition : il s'agit de s'attaquer à l'électorat de gauche après avoir grignoté celui de la droite et singulière-

ment celui du RPR. M. Le Pen n'a donc pas lésiné sur les arguments pour défendre « l'ouvrier français » : « Il faut choisir entre subventionner les chômeurs de Chavilly et donner du travail aux travailleurs Français (...) » - il faut faire de 1989 une grande année politique pour ouvrir les yeux des Français sur les réalités. M. Le Pen a ajouté que son parti « ne se prêterait pas aux mascarades électorales commémorant le bicentenaire de la Révolution ».

Le baiser au séropositif

Avant d'intervenir, M. Le Pen avait invité un avocat américain, M. Paul Gana, séropositif à la suite d'une transfusion sanguine et qui s'est fait le champion de la baisse des impôts. M. Le Pen l'a embrassé sous les applaudissements du public. Enfin, le nouveau secrétaire général du FN, M. Carl Lang, a lancé un appel « aux candidats de bonne volonté du RPR et de l'UDF », en leur demandant de ne pas tenir compte « des diatribes parisiennes de leurs dirigeants qui s'apprêtent à sacrifier des dizaines de villes dans chaque région, alors qu'il faudrait faire l'union à la base ».

P.S.

● Les rectifications des listes électorales à Bastia sont annulées par le tribunal administratif. - Le tribunal administratif de Bastia (Haute-Corse) a annulé, vendredi 20 janvier, les tableaux rectificatifs des listes électorales de tous les bureaux de vote de la ville. Ont été également annulées les modifications effectuées dans neuf autres communes, cinq en Haute-Corse (Luciana, Monte, Santa-Lucia-di-Moriani, Cagnano, Pori) et quatre en Corse-du-Sud (Balogna, Pila-Casale, Omani, Guitaria). Le tribunal administratif doit examiner, jeudi 26 janvier, le cas de quarante-trois autres localités.

IL N'EST PAS AUX ETATS-UNIS.

© 1988 AT&T



**MAIS
IL Y FAIT DES
AFFAIRES
TOUS
LES JOURS.**

"Jack ? C'est Paul. Vous avez reçu le feu vert pour l'émission ?"

"Oui, si les conditions sont acceptables."

"Elles le sont ?"

"Oui, à condition que vous preniez l'intégralité des 300 millions."

"Notre syndicat de placement est prêt à intervenir."

"Dans ce cas, on y va."

"Alors, on a le contrat ?"

"Vous l'avez."

"Fantastique... Dites, et si on signait à Paris ?"

La suite de la conversation est strictement professionnelle.

Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.



مكنا من الاصل

MÉDECINE

Grâce à un laboratoire d'identifications génétiques de Strasbourg

La preuve biologique d'une paternité pourrait être fournie à des particuliers

Un nouveau laboratoire français d'identifications génétiques vient d'être créé en France. Baptisé « Codgène », cette société est née de l'association de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, d'une filiale de la Société générale et de l'Institut de médecine légale de Strasbourg. Elle vise à exploiter une nouvelle technique d'identifications génétiques des individus basée sur l'utilisation d'une sonde moléculaire. Codgène pourrait bientôt mettre en œuvre cette technique dans le cadre des affaires de contestation de paternité, en dehors de toute réquisition judiciaire.

Après Appligène, Codgène est la seconde société française à se spécialiser dans les empreintes génétiques, cette nouvelle application des techniques de biologie moléculaire à des fins criminelles ou médico-légales. La coïncidence veut qu'elle soit aussi la seconde société de ce type basée à Strasbourg. A la différence d'Appligène, qui exploite en exclusivité pour la France un brevet détenu par une équipe belge, Codgène a acquis sa licence d'exploitation exclusive à partir d'un brevet d'une société américaine, la société Lifecodes de New-York.

« Notre choix s'est porté sur le brevet de cette entreprise américaine car elle a déjà réalisé plusieurs milliers de tests permettant l'identification de séquences chromosomiques spécifiques à chaque individu, explique-t-on chez Codgène. Cette méthode, couramment utilisée par un grand nombre de cours de justice américains, per-

met de régler des cas litigieux de paternité, d'immigration ou d'enquêtes judiciaires, notamment dans les affaires de viol. Le FBI a fait appel récemment aux experts de Lifecodes afin d'étudier la possibilité d'instaurer un standard national pour l'utilisation du test d'empreintes génétiques. »

A la différence d'Appligène qui est une société privée, la firme Codgène, dirigée par le docteur Bertrand Ludes, associé à l'Institut de médecine légale de Strasbourg, l'université Louis-Pasteur ainsi que la Sogenal (filiale de la Société générale), a hauteur de 49 %. Sont notamment associés à ce projet le professeur Pierre Chambon, spécialiste de biologie moléculaire de renom international, les docteurs Pierre Mangin et André-Jean Chamoni, médecins légistes, ainsi que M. Jean Wagner, premier président honoraire de la cour d'appel de Colmar.

Des problèmes moraux

Jusqu'à l'apparition et la diffusion de la technique des empreintes génétiques, la recherche des preuves biologiques de la paternité n'était mise en œuvre (à partir d'une batterie de marqueurs sanguins) par le Centre national de la transfusion sanguine que sur réquisition judiciaire. Pour M. Daniel Dupret, directeur scientifique d'Appligène, cette rigueur était « quelque peu excessive ». Il avait accepté, quant à lui, de mettre en œuvre ce nouveau procédé, à la demande d'un juge, bien sûr, mais aussi à celle d'un avocat ou d'un médecin. « On peut en effet invoquer une série de situations où la

réquisition judiciaire n'est pas a priori absolument nécessaire, explique-t-il. C'est notamment le cas des personnes qui, après divers problèmes personnels, veulent s'assurer que leur enfant est bien le leur, des enfants de l'Assistance publique qui, ayant après une longue enquête retrouvé leurs parents, veulent vérifier qu'ils ne se trompent pas avant de se lier d'affection avec eux, etc. » (1).

Appligène refusait de mettre en œuvre directement ce procédé à la demande de la — ou des — personnes concernées. On n'entend pas, pour l'heure du moins, adopter la même position rigoureuse chez Codgène, la présence de médecins au sein de cette société permettrait en effet l'économie des difficultés rencontrées par Appligène. Ainsi, les personnes ou les couples impliqués dans les affaires de contestation de paternité pourraient-ils directement savoir à quoi s'en tenir en matière de paternité biologique. « S'il est vrai que la loi n'interdit pas de telles investigations, explique M. Dupret, on ne peut pas à mon avis sous-estimer les problèmes moraux que ces techniques soulèvent. Si les gens de Codgène n'ont pas conscience de ces problèmes, nous laissons à leur conscience ce qui leur semble être le bien et les intérêts en jeu, nous refusons et refuserons de répondre directement à la demande. »

JEAN-YVES NAU.

(1) En matière de vérification de paternité, la technique des manipulations génétiques peut être mise en œuvre à partir de simples prélèvements sanguins de la mère de l'enfant et du père, père biologique présumé. Parfois, seuls ces deux derniers prélèvements sont nécessaires.

هكذا من الأصل

Au palais de la Mutualité

Les différentes familles de l'extrême droite ont participé à la « grande journée anti-89 »

Le roi est mort et ceux qui le pleurent ne seraient pas fâchés de pouvoir guillotiner la République. Réunis par une commune nostalgie de l'Ancien Régime mais surtout par une inextinguible aversion pour la modernité, un millier de personnes se sont rassemblées à Paris le 21 janvier, jour anniversaire de la mort de Louis XVI. Appelées à participer à une « grande journée anti-89 », ces fidèles, venus de tous les horizons du royalisme et de l'extrême droite, se sont groupés derrière le panache du défunt roi pour proclamer leur haine de la Révolution française. Longuement conspuée, cette période de l'histoire a servi de catalyseur à tout un bric à brac de professions de foi politiques et religieuses.

Pieusement courbées sur leurs antiques prie-Dieu, des familles endimanchées assistaient à la messe solennelle qui doit donner le coup d'envoi de cette journée contestataire. L'église Saint-Nicolas du Charbonnet, occupée depuis près de douze ans par les adeptes de Mgr Lefebvre, a sorti pour la circonstance ses plus gros cierges et ses chants les plus ardents. Un cantique, justement, donne le ton de la journée, lorsque les fidèles entonnent à pleins poumons un hymne aux curieux accents : « O Marie, entends du Ciel ce cri de la patrie : catholiques et Français toujours. »

Dans le ciel de la Contre-Révolution, la religion donne la main au nationalisme. Les participants se retrouvent, au sortir de la messe, dans les couloirs du palais de la Mutualité mêlés sans états d'âme des aspirations surannées à des revendications on ne peut plus temporelles. Rassemblés pour dénoncer « l'imposture » de 1789, ils accourent en bloc « le manque de vertu » du monde moderne et

« l'invasion innée » qui menace d'asphyxier la terre de France. En tout cas, ne se laissent pas gagner par le péril étranger, puisqu'ils se retrouvent entre eux, se saluant avec bonne humeur, et se félicitant d'être venus si nombreux.

Le sentiment d'appartenir à une même famille persécutée par la « trilateralisme franc-maçonnique » et les « lobbies sionistes » gonfle bien les différences. On trouve là les représentants de « Montjoye Saint-Denis », un mouvement légitimiste qui vend des standards royaux et des « trinquets de tradition royaliste », aussi bien que ceux du journal National Hebdo ou de maisons d'édition spécialisées. Les responsables d'une école traditionaliste offrent leurs services aux parents qui craignent que l'éducation nationale ne fasse de leurs enfants « des cancreaux, des apatrides, des gauchistes ou des ahâtes », tandis qu'un « cercle franco-hispanique » propose des rencontres avec les néo-franquistes et les phalangistes espagnols.

Des prêtres intégristes aux longues soutanes noires déambulent à travers la foule, rappelant par leur présence que le combat contre la célébration du Bicentenaire est avant tout une lutte en faveur de la religion traditionnelle. L'association « 15 août 1989 », grande coordinatrice de la journée, entend lancer une vaste croisade contre-révolutionnaire, dont le point d'orgue serait une procession organisée à Paris le jour de l'Assomption. En attendant cet événement qui doit restaurer « la royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ », l'abbé Paul Aulagnier, membre supérieur du district de France de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X,

créée par Mgr Lefebvre, tonne contre « le rationalisme moderniste qui rogne notre pays et notre Eglise de l'intérieur, à la façon d'un cancer » et appelle à la réparation.

« La grande farce du Bicentenaire »

Tout au long de la journée, il sera fait mention de la longue liste des « crimes » perpétrés contre l'Eglise par des sans-culottes présentés comme autant de lâches-garçons sans foi ni loi. La Révolution offre aux intégristes des martyrs dont l'interminable inventaire ponctue les discours à la façon d'une litanie. « On ne peut être catholique et se dire fils des principes d'une révolution qui nie Dieu », affirme avec force un prêtre traditionaliste. La Déclaration des droits de l'homme, qualifiée de « fausseté », figure en bonne place sur le cahier des doléances de cette journée. « Nous sommes profondément attachés aux droits de Notre Seigneur Jésus-Christ », a affirmé le père au cours de son homélie du matin. « Ils nous rappellent qu'il existe un Rédempteur qui a des droits sur nous et que nous avons des devoirs. »

Cette soumission aux volontés du Christ a été cependant pas la seule préoccupation des participants. S'ils acceptent volontiers leurs devoirs religieux, ceux-ci n'entendent pas se priver de leur droit à la contestation, voire à l'anathème. On annonce publiquement la prochaine commémoration du 6 février 1934. On se réjouit de la disparition des deux premiers présidents de la Mission nationale du Bicentenaire. On parle, à la tribune, de « la grande farce du Bicentenaire animée par toute une série de politiciens griseux ».

La « démocratie sans âme et sans souffle » est condamnée pendant le grand banquet au cours duquel certains portent des fleurs à la mémoire du maréchal Pétain, tandis que d'autres boivent à la santé du roi.

Copieusement brocardée, la République a été jadis l'avantage, aux yeux des curieux, de rassembler contre elle des bataillons d'hommes et de femmes aux profils différents : orléanistes, légitimistes et les différentes fractions de l'extrême droite se côtoient, le temps d'une messe ou d'un repas, dans une unité que rien ne semble pouvoir troubler. Malheureusement, au fond, n'est pas si mauvaise fille.

RAPHAËLE BEROLLE.

RELIGIONS

Les cardinaux octogénaires resteront à la retraite

Régulièrement, depuis 1970, des demandes de révision du décret de Paul VI « Ingravescentem aetatem » (le poids de l'âge), devant les cardinaux le droit de participer à un concile, arrivent sur le bureau du pape. Signés par une dizaine de cardinaux réfractaires, ils ont été en activité jusqu'à l'année dernière. Les cardinaux octogénaires ne retrouveront plus l'exercice de la seule fonction attachée à leur titre, celle d'électeur du pape. Le Sacré Collège compte aujourd'hui cent dix-neuf cardinaux électeurs, et trente-huit sont âgés de plus de quatre-vingts ans.

Cornue samedi 21 janvier à Rome, la réponse de Jean-Paul II est négative. Malgré son goût pour la tradition, il ne renouvellerait pas le décret de son prédécesseur. Déjà exclus des deux dernières conclaves de 1978, les cardinaux octogénaires ne retrouveront plus l'exercice de la seule fonction attachée à leur titre, celle d'électeur du pape. Le Sacré Collège compte aujourd'hui cent dix-neuf cardinaux électeurs, et trente-huit sont âgés de plus de quatre-vingts ans.

ÉCHECS

Les quarts de finale du Tournoi des candidats. Le Canadien Kevin Spraggett (trente-trois ans, 4 remportés, lundi 23 janvier à Québec (Canada), la deuxième partie du match des quarts de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs, qui l'oppose au Soviétique Artur Youssoupov, vingt-neuf ans. Alors qu'il reste quatre parties à jouer, Spraggett mène au score par 1,5 à 0,5, la première partie s'étant terminée par la nulle. Le vainqueur sera celui des deux joueurs qui obtiendra 3,5 points.

FAITS DIVERS

L'enquête sur les « disparus de Fontainebleau »

La piste trop voyante des braconniers

La chasse a été interdite dans le massif de Coqubus, en forêt de Fontainebleau, pour permettre aux enquêteurs de retrouver d'autres douilles de calibre 22 long rifle. Les gendarmes restent persuadés que Gilles Naudet et Anne-Sophie Vandamme, disparus depuis le 31 octobre et dont les corps ont été découverts le 10 janvier, ont été tués par une arme de ce calibre. Toutefois, l'hypothèse privilégiée par les gendarmes — la rencontre avec des braconniers — est contestée par les habitants de la forêt.

Comme elles sont dérangeantes, ces douilles de calibre 22 long rifle. Etrangères, troublantes dans le décor du massif de Coqubus, entre Milly-la-Forêt et Arbonne, entre Essonne et Seine-et-Marne, au milieu de ces hectares lunaires de rochers et de fougères, de vent et de bruyères. Leur présence est incongrue sur cette frontière boisée vouée depuis des lustres à la chasse au gros, sangliers et cervidés, qui se règle à coups de 16 ou de 12 millimètres et dont les balles, Blondéau Breneke pour les fusils, 280 pour les carabines, « arracheraient », à en croire un connaisseur, « la tête de n'importe qui ».

Le 31 octobre, la catastrophe avait d'ailleurs été écrite dans le massif. Une balle perdue avait fait un trou « gros comme ça » dans la carrosserie d'une voiture de garde. Le coupable n'a pas été retrouvé. Mais on en parle encore. On en parle même davantage que du triple meurtre des « disparus de Fontainebleau ». Le malaise tient au malentendu sur le calibre.

Le coup de feu sur la voiture, pour regrettable qu'il soit, a sa cohérence. Il vient se ranger, après bien d'autres drames de la chasse — sangliers survivants, blessures, contestations de territoire — parmi les incidents de la forêt. La mort, ce même 31 octobre, et à quelques encablures, de Gilles Naudet, d'Anne-Sophie Vandamme et de leur chien Dundee paraît dépasser l'entendement des habitants de la forêt.

Ca ne colle pas tout à fait, c'est vrai. Les chasseurs ne concernent pas les résumés scientifiques de l'enquête. Incontestables. Ils s'inquiètent du fil conducteur suivi par les gendarmes, depuis le 10 janvier, qui privilégient la thèse d'une mauvaise rencontre avec des braconniers. Les tueurs n'attendaient sans doute pas les deux promeneurs sur le chemin de grande randonnée n° 11. Le crime était vraisemblablement non prémédité. Scénario possible : ils tirent, volontairement ou non, sur le chien. Trois fois et, selon l'autopsie, au feu croisé de deux armes. Gilles Naudet, solide garçon de vingt-sept ans, se rue sur les attaquants. Ils tirent encore. Une fois à l'épaule. Une deuxième fois, éraflant le visage.

La jeune femme a peut-être hurlé. Elle a tenté de s'enfuir. Les tueurs ont achevé la besogne, si l'on ose dire, par nécessité de ne pas laisser de témoins. Une balle dans la nuque pour elle. Une au visage, une dans la nuque pour lui. Puis ils ont traîné les corps hors du sentier, ont recouvert les deux jeunes gens et le chien de fougères. Ils se sont enfuis au volant d'un véhicule 4 x 4. Les gendarmes ont retrouvé des traces de pneus sur le sentier, peut-être d'une Lada, et de peinture claire sur un rocher.

« Secret de polichinelle »

Mais pourquoi des braconniers ? Le massif de Coqubus est connu pour sa fréquentation discrète de troupes à la recherche d'un coin tranquille pour s'entraîner au tir. Mesrine, dit-on, venait s'y exercer. Les gardes fédéraux dressent chaque année procès-verbal contre des amateurs d'armes surpris en plein loisir de cartons en forêt. Gilles Naudet et Anne-Sophie Vandamme ont pu dénigrer des mauvais garçons, une bande de jeunes en quête de violence gratuite. Des terroristes : des caches d'armes et d'explosifs ont aussi été retrouvées, dans le passé, sur la mare-aux-Joncs, cette hauteur de la forêt de Fontainebleau qui a toujours dû faire peur, puisqu'elle se partage entre la gorge aux Loups, la gorge aux fauves et la gorge aux frissons.

La voiture ? Tous les chasseurs ont la même, on presque. Des témoins en ont aperçus plusieurs, le 31 octobre. Le massif, tout en longueur et relativement petit, avait été très fréquenté ce jour-là. Arbonne et à Milly, les sociétés de chasse ont d'abord dû aux gendarmes qu'elles étaient responsables, avec les gardes fédéraux, de la surveillance du Coqubus. Que les sentiers carrossables étaient fermés par des barrières. « Beaucoup de monde possèdent la clé, la même pour tout Fontainebleau, explique malgré tout

un chasseur, et lorsqu'il s'agit de cacher un numéro, le code est secret de polichinelle. »

Entre donc, à pied ou en voiture, à peu près qui veut. Les gardes, les découverts de bois, les chasseurs, mais aussi tous les Amis de la nature, écoles et groupes, dont l'association est localisée, au cœur des forêts, à portée de fusil du lieu du crime, d'une ferme. Mais aussi des particuliers, dans la famille Michéline, propriétaire d'un ensemble de maisons au milieu, lui aussi, du dispositif. Le 31 octobre 1988 était jour de pont, veille de Toussaint. Dix personnes, au moins, ont certifié aux gendarmes s'être promenées, à une heure ou à une autre, aux abords du GR 11.

C'était aussi un lundi, jour de chasse au bracon. Jour d'ouverture de la chasse, même. Et, sur Arbonne comme sur Milly, on s'était disputé, par tirage au sort, le privilège de la rencontre avec les premiers sangliers de l'année. Le massif n'est pas tout à fait plat. Ce n'est pas même un petit coin, délimité par l'autoroute du Sud et la route reliant les deux communes. Sur le parking de la Forêt, à l'entrée du massif, on avait garé sa 304, d'autres véhicules avaient été laissés là, pour un petit tour au bois. Aujourd'hui, des chasseurs reprochent à l'administration des gardes d'avoir ouvert les battes un jour ensoleillé de grand week-end. « C'était trop dangereux », raconte M. Anton, secrétaire de la société de Milly. A midi, j'ai donné l'ordre de rentrer. A deux heures, pas tiré une cartouche. D'autres ont continué leurs battes. Ceux d'Arbonne n'ont pas fusillé en ligne qui abattent, affirment-ils, un ou trois « cochons » de 14 heures à 15 h 30 — vraisemblablement deux heures après la mort des deux jeunes gens — avant de cesser leur tir et de compter, comme c'est la règle, leurs coups de feu. Ceux, aussi, qui avaient reçu l'autorisation de chasser sur les zones voisines, considérées à quelques familles, les Darbonne, les Michéline et le marquis de Guay.

Les gendarmes ont reconstitué patiemment les itinéraires de ces battes, additionnés des carabines, sollicités les témoignages. Les chasseurs ne sont pas responsables de la mort de Gilles Naudet et d'Anne-Sophie Vandamme. Affaire de calibre, d'abord. Mais une rumeur est partie d'Arbonne. Six noms de braconniers ont été lâchés. Ainsi qu'une explication : les battes au gros sont souvent gangrénées par des braconniers, munis de calibre 22 long rifle et postés au voisinage de la ligne de rabattage. Ils se contentent d'attendre le gibier, d'achever les sangliers ou les cerfs blessés par les carabines, parfois pourvus de lunettes de précision, silencieuses, pour ne pas attirer l'attention. Mais leurs coups de feu peuvent se confondre, aussi, avec ceux des chasseurs.

« Quelque chose de plus moche »

A Milly, on conteste formellement cette tradition. De mémoire de chasseur, de ce côté-ci du massif, on n'a jamais entendu parler de « vian-dards ». Les braconniers ne sont pas fous. Ils tirent la nuit, aux phares, un autre jour que le lundi. Surtout pas le jour de l'ouverture de la

chasse. « Et puis, affirme un habitué de la chasse des Darbonne, per-tout, ça n'est pas une fête. Je n'ai jamais arrêté un cochon au 22 long rifle. Non, c'est autre chose. »

Alors, depuis le début de l'enquête, naissent des querelles. Entre les Amis de la nature et les sociétés de chasse. Entre Arbonne et Milly. En clair, si ceux d'Arbonne ont désigné des braconniers, c'est qu'ils savent quelque chose. « Quelque chose de plus moche s'est passé. » Les gendarmes ont obtenu sur le territoire des chasses rivales un renseignement qui mettrait en cause des habitants de Courmaux, un village du versant d'Arbonne. Des chasseurs, braconniers à l'occasion, mais qui n'auraient pas traîné, le 31 octobre, du côté du GR 11, « pour la viande ». Des villageois devenus suspects par circonstance. Parce qu'ils résident dans la forêt, justement avec des 22 long rifle. L'arme ici maudite. L'arme d'un crime possible. Puisqu'on ne tue pas les promeneurs avec les fusils du « gros ».

Les gendarmes, muets d'avoir trop parlé après la découverte des corps, estiment pourtant que la tuerie du Coqubus est l'œuvre d'un « familier de la forêt ». Les calibres 22 long rifle, ils les cherchent au domicile de ceux, chasseurs et peut-être braconniers, des chasseurs, qui avaient fait l'objet d'une perquisition après le 31 octobre, pendant l'enquête sur la disparition des deux jeunes gens. Ils n'espèrent pas retrouver les deux armes du crime. Mais peut-être des munitions, appartenant aux mêmes lots. Ou alors, les suspects seront ceux qui auront fait disparaître armes et munitions. La preuve par soustraction.

Pourquoi des perquisitions, est-ce automatique ? Officiellement, une information judiciaire pour séquestration avait été ouverte, afin de permettre la poursuite des recherches du couple perdu. Des chasseurs soupçonnent les enquêteurs d'avoir déjà bénéficié d'un indice, alors que personne n'évoquait l'hypothèse de la mort par balles de Gilles Naudet et d'Anne-Sophie Vandamme. Plusieurs dizaines de fusils de tout calibre avaient été répertoriés.

Et les gendarmes avaient déjà interrogé les rares armuriers du massif. Claude Herblot, par exemple, le marchand de journaux de Milly. A l'époque déjà, on s'était intéressé à ses lots de 22 long rifle. Les enquêteurs, apparemment persuadés que les cartouches ont été achetées par des habitants du Coqubus, sont revenus le voir, ces derniers jours. Il leur a répété que, à son avis, « les promeneurs avaient été tués au pistolet », non à la carabine. Et, c'est bien connu, on a encore moins de chance, quand on est braconnier, d'arrêter un sanglier au pistolet.

PHILIPPE BOGGIO.

Douzième crime sexuel depuis un an

Une fillette de Bourges assassinée par un voisin

Une fillette de huit ans, Céline Milleroux, qui demeurait à Bourges (Cher) chez ses parents, a été découverte, samedi 21 janvier en fin de matinée, morte, étranglée après avoir été victime de sévices sexuels, dans l'appartement d'un voisin de palier, Vincent Kar, âgé de vingt-six ans. Celui-ci devait se constituer prisonnier dans un commissariat du dixième arrondissement de Paris, où il s'est accusé du crime.

La petite Céline, dont tous les familiers disent qu'elle était « très méfiante » et même « peureuse », avait disparu le 20 janvier après qu'elle eut quitté son école vers 16 h 30. Son cartable avait été retrouvé le lendemain matin dans la cour de l'immeuble de neuf étages où habitent ses parents, rue des Frères-Michel à Bourges.

Vincent Kar, qui avait disparu peu après le début des recherches, habitait un appartement situé en face de celui de la famille Milleroux. Il a été transféré à Bourges où il se trouvait encore placé en garde à vue dans la matinée du lundi 23 janvier. Il vivait avec une amie et est père de deux enfants en bas âge.

Ce nouveau crime sexuel commis sur un enfant ou un adolescent est le douzième constaté en France depuis un an. La victime du précédent fut Fabrice Ledoux, âgé de onze ans, retrouvé violé et étranglé près de Grenoble le 15 janvier. Son agresseur n'a pas été retrouvé. Cinq autres de ces crimes n'ont pas non plus encore été élucidés.

● Inscriptions antisémites au Perreux. — Des inscriptions antisémites — croix gammées, « Auschwitz » — ont été portées par des inconnus sur les portes et les murs de la synagogue du Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne).

● Double évasion à Aix-en-Provence. — Deux détenus de la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence, Jean-François Di Meglio et Mario Pierulli, âgés l'un et l'autre de vingt-cinq ans, se sont évadés dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 janvier. On a constaté qu'ils avaient scié des barreaux de la cellule où ils se trouvaient pour descendre ensuite le long d'un mur à l'aide de peigne noués. Di Meglio purgait une peine de quatre ans de prison pour vol à main armée. Pierulli, de nationalité italienne, arrêté pour intrusion à la législation sur les stupéfiants, faisait l'objet d'une demande d'extradition.

Société

ÉDUCATION

Un forum à Lyon

Apprendre les langues pour construire l'Europe

LYON

de notre bureau régional

Pour que l'idée de citoyenneté européenne prenne corps, il faudrait donner une dimension communautaire à l'école, en développant notamment l'apprentissage des langues : telle était l'idée directrice du forum intitulé « Quelle école pour l'Europe ? », organisé à Lyon, les 19 et 20 janvier, par l'université Lyon-II et l'association Europe Education, avec la collaboration du Monde.

« L'Europe est la clé de l'avenir, mais l'éducation, soyons-en sûrs, est elle-même la clé de l'Europe », a affirmé M. François Mitterrand, dans un message lu par M^{me} Edith Crescenzo, ministre des affaires européennes.

M. Lionel Jospin avait ouvert le forum avec une proposition susceptible de satisfaire les participants, puisqu'il énonçait des expériences pour enseigner, à la prochaine rentrée, des langues vivantes, dès le cours moyen (le Monde du 21 janvier). Une mesure que le président d'Europe Education, M. Jean-Jacques Kerouedan, réclame depuis une vingtaine d'années.

Toutefois, le fait que cet enseignement soit limité à deux ou trois heures par semaine ne pouvait enthousiasmer les pionniers qui composent l'assistance. Des représentants de la région Nord-Pas-de-Calais ont rappelé qu'ils ont expérimenté, dès 1983, un enseignement des langues dès l'école maternelle. « C'est avant la puberté qu'il faut déclencher le mécanisme de l'apprentissage des langues, expliquait un pédagogue de l'origine de

cette expérience. Mais on ne peut pas décrire qu'on y consacrerait trois heures par semaine. Cela doit se faire à tout moment, par une grille sur les autres matières ; c'est le principe de la transdisciplinarité ».

Le désir d'apprendre une langue ne vient que si l'on a besoin de la parler, a rappelé M. Théodore Zeldin, professeur à l'université d'Oxford, en préconisant de longs séjours à l'étranger. Proposition qui se heurte, hélas ! à la crainte bien française de « prendre du retard sur le programme ».

Contre « l'anglais seul »

La question du choix de la langue a déclenché une levée de boucliers contre ce nouvel esperanto qu'est devenu l'anglais, dont le professeur Harald Weinrich constatait qu'il cumule aujourd'hui les fonctions usuelles, commerciales et conviviales qu'auraient, respectivement, le latin, la « lingua franca » et le français. « Le danger n'est pas l'anglais, mais l'anglais seul », soulignait M. Jean-Pierre Jallade, directeur adjoint de l'Institut européen d'éducation et de politique sociale, en proposant de faire adopter, à Bruxelles, une directive imposant un apprentissage aussi intensif pour la seconde langue vivante que pour la première.

Le choix de la langue pourrait obéir au principe de « proximité », a proposé M. Jacques Tschoumy, directeur de l'Institut romand de recherches pédagogiques. Celui-ci dominerait au caractère naturel au bilinguisme et transformerait les régions en pôles d'excellence bien typés, a suggéré ce spécialiste suisse, partisan d'une « Europe locale ».

M. Tschoumy proposait aussi que les Français accordent davantage d'attention aux « compétences de réception », qui permettent de comprendre une langue sans toutefois la parler. M. Weinrich se fit applaudir sur la question délicate de la formation des enseignants, en indiquant que les étrangers ne sont pas nécessairement les meilleurs pédagogues, sauf s'ils ont appris à enseigner leur langue... comme une langue étrangère.

Interrogé sur l'opportunité d'un baccalauréat européen, M. Dominique Lenarduzzi, chef de la commission coopérative d'éducation à la Commission des Communautés européennes, répondit que celle-ci préférait une reconnaissance réciproque des diplômes des États membres. « Nous ne croyons pas à une unification des formations mais à des formations équivalentes ».

« L'Europe ne sera pas seulement un supermarché, mais aussi un rassemblement d'individus dont l'école doit éduquer la citoyenneté », a estimé M. Michel Casin, président de l'université Lyon-II. Toutefois, aucun des congressistes n'a pu définir cette nouvelle citoyenneté, dont tous se sont accordés à dire : « qu'elle reste à inventer ».

RAFAËLE RIVALS.

Grève nationale du SNES le 27 janvier

Les professeurs de lycée et collège du SNES (FRN) seront en grève, le vendredi 27 janvier, pour protester contre les propositions de M. Lionel Jospin (le Monde du 19 janvier) qui, selon ce syndicat, ne permettraient pas d'engager une véritable revalorisation de l'« métier d'enseignant ». Le SNES veut accompagner les négociations engagées avec le ministre par « une action de très grande ampleur jusqu'à la mi-mars », marquée notamment par des opérations « portes ouvertes » le 28 janvier et une reprise possible de la grève le 6 février dans les zones de vacances 2 et 3 et le 17 dans la zone 1.

De son côté, le SNI-PEGC appelle les instituteurs à une manifestation nationale à Paris, le mercredi 1^{er} février, pour protester contre leur maintien à un niveau de recrutement et de rémunération inférieur à celui des autres enseignants. Enfin le SNEC-CFTC (enseignement privé) invite ses adhérents à adresser au ministre des télégrammes, afin que tous les enseignants du privé bénéficient d'une revalorisation équivalente à celle du public.

DÉVELOPPEMENT

M. Bernard Holzer président des associations catholiques d'aide au tiers-monde

Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD (Comité catholique français pour le développement), a été élu à Londres, le 19 janvier, président de la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) qui réunit quatorze organisations catholiques d'Europe, des États-Unis et du Canada. La CIDSE soutient plus de 6 000 projets de développement dans le tiers-monde, pour un montant global de 300 millions de dollars.

(Né le 12 juillet 1949 à Hünningen (Haut-Rhin), Bernard Holzer est licencié en sciences économiques, religieux (non prêtre) de la congrégation des Assomptistes. Il est devenu secrétaire général du CCFD en 1984. Il a été la cible principale des campagnes menées au cours des dernières années contre ce service officiel de l'Eglise catholique accusé d'aider des réseaux marxistes dans le tiers-monde. La confiance de l'épiscopat lui a été maintenue.)

EN BREF

● Essai nucléaire souterrain en Union soviétique. — L'agence Tass a confirmé que l'Union soviétique avait procédé, dimanche 22 janvier, à une expérimentation nucléaire souterraine à des fins militaires, sur son polygone de tir au Kazakhstan. C'est l'école polytechnique fédérale de Zurich, en Suisse, qui, ayant enregistré cet essai, est en réalité à l'origine de l'information. L'expérience se situait dans la gamme des puissances comprises entre 20 kilotonnes et 150 kilotonnes. — (AFP, AP.)

● Manifestation contre Superphénix à Annemasse. — Plus d'un millier de personnes venues de la région Rhône-Alpes et de Suisse ont manifesté, samedi 21 janvier, dans

les rues d'Annemasse (Haute-Savoie) contre le redémarrage de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), intervenu le 14 janvier après une interruption de vingt mois. Il n'y a pas eu d'incident.

● Grève à l'IRCHA. — Les personnels de l'Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) s'inquiètent pour leur avenir. Cet établissement public travaille essentiellement sur contrat pour l'industrie chimique. Le précédent gouvernement voulait le privatiser ; l'actuel n'a pas pris position mais n'a inscrit aucun financement pour l'IRCHA dans le budget 1989. Un appel à la grève a été lancé pour le mardi 24 janvier.

Communication

Concentration dans l'industrie cinématographique française

La guerre des circuits

Les intrigues politico-financières qui entourent depuis six mois le rachat de Pathé témoignent de la guerre que se livrent les trois grands circuits français pour contrôler les salles de cinéma et la programmation des films. Depuis l'an dernier, Gaumont, UGC et Pathé programment plus de la moitié des salles françaises. Une concentration qui risque de menacer rapidement la création cinématographique et inquiète les pouvoirs publics.

« Ce milieu est totalement allergique au droit », soupire M. Dominique Brault. Dans la bouche de ce contrôleur d'Etat, formé à la dure école de la première commission de la concurrence, ce constat lapidaire prend des allures de déroute. Depuis cinq ans, Dominique Brault préside la commission de la programmation et tente de faire respecter par les grands distributeurs français le code de bonne conduite défini par la loi. L'esprit en est limpide : les puissants groupes cinématographiques intégrés ne doivent pas écraser les entreprises indépendantes, la concurrence doit rester telle que le plus grand nombre de spectateurs puissent voir le plus grand nombre de films.

Mais M. Brault reconnaît lui-même qu'il a échoué dans sa tâche. Depuis cinq ans, il se heurte, impuissant, aux abus répétés de position dominante, à la violence des pressions soigneusement étouffées par une véritable loi du silence, au corporatisme triomphant qui gangrène l'administration et pèse sur la décision politique. Vu de la commission de la programmation, le cinéma ressemble à un mauvais polar ou à un épisode de « Dallas ». On est loin des stars et des sunlights, près des caisses enregistrees, et l'on contemple la face cachée d'une petite industrie qui se lamente sur sa crise, accuse la télévision de tous les maux et souffre des effets pervers de la concentration.

Pressions

Le mal a grandi avec les circuits. A l'origine, quelques salles régionales s'associaient pour obtenir à de meilleures conditions et dans de plus bref délais les films à succès. Ces centrales d'achat permettaient aux exploitants de résister aux « ventes forcées » des distributeurs américains qui, forts de leur puissance au lendemain de la guerre, imposaient leurs fonds de catalogue avec leurs films vedettes. Mais, peu à peu, les sympathiques circuits animés par quelques cœurs de province pour alimenter leurs salles de patronage ont laissé la place à de véritables réseaux, contrôlés par les plus gros propriétaires de cinéma.

Aujourd'hui, Gaumont et associés, Pathé Edilux et indépendants, UGC diffusion sont les maîtres du jeu. Ils déterminent l'affiche de leurs propres salles et celle des

exploitants qui acceptent un contrat de programmation : une alimentation en films assurée contre 2 à 3 % de la recette. En contrôlant ainsi un millier d'écrans soigneusement sélectionnés, ils règnent sur plus de la moitié du marché. Chaque lundi, ils font et défont la carrière commerciale des films, décident si le dernier succès américain va sortir sur trente ou cinquante écrans, si le film qui entame sa troisième semaine de projection va quitter la salle panoramique du complexe pour la petite salle à cinquante places ou passer tout simplement à la trappe. Une concentration d'autant plus inquiétante que Gaumont et UGC sont aussi distributeurs et producteurs de films.

En face de ces trois groupes, pour l'exploitant qui n'a pas réussi à se faire programmer ou qui veut garder

blir une concurrence plus saine sur le marché. L'entente de programmation entre Pathé et Gaumont est alors dissoute. La loi soumet les accords de programmation à l'agrément d'une commission et demande aux circuits de garantir l'accès des salles indépendantes aux films. Un médiateur est chargé d'arbitrer les conflits. Six ans après, le médiateur, M. Jacques Vistel, reconnaît que les litiges qu'il a pu régler à l'amiable ne représentent qu'une petite partie du contentieux réel et que l'absence de transparence dans le milieu du cinéma gêne considérablement son action.

Président de la commission de la programmation, M. Dominique Brault est beaucoup plus désabusé : « La composition de la commission a reflété dès le début le pouvoir

semblent à beaucoup une répétition de l'affaire Parafance. Qui connaît les intentions exactes de M. Giancarlo Parretti (le Monde du 17 janvier) et ce que cache son discours sur les bienfaits des monopoles ? Comme l'homme d'affaires italien, les dirigeants de Gaumont et d'UGC ne cessent de répéter que le marché français du cinéma est trop étroit pour être soumis à des règles de concurrence strictes. Ils estiment, non sans quelque raison, que l'ouverture du grand marché européen en 1993, la menace des grands groupes américains plaident en faveur de la concentration. Les pouvoirs publics — et surtout le ministère des finances qui ne veut pas éponger, comme l'an dernier, les pertes d'un secteur en difficulté — peuvent se laisser séduire par ce discours du « réalisme économique ».

La « coordination des indépendants »

Mais les derniers indépendants — producteurs, distributeurs ou exploitants — ne l'entendent pas de cette oreille. Ils viennent de constituer une « coordination », demandant au ministre de la culture de suspendre les autorisations de programmation des circuits, placent leurs espoirs dans la mission de réflexion, confiée il y a un mois à M. Georges Prost, sur la séparation entre production et diffusion.

« La concentration, c'est la mort du cinéma », explique Anatole Dauman, producteur de Wim Wenders et d'Elia Kazan. Lorsque, en Grande-Bretagne, Rank et Thorn EMI ont mis la main sur toutes les salles de cinéma, dans l'espoir de constituer des grands groupes internationaux, le résultat ne s'est pas fait attendre : disparition des producteurs indépendants, effondrement de la fréquentation et mort du cinéma britannique. Dans l'histoire du cinéma mondial, la création n'a jamais été le fait des grandes sociétés intégrées. Elle a toujours été portée par les indépendants, producteurs ou exploitants.

Cette profession de foi ne peut laisser indifférent. Ce sont en effet quelques propriétaires de salle du quartier Latin qui ont inventé à la fin des années 60 les complexes multi-salles pour résister victorieusement à la concurrence de la télévision. Aujourd'hui, à Paris, ce sont le Kinopanorama ou l'Excelsior qui réhabilitent le grand écran panoramique, le son THX et le confort de l'accueil pour relancer la fréquentation. A chaque fois, les grands circuits n'ont fait qu'emboîter le pas aux indépendants.

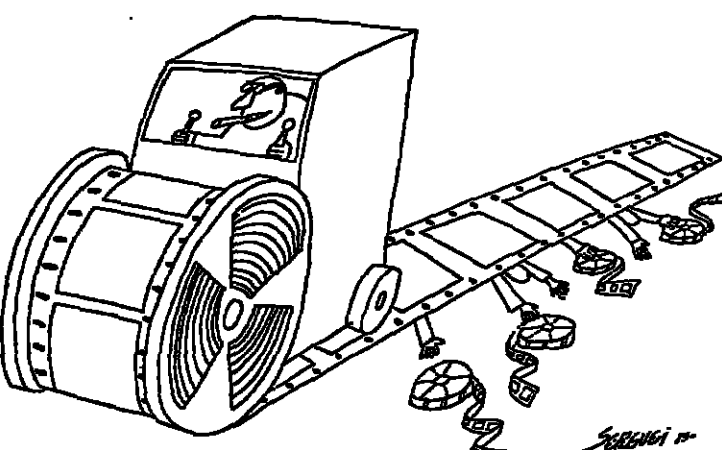
Il y a quelques mois, en Belgique, un autre fou de cinéma créait, dans le scepticisme général, un immense ensemble de 27 écrans à 25 km de Bruxelles. Toutes les salles y ont quatre niveaux, un écran géant et le son THX. Dans un pays entièrement câblé où chaque foyer reçoit 25 chaînes de télévision, Kinopolis est pourtant en train de gagner son pari avec une affluente record de spectateurs. Il est vrai que, en Belgique, les circuits ne font pas la loi et que le propriétaire de Kinopolis peut afficher librement la même semaine Willow, l'Ours, Camille Claudel, Crocodile Dundee, Betteljuice et Rox et Rouky.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Jean Stock quitte M 6 pour la CLT

M. Jean Stock, directeur général adjoint chargé de l'antenne à M 6, rejoindra dès le 1^{er} février la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), une société qu'il avait quittée en février 1987 après avoir réalisé l'intégralité de sa carrière. Il y supervisera — avec le titre de directeur délégué — l'ensemble des activités télévisuelles du groupe, activités actuelles ou à créer comme le projet de chaîne luxembourgeoise ou celui d'un programme sur le satellite Astra. M. Alexandre Baloud lui succède comme directeur d'antenne à M 6, fonction qu'il cumule avec celle de directeur de l'information qu'il exerçait jusqu'ici.

M. Stock n'abandonnera pas totalement la chaîne — dont la CLT détient 25 % — pour autant. Nommé conseiller, il y secondera d'abord le PDG, Jean Drucker, à la tête d'un comité de programmes nouvellement créé et auquel participent MM. Baloud et Charles Villeneuve. M. Stock devra ensuite renforcer la collaboration de M 6 et de la CLT dans la production audiovisuelle, notamment de fictions réalisées à l'échelle européenne. Le conseil d'administration de la chaîne devait être officiellement informé de l'ensemble de ces modifications lundi 23 janvier dans l'après-midi.



son indépendance, la survie est parfois difficile. Pas de Walt Disney au moment des fêtes de Noël pour ce cinéma de banlieue : le circuit qui programme une salle concurrente à quelques kilomètres de là a fait pression sur le distributeur. Pas de version originale de Bird pour cet exploitant de Lyon spécialisé dans le film d'art et d'essai : le circuit, qui programme une salle en version française dans la même ville, craint la concurrence. Pas de copie de Willow pour le Kinopanorama à Paris : le circuit s'est assuré l'exclusivité sur la capitale.

Les exploitants ne sont pas les seules victimes du système. Les distributeurs doivent aussi passer sous les fourches caudines de Pathé, UGC et Gaumont. Les puissants, compagnies américaines en tête, obtiennent des circuits des garanties sur la durée d'exploitation de leurs films. Les autres risquent de voir, chaque semaine, leurs films retirés précipitamment de l'affiche pour laisser la place à un autre titre. Rares sont les entreprises qui résistent à pareil traitement. La liste est longue des distributeurs indépendants éliminés du marché au cours des dix dernières années : Valoria (Z, Belle de jour, La Grande Vadrouille), Prodis (Angélique, Playtime, Les Valseuses, Rambo II), Imperia (la Religieuse, Il était une fois l'Amérique, Les aventures de Rabbi Jacob), CCFC (Diva, Les Bronzés, Providence), Corona (le Cercle rouge, Un fil, Soleil rouge), Planfilm (More, Atlantic City, l'Argent des autres).

Il est difficile de savoir si les formations de salles et les faillites de distributeurs sont dues à la baisse de la fréquentation cinématographique ou aux abus de position dominante des circuits. Par peur de compromettre leurs futures relations commerciales avec les trois grands groupes, les professionnels du cinéma restent aveugles de confiance et se réfugient derrière un strict anonymat. Rares sont ceux qui portent leur contentieux devant la justice. « On trouve devant les tribunaux quelques exploitants au bord de l'asphyxie, qui n'ont plus rien à perdre, observe un juriste. Les circuits peuvent alors facilement démontrer que la salle a perdu du public et qu'ils ont de bonnes raisons commerciales pour refuser de programmer les films ».

Une chambre d'enregistrement

La justice, d'ailleurs, manque cruellement de preuves pour agir. Les contrats de location, seule trace écrite — théoriquement obligatoire — des relations entre exploitants, distributeurs et circuits, ont pratiquement disparu depuis deux à trois ans. Pathé, Gaumont et UGC ne travaillent plus que par téléphone. Etrange dérapage dans une profession totalement réglementée où tous les contrats, du début à la fin d'un tournage, sont soigneusement enregistrés auprès du Centre national du cinéma et où les recettes des salles sont méticuleusement contrôlées par l'administration.

En 1982, Jack Lang, ministre de la culture, a pourtant tenté de réta-

سكن في الـ

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à émettre □ On peut voir >>> Ne pas manquer >>> Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 23 janvier

TF 1

20.35 Feuilleton : Maria Vassilova. De Jacques Ertaud. Après Jacques Duquesne, avec Corinne Dacia, Christian Kohn, Romy Couture (2^e épisode). La vie d'une femme pas ordinaire au dix-neuvième siècle. 21.05 Magazine : Choc. Sommaire : Les héros ; Les témoins ; Planète express ; Reportage. 22.55 Journal et météo. 23.15 Magazine : Minuit Sport. De 0.15 à 6.27 Rediffusion. 0.15 Série : Drôles d'histoires. 0.40 Magazine : Choc. 1.25 Documentaire : Histoire de la vie. 2.30 Feuilleton : Symphonies. 2.40 Feuilleton : Cécile et gaga. 3.30 Documentaire : Histoire naturelle. 4.30 Magazine : Choc. 4.55 Documentaire : Histoire naturelle. 5.00 Feuilleton : Ballerina. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.35 Le grand équilibriste. Émission de Jacques Chancel. Domain Europe, un jour d'été, deux pour un. Invité : Jacques Delors. Avec François Mitterrand, président de la République ; M. Cor Van der Klugt, président de la Fondation européenne pour la qualité, PDG de Philips ; François Girod ; Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol ; Jorge Semprun, ministre de la culture espagnol ; Etienne Scailly ; Simone Veil ; L'Orchestre national de Belgique sous la direction de Mendi Rodan ; Les Chœurs des Communautés européennes, sous la direction de Jean-Jacques ; James Galway, flûtiste irlandais ; José Van Dam, basse belge ; Amalia Rodriguez, chanteuse portugaise ; Yves Simon ; Arna Villumsen et Mette-Ida Kirk, danseurs étoile du Ballet royal du Danemark ; Stéphane Grappelli ; Philippe Catherine, guitariste belge ; Plácido Domingo ; la chorale basque Potok ; Elisabeth Sombard, pianiste ; Maren Berg, chanteuse germanique ; Paolo Conte ; L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne ; Jean-Michel Folon ; Ennio Morricone. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Feuilleton : Championnat d'Europe : gala de clôture. 0.00 Informations : 24 heures sur la 2. Eurochallenge 89 : Grande-Bretagne. Le marché de l'art, Stockholm et Christine. 0.25 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.30 Chénas : Tervet sur le Britannic. Film anglo-américain de Richard Lester (1974). Avec Richard Harris, Omar Sharif, David Hemmings. 22.20 Journal. Avec un résumé du Rallye de Monte-Carlo. 23.50 Magazine : Océaniques. Emmanuel Bercelot. 23.55 Informations : 24 heures sur la 2. Eurochallenge 89 : Grande-Bretagne. Le marché de l'art, Stockholm et Christine. 0.25 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

CANAL PLUS

20.30 Chénas : Kallid, la légende du tailleur. Film américain de Richard Fleischer (1985). Avec Arnold Schwarzenegger, Brigitte Nielsen. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Magazine : Bobagolfe. A 22.00, football : à 22.30, boxe. 0.00 Chénas : Ceyenne Palace. Film français d'Alain Maline (1987). Avec Richard Berry, Jean YVES, Xavier Deluc, Olivia Brunaux. 1.40 Série : Faire d'as. 2.25 Série : Scag 13.

LA 5

20.30 T88film : Chasseur de gang. De Fred Williamson. Avec Fred Williamson, Nancy Wilson. Un agent secret contre le Mal. 22.10 Magazine : Les rubriques de Saugra. 22.35 Série : Le voyageur. 23.10 T88film : Le cri. D'Alan Gibson, avec Peter Cushing, Brian Cox. En sortant de prison, il était bien décidé à ne plus « plonger ». Mais il fait une curieuse rencontre. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Corcoran (rediff.). 1.00 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.55 Archibuteau contre l'ennemi (rediff.). 2.40 Boulevard des clips. 2.48 Les salutes chrétiens (35^e épisode). 3.15 Variétés : Carabine FM. 3.40 Magazine : Océaniques. 4.25 Informations : 24 heures sur la 2. Eurochallenge 89 : Grande-Bretagne. Le marché de l'art, Stockholm et Christine. 0.25 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

M 6

20.35 T88film : Les mercenaires attaquent. De William Winfrey, avec Madison, Rodine Tarkington, Cherie Lunghi. Trois cow-boys et des filles tentent de reconstruire leur ville après la guerre civile. 22.10 Série : Drôles d'histoires. 23.00 Six minutes d'informations. 23.10 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.10 Magazine : Jazz 6. De Philippe Aude. 0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Les salutes chrétiens (35^e épisode). 2.25 Magazine : M 6 aime le cinéma (rediff.). 3.15 Variétés : Carabine FM. 3.40 Magazine : Océaniques. 4.25 Informations : 24 heures sur la 2. Eurochallenge 89 : Grande-Bretagne. Le marché de l'art, Stockholm et Christine. 0.25 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Quels programmes culturels pour quelle télévision ? 21.30 Documentaire. La fontaine obscure, de Raymond Jean (1^{re} partie). 22.40 Cote d'Amour. Coup de cœur. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Le parier angélique.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné à Cannes le 21 janvier) : Fantaisie impromptu en ut dièse mineur, op. 66, Valse en ut dièse mineur, op. 64, n° 2, Mazurka en la mineur, Étude op. 25 n° 12 en ut mineur, de Chopin ; Liebesraum, Rondo des lutins et Rhapsodie hongroise n° 6, de Liszt ; Poèmes pour piano, op. 32, de Scriabine ; Les tableaux d'une exposition, de Moussorgski, par Victor Erasco, piano. 23.07 Concert (en direct du MIDEM) : Benoit Achary et sa fanfare. 0.30 Myssotis.

Mardi 24 janvier

TF 1

15.30 Série : Drôles d'histoires. 15.55 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Jen : Ordinaire. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série : Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jen : La rose de la fortune. 19.50 Le bébé show. 20.00 Journal, Météo et Tagis vert. 20.35 Chénas : le Cercle noir. Film américain de Michael Winner (1973). Avec Charles Bronson, Martin Balsam, David Sheiner, Norman Fell. 22.20 Magazine : Choc, mon mardi ! Présenté par Christophe Douchavane. 23.00 Journal et météo. 0.00 Magazine : Livres et films. De Joseph Pél et Jacques Duquesne. De 0.10 à 6.27 Rediffusion. 0.10 Série : Drôles d'histoires. 0.35 T88film : La pirogue. 1.25 Feuilleton : Symphonies. 1.50 Feuilleton : Cécile et gaga. 2.35 Documentaire : Histoire naturelle. 4.30 Magazine : Choc. 4.55 Documentaire : Histoire naturelle. 5.00 Feuilleton : Ballerina. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Gratias. 17.05 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jen : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Flash de rire : Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Chénas : Des uns savons. Film britannique de Jamie Uys (1977). 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Stars à la barre. De Catherine Baras et Thierry Ardisson, présenté par Roger Zabel. 23.25 Informations : 24 heures sur la 2. Eurochallenge 89 : Pays-Bas. Comment se servir du port de Rotterdam. 23.55 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine : C'est pas juste. 15.30 Magazine : T88 Caroline. 17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes. De 17.05 à 18.50 Années 3. 17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Croc vert. 17.10 Série : Comedie. 17.15 Le fils du futur. 17.30 Série : Le chevalier légendaire. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine : Drevet vend la match. 18.30 Jen : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.53 Automatique : Rallye de Monte-Carlo. 20.05 Jen : La classe. 20.25 TNC. 20.30 T88film : L'enfant et les magiciens. De Philippe Arnal, avec Magali Noël, Etienne Bierry, Alexandre Sterling. Orphée, le jeune chrétien est recueilli par son oncle, gendarme, rebelle et un peu sorcier. 22.10 Journal. Avec un résumé du rallye de Monte-Carlo. 22.40 Chénas : Irena et les Ombres. Film français d'Alain Robak (1986). Avec Farid Chopel, Denise Vieux, Christian Rauth. 0.05 Musique : Nulle part ailleurs. 20.25 Football : Les couilles. 20.30 Football. Match amical : Auterre-Bayern de Munich.

CANAL PLUS

15.05 Pochettes surprises. L'homme aux chats, d'Henri Glaeser. 15.30 Chénas : la Vie en rose. Film américain de Jean-Claude Trémont (1980). Avec Gene Hackman, Barbara Streisand, Diane Ladd. 17.10 Série : Max Headroom. 17.35 Calou café. En clair jusqu'à 20.30. 18.25 Dessin animé : Virgil. 18.30 Dessins animés : Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.25 Football : Les couilles. 20.30 Football. Match amical : Auterre-Bayern de Munich.

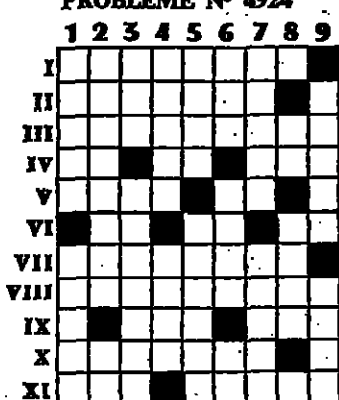
Audience TV du 22 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	53.9	20.4	15.9	9.5	5.8	3.1	3.0
19 h 45	58.2	19.3	18.4	9.5	4.0	2.7	3.7
20 h 16	68.4	24.8	18.7	11.5	6.2	2.8	2.5
20 h 55	70.6	25.2	25.0	3.1	3.0	5.9	5.9
22 h 8	64.3	24.7	23.5	1.8	2.9	6.1	6.8
22 h 44	26.9	9.9	2.4	4.2	1.3	7.4	1.6

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4924



HORIZONTALEMENT

I. Utile pour un bain de « pieds ». — II. Pour avoir de bons coups. — III. Qui peuvent donc se mettre au travail. — IV. Pronom. Dirige des mines. Pas présentables. — V. Port. Ils ont d'une échelle. — VI. Dénouement. Pronom. Morceau de bois. — VII. Des hommes qui aiment bien les contacts. — VIII. Élément d'une batterie. — IX. Fut discret. Terme de jeu. — X. Qui a donc de l'expérience. — XI. Bien nourri quand il y a beaucoup de pruneaux. Ne laisse pas tout passer.

VERTICALEMENT

I. Quand on y est, tout paraît noir. Un joli bouquet. — 2. Se sentent plus à l'aise quand ils ont mis les pieds dans le plat. Dans le milieu. — 3. Période de chaleur. Avoir une allure de bidet. — 4. Se déclare parfois à l'oreille. Pronom. — 5. Est plus plate qu'une vieille. Bien exprimée. — 6. Langue ancienne. En Espagne. Pas à quelqu'un d'autre. — 7. Son fils fut vainement aveuglé par elle. Mauvais pla. — 8. D'un auxiliaire. Rivière. — 9. Qui ont de solides attaches. Coule à l'étranger.

Solution du problème n° 4923

Horizontalement

I. Menues. Alarme. — II. Avantages. Dais. — III. Tin. Pail. Dos. — IV. Italie. Nivelage. — V. Nana. Age. Lège. — VI. Muri. Mière. — VII. Gilgates. Réc. — VIII. Remme. Epie. Us. — IX. Ex. Le. Geindre. — X. Vidame. Air. Ciel. — XI. Irité. Idé. Es. — XII. Satisfait. Eus. Ero. — XIII. Otera. Sacré. — XIV. Edentes. Elite. — XV. Sensé. Saisi. Elu.

Verticalement

I. Martin. Grévisant. — 2. Eritable. Ira. D6. — 3. Nanan. Inédit. En. — 4. En. Lamentations. — 5. Ut. Ure. Miette. — 6. Sape. Ré. Letée. — 7. Ego. Aïe. Eres. — 8. Seing. Al. Asa. — 9. Elie. Rigide. — 10. As. Misère. — 11. Dédie. Sali. — 12. Adolescence. Cl. — 13. Rasse. Diserte. — 14. Mi. Gergure. Réel. — 15. Este. Selle.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 22 janvier : DES ARRÊTÉS

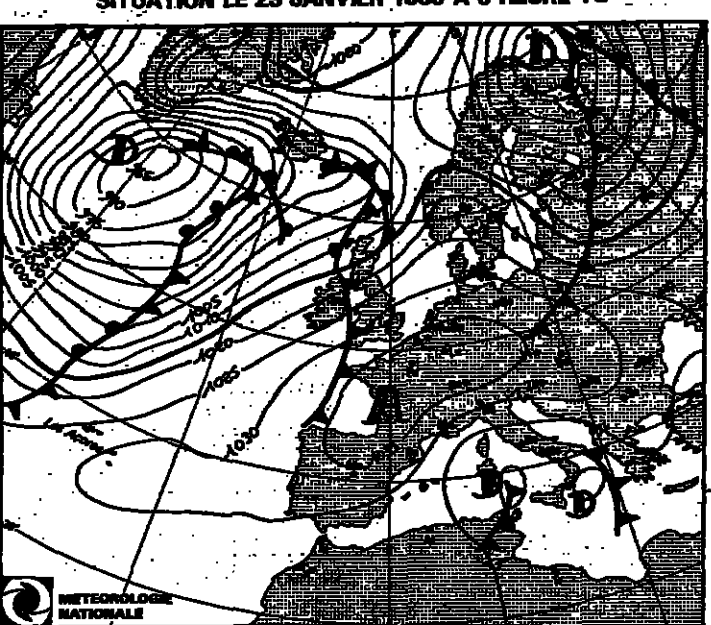
• Du 6 janvier 1989 fixant les titres requis pour le recrutement des professeurs certifiés par liste d'aptitude. • Du 30 décembre 1988 relatif à l'attribution pour les bâtiments d'habitation d'un label haute performance énergétique et d'un label solaire.

L'OTISPORT	
RÉSULTATS COMPLETS N° 93	
12 ^h température	192 178,00 F
13 ^h température	4 474,00 F
11 ^h température	320,00 F
NOMBRE FACTURE : 3	
Tirage du Dimanche 22 Janvier 1989	

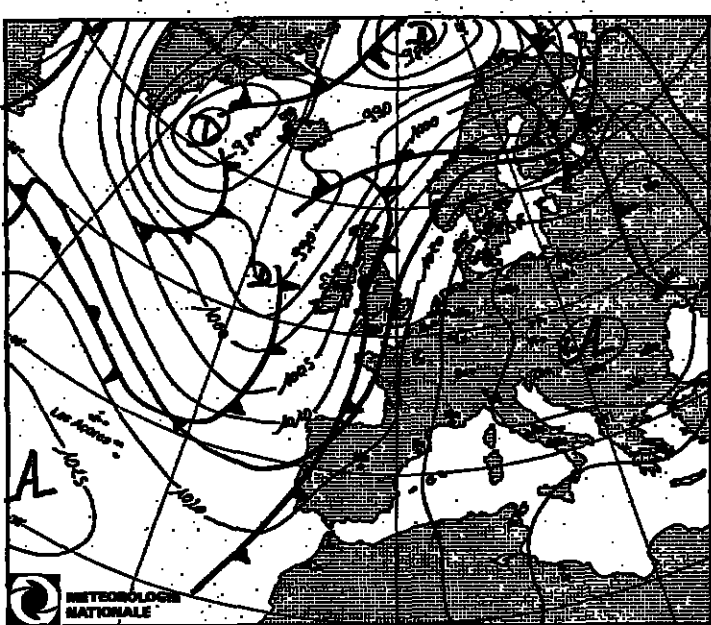
L'OTO	
Tirage du Dimanche 22 Janvier 1989	
5	17 32 33 36 42
PROCHAIN TIRAGE EN DIRECT SUR OTIS	
DIMANCHE 29 JANVIER 1989 A 20 H 30	
Tirage du Dimanche 29 Janvier 1989	
1 ^{re} zone n°	173 280,00 F
2 ^{de} zone n°	9 280,00 F
3 ^{de} zone n°	140,00 F
4 ^{de} zone n°	10,00 F
Tirage du Dimanche 29 Janvier 1989	
Tirage du Dimanche 29 Janvier 1989	

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 janvier à 0 heure et le mardi 24 janvier à 24 heures.

Un minuscule anticyclone (1035 hPa) se maintiendra sur l'Europe centrale, déformant les perturbations océaniques sur les îles Britanniques et la Scandinavie. La France bénéficiera ainsi d'un temps sec mais souvent brumeux le matin.

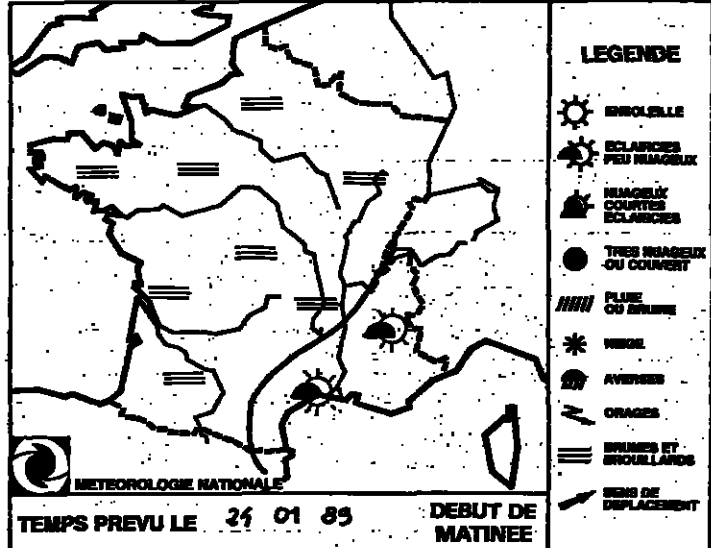
Mardi : météo brumeuse, éclaircies fréquentes l'après-midi.

Au lever du jour, brouillards et nuages bas recouvriront la quasi-totalité du pays. Seuls le Languedoc-Roussillon, la Provence et les régions montagneuses jouiront dès le matin d'un ciel bleu.

Dans le courant de la journée, le soleil apparaîtra en de nombreuses régions. Il aura toutefois bien du mal à percer la grisaille en plaine en Alsace, en Lorraine, en Champagne, en Bourgogne, en Franche-Comté, dans la Lyonnaise et en Auvergne. Le soleil sera toujours radieux en montagne.

Les températures minimales s'abaisseront souvent vers -2 à -5 degrés, excepté près des côtes, où elles avoisineront 1 à 4 degrés. Les températures maximales ne dépasseront pas 1 à 4 degrés de la Champagne à l'Alsace, à l'Auvergne et au Lyonnais. Elles atteindront 5 à 10 degrés du Nord à la Bretagne, au Sud-Ouest et aux Alpes, 12 à 14 degrés près de la Méditerranée.

Le vent sera faible à modéré de secteur sud-est.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 22-1-1989 à 6 heures TU et le 23-1-1989 à 6 heures TU

FRANCE		ÉTRANGER	
ANCO	11.5 N	ALGER	15.6 N
BARCEL	11.0 N	AMSTERDAM	10.1 N
BELLEV	10.0 N	ATHÈNES	13.5 N
BONN	6.2 A	BANGKOK	34.25 C
BREIT	12.6 C	BANGKOK	11.2 D
CHEN	9.1 D	BERLIN	-1.2 D
CHERBO	5.2 C	BETHLEEM	8.1 B
CLEMONTE	5.2 C	CAIRO	15.8 D
COCHIN	6.2 B	CHANGHAI	7.2 D
CHONGKING	7.2 C	CHENNAI	23.10 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	20.7 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	16.7 N
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	7.2 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	18.10 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	9.1 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	6.1 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	14.5 D
CHONGKING	7.2 C	CHONGKING	9.3 D

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

L'EMPLOI EN FRANCE

En marge du salariat

Le développement des « nouvelles formes d'emploi » est à la mode. A l'origine, il s'agit de l'émergence d'une zone floue entre le travail traditionnel et le chômage, qui avait fait l'objet de recherches de l'INSEE (Claude Thélot et Mireille Elbaum, principales). Maintenant l'intérêt s'accroît avec la publication d'un rapport consacré à l'exemple français, par la DG V (direction générale des affaires sociales et de l'emploi) de la Commission européenne, et la tenue, à Paris, en novembre dernier, du premier colloque international sur le sujet.

D'autres études ont précisé le champ où se joue, peut-être, la métamorphose d'un système de la révolution industrielle et fondé sur le salariat à temps plein, stable et définitif. Ainsi le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) indiquait que le nombre de non-salariés reconnus a croît de 2,7 % par an depuis 1983, alors que l'INSEE précisait que le nombre de travailleurs indépendants, agriculteurs non compris, s'élevait à 1 420 000. Tandis que le « modèle dominant » perdait un million de personnes en six ans, les « emplois atypiques » en gagnaient autant, passant de deux millions en mars 1982 à trois millions en mars 1988.

Tout entremêlé — crise et déglutination, flexibilité et adaptation, modernisation et gestion de la main-d'œuvre, sans compter les effets imprévus du traitement social qui a inventé stages et dispositifs nouveaux — il n'y a pas un élément qui n'ait joué en faveur de l'apparition ou de la progression d'emplois, à la périphérie du salariat habituel. Condamnant une part toujours plus importante de la population active à des statuts précaires, ce mouvement a entraîné la multiplication des contrats à durée déterminée, de l'intérim, du travail saisonnier, temporaire, occasionnel, intermittent, mais aussi du temps partiel, du travail indépendant, sous-traitant ou faussement salarié, ainsi que la création d'entreprise, souvent individuelle.

Une mobilité à normaliser

Cette métamorphose, encore exceptionnelle, peut tout bouleverser si elle se poursuit, et, pour quoi pas, entraîner une désagrégation du monde du travail, les logiques du contrat commercial se substituant à celles du contrat de travail. Installé à la frange, se nourrissant du chômage, le phénomène peut annoncer une fragmentation — durable — de la main-d'œuvre.

Il peut aussi fonctionner comme un processus de sélection, les jeunes et les femmes devant subir des épreuves initiatiques. Au mieux, il sert de passage obligé entre un emploi normal et un autre. Enfin, il peut, comme le préfigure l'intérim, se moraliser ou se normaliser en se dotant d'un statut de la mobilité.

Quoi qu'il en soit, cette évolution aura forcément des incidences sur les régimes de protection sociale, leur financement, et sur les droits des travailleurs. Un chômeur indemnisé sur la base de 5 000 F par mois paiera 70 F de contribution pour une couverture complète en cas de maladie, relève M^{me} Hélène Strobl, de la Cour des comptes, alors qu'un chômeur non indemnisé ayant exercé des activités occasionnelles pour 5 000 F dans un trimestre aura versé 1 000 F « sans s'ouvrir aucun droit ». L'assurance-maladie devient « pratiquement inaccessible à ceux qui sont dans les situations les plus précaires ».

Avec un statut social inadéquat, ces nouvelles formules conduisent

parfois jusqu'au travail au noir... La responsabilité de l'Etat en tout cas est engagée, ce mouvement étant, selon les propos de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, « le résultat du développement par les pouvoirs publics (...) de dispositifs de formation, d'insertion ou de réinsertion sollicitant l'entreprise et le milieu professionnel dans le cadre ou non du contrat de travail ». Face à « l'appareil paradoxal d'une puissance publique à la fois gardienne du droit et actrice de la flexibilité », il souligne, lors du colloque, les limites de ce recours à des formes d'emploi qui créent « un marché

Plus de trois millions de personnes travaillent de façon temporaire, intérimaire, saisonnière ou intermittente

la volonté de maîtriser, un mouvement qui a vite rencontré un écho dans les entreprises, soucieuses de disposer de plus de souplesse et amenées à pratiquer la « gestion externe de la main-d'œuvre » (contrats divers, intérim, mais aussi filialisation ou appel à des sociétés sous-traitantes). Il fallait d'une certaine façon prévenir les débordements : ainsi, selon M. Bernard Perret, de la direction

création d'emplois réelle n'est pas équivalente au volume des bénéficiaires accueillis, un effet de substitution se produisant.

« Pour les SIVP, poursuit M. Perret, on peut considérer que dix stagiaires se substituent en moyenne à trois emplois « normaux » et s'accompagnent de la création de sept emplois supplémentaires ». Selon les calculs de la direction de la prévision, il faudrait même considérer que, pour un « stock » de 660 000 emplois « aidés » dans le secteur marchand non agricole en 1987, l'effet net sur l'emploi aura été de 133 000, les effectifs salariés ayant augmenté de 72 000 en un an.

Des évolutions à suivre

Si l'on peut donc s'interroger sur l'efficacité de tels dispositifs, il faut aussi savoir que le problème, loin d'être exclusivement français, se retrouve dans plusieurs pays, sous des formes variables, y compris au Japon et aux Etats-Unis. En RFA, on souligne qu'un tiers de la population active, en 1987, travaillait en indépendant, à temps partiel ou de façon temporaire. En obtenant un nouvel emploi en 1985, une personne sur deux s'est retrouvée sur un poste à temps partiel ou temporaire.

Le développement de ces formes atypiques a mis en évidence les problèmes de couverture sociale ou collective. Ainsi, on estime que pour 3,7 millions de femmes qui travaillent à temps partiel 1,7 million n'ont pas droit à la retraite ni à l'assurance-maladie. On ne compte que 80 000 salariés intérimaires, mais on évalue que, pour chacun de ces emplois, il y en a cinq qui sont illégaux.

En Grande-Bretagne, on en arrive à une configuration qui doit faire réfléchir. Entre 1981 et 1987, le nombre de salariés permanents à temps plein a diminué de 1,07 million, et tous les autres types de travail ont augmenté de 1,7 million, représentant 36 % de la main-d'œuvre. Si la tendance se poursuit, on atteindra les 40 % en 1991, alors qu'un homme sur qua-

tre et une femme sur deux sont actuellement touchés.

De fait, il apparaît une spécialisation, le travail à temps partiel étant l'apanage des femmes et l'emploi indépendant celui des hommes. Depuis 1980, on assiste à une augmentation spectaculaire du travail indépendant. Entre 1979 et 1987, le nombre de ces travailleurs a augmenté de 50 % pour atteindre les 2,9 millions, et de 1986 à 1987 on en a compté 230 000 de plus, qui sont des chô-

meurs ou des jeunes arrivant sur le marché du travail.

Fait significatif : ce type de travail n'est souvent que temporaire, entre deux postes d'employé, et ne correspond donc pas à une aspiration profonde. Les mêmes schémas peuvent se reproduire ailleurs. Aussi se montre-t-on attentif, notamment dans les sphères officielles, aux évolutions des « nouvelles formes d'emploi ».

ALAIN LEBEAUCHE.

Un embauché sur deux

C'EST à partir de 1984-1985, selon l'INSEE, que la forte poussée de « nouvelles formes d'emploi » vient compenser les pertes de l'emploi salarié traditionnel (200 000 en moins chaque année). Parmi ces emplois « atypiques », les stagiaires, dont les TUC et les SIVP, viennent en tête, suivis par le travail à temps partiel, l'intérim et les contrats à durée déterminée.

Désormais, plus d'un sur deux des nouveaux embauchés depuis trois mois l'est sur un emploi « atypique », alors que la proportion n'était que de un sur trois, six ans plus tôt. Ce sont les moins de trente ans et les jeunes femmes (aux deux tiers) qui sont ainsi recrutées. Entre 1983 et 1987, le nombre de contrats à durée déterminée a été multiplié par 1,8 et celui des stagiaires par 4,8.

Au total, les « nouvelles formes d'emploi » représentent 20 % des emplois, dont 12 % de ceux des hommes et 31 % de ceux des femmes ; mais le pourcentage diminue de moitié si l'on exclut le travail à temps partiel qui serait « choisi », par opposition à celui qui serait « contraint ». Alors que le temps partiel regroupe 11,5 % de la main-d'œuvre, la distinction devient toutefois de plus en plus difficile.

Il existe des variantes selon les statuts. Au bout d'un an, en 1988, un stagiaire sur quatre occupe un emploi stable contre près d'un sur deux en 1985. En moyenne, un stagiaire sur cinq le reste ou passe dans un autre emploi précaire l'année suivante (intérim ou contrat à durée déterminée) et un sur trois se retrouve au chômage. L'intérim favorise l'insertion puisque trois sur quatre ont toujours un emploi un an plus tard, mais la perspective d'obtenir un emploi stable diminue (33 % en 1988 contre 49 % il y a quatre ans).

« Du provisoire qui dure », écrit l'INSEE qui note qu'un intérimaire sur cinq est au chômage l'année suivante. La titularité d'un contrat à durée déterminée s'en tire mieux. Un sur deux, à un emploi stable l'année suivante, sans changement depuis 1985.

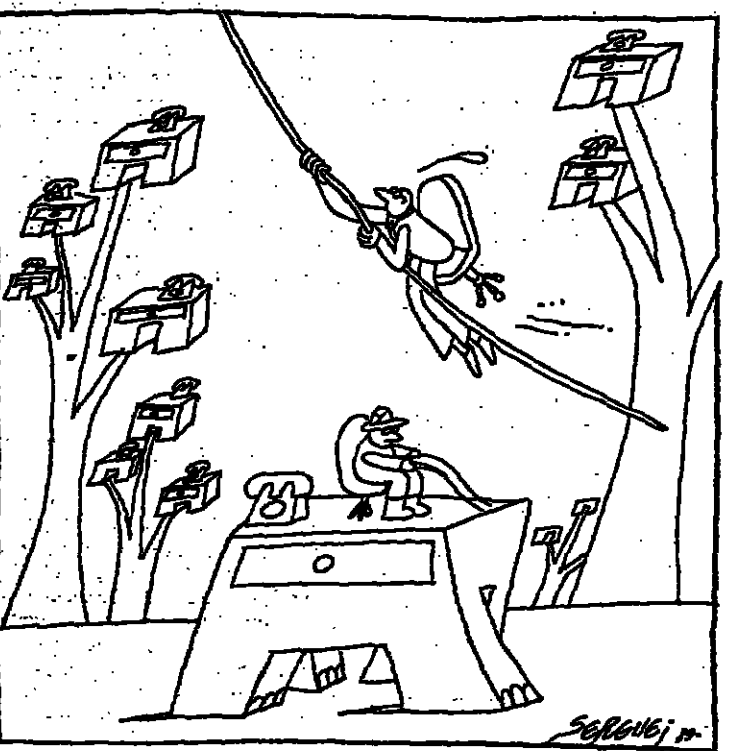
Cette formule s'apparente de plus en plus à une période d'essai prolongée, mais le risque de chômage est du même ordre que pour l'intérim. Deux activités, hôtellerie et réparation automobile, note l'INSEE, sont des secteurs de passage qui « accueillent des personnes auparavant inemployées et redistribuent vers d'autres secteurs une part importante de leurs salariés ».

L'autre partie de la population touchée par les métamorphoses de l'emploi est celle des « non-salariés » décrite par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), soit, hors agriculture, les travailleurs indépendants, non salariés, mais aussi les personnes qui sont leur propre employeur dans une société. En treize ans, de 1975 à 1988, leur nombre a augmenté plus vite que l'emploi total (+ 16,4 % contre + 4 %).

Le nombre total des employeurs et des travailleurs indépendants, après s'être accru lentement (de 0,7 % par an) entre 1975 et 1985, augmente de 2,7 % par an de 1985 à 1988, observe le CERC. On deviendrait travailleur indépendant lorsque la conjoncture de l'emploi est mauvaise, faute de trouver un travail salarié, ce qui serait le cas pour des jeunes ou des adultes licenciés. « Catégorie refuge », le travail indépendant comprendrait beaucoup de « malgré eux », mais aussi un bon nombre de faux indépendants, petits sous-traitants, très dépendants d'un client qui les domine, quelquefois celui qui les employait auparavant.

En passant de l'industrie aux services, et en se modernisant, l'économie autonome la naissance d'activités exercées à titre personnel, sur la base d'un savoir-faire spécialisé ou de compétences pointues. Ainsi pullulent les créations de cabinets de consultants ou d'audits qui totalisent la plus forte partie des augmentations d'emplois chez les cadres, alors même que les entreprises préfèrent louer ces capacités plutôt que de les intégrer en raison de leur recentrage professionnel.

A. L.



du travail multiple ou pluriel — où — le dualisme s'est largement accru ».

« L'essentiel est fait. Nous n'avons pas plus loin et nous serons même particulièrement vigilants pour que le marché n'aille pas plus loin de son propre mouvement », assure M. Soisson, qui s'interroge sur « la cohésion et la motivation d'une communauté de travail constituée de travailleurs précaires ou, au mieux, d'un noyau de permanents entourés d'un halo d'intermittents ». Ces nouveaux statuts devront désormais respecter une règle, « protéger sans exclure », et, surtout, être mieux « partagés », « rester une transition et non une position permanente ».

Un peu solennelle, la mise au point ministérielle se justifie par

de la prévision au ministère de l'économie et des finances, pour 720 000 bénéficiaires du traitement social en juin 1988, jeunes ou chômeurs de longue durée, l'économie réalisée par les employeurs sur la masse salariale, par rapport à une rémunération au SMIC, s'élève à 44,4 milliards de francs en année pleine, à 26,6 milliards si l'on exclut l'apprentissage et à 13,7 milliards pour les seules entreprises privées non agricoles.

En clair, l'existence de ces emplois « aidés » a permis « un contournement de fait de la contrainte du SMIC », qui s'est traduit par une augmentation des postes de travail offerts, notamment dans le BTP, les commerces et les services aux ménages. Mais encore faut-il noter que, dopée, la

L'industrie à la rescousse

Les services semblent essouffés et créeront peu d'emplois dans les années à venir.

Par RÉMY PRUD'HOMME (*)

Au cours des dix dernières années, l'agriculture et l'industrie ont en France perdu des emplois. Beaucoup : près de 1,9 million entre 1978 et 1987. Dans le même temps, le secteur des services a créé des emplois. Presque autant : 1,6 million.

La France est un cas limite, mais pas unique. Dans tous les pays, les emplois sont créés principalement ou uniquement dans les services. Aux Etats-Unis, où presque 18 millions d'emplois ont été créés pendant la même période, plus de 16 millions l'ont été dans le tertiaire.

La tentation de prolonger cette tendance lourde est forte. Presque tous les économistes y cèdent. Implicitement ou explicitement nous pensons que le développe-

ment de l'emploi ne peut venir que des services. L'analogie avec le secteur primaire s'impose : le nombre des emplois dans l'agriculture a diminué de façon inexorable et continue depuis un bon siècle.

Le nombre des emplois dans l'industrie va maintenant connaître une évolution semblable. Ce postulat est à la base de beaucoup d'actions, en matière de politique régionale ou de politique de formation, par exemple. Est-il pour autant bien fondé ? Un retournement de tendance est-il concevable ?

L'analyse détaillée de l'évolution du tertiaire montre que l'aug-

(*) Professeur à l'université de Paris-XII.

mentation de l'emploi au cours des années passées a été concentrée dans cinq secteurs : les services non marchands, les services aux particuliers, les services marchands aux entreprises, les services de restauration et les services financiers. 94 % des emplois créés en France depuis 1978 l'ont été dans ces cinq secteurs. Ils sont tous fragiles. Pour des raisons différentes, l'augmentation du nombre des emplois dans ces secteurs est improbable.

Prenez les services non marchands. Ils sont essentiellement rendus par les administrations, centrales et locales, et financés par l'impôt. De la droite à la gauche, tout le monde est bien d'accord pour dire que la pression fiscale doit diminuer ou, au pis, se stabiliser.

De plus, les salaires de la fonction publique sont devenus si bas que la qualité du recrutement s'effondre : et beaucoup pensent ou disent que notre pays se porterait mieux avec moins de fonctionnaires mieux payés.

(Lire la suite page 18.)

2^e CYCLE ISG

PROGRAMMES PEDAGOGIQUES 1989

- Cycle national :
 - 1^{re} et 2^e année d'enseignement et préparation à la vie professionnelle à Paris
 - 3^e année d'insertion professionnelle progressive en entreprise
- Cycle multinational :
 - 1^{re} année : enseignement de base et préparation internationale à Paris
 - 2^e année : enseignement à l'étranger
 - Zone U.S.A. : I.S.G. / New York
 - Zone ASIE : I.S.G. / Tokyo - Chine - N.P.I.
 - 3^e année : insertion professionnelle en entreprise

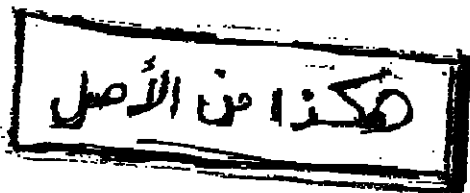
Dates du concours :
17, 18 et 19 avril 1989

Date limite du dépôt des dossiers :
4 février 1989

Institut Supérieur de Gestion
Etablissement libre
d'enseignement supérieur
8, rue de Lota - 75116 Paris
Tel. : 45 53 60 00 - Minitel : 3616 ISG

ISG

هكذا من الاميل



Les puces et le chômage

Le progrès technique a créé...
un million de chômeurs,
faute d'inventer de nouveaux produits

Par BERNARD RÉAL (*)

Le progrès technique crée-t-il du chômage ou des emplois ? Le débat est ancien. Il remonte à la première révolution industrielle et à la révolution des canuts de Lyon. En Europe, il est largement idéologique. Il n'est pas sans intérêt de le poser au plan des faits, dans l'économie contemporaine.

L'examen en profondeur de trois économies-clés conduit au diagnostic suivant : de 1973 à 1985, le progrès technique a créé chaque année 290 000 emplois au Japon, 960 000 emplois aux États-Unis... et 90 000 chômeurs en France, soit environ 1 million de chômeurs en douze ans.

Première surprise : pourquoi la France est-elle dans une si mauvaise posture ? Pourquoi à la même époque le progrès technique crée-t-il du chômage, là des emplois ?

Deuxième surprise : pour nombre d'économistes, plus le progrès technique est intense, plus la croissance est forte, plus l'emploi augmente. Or le progrès technique de 1973 à 1985, a été très fort au Japon, fort en France et faible aux États-Unis. En d'autres termes, il a créé beaucoup d'emplois dans le pays (les États-Unis) où il avait l'intensité la plus faible. On est en plein paradoxe.

Un double impact

Pour un industriel, le progrès technique, c'est clair, ce sont des innovations de procédé et des innovations de produit. Il en envisage automatiquement le double impact sur l'offre et sur la demande : impact des équipements nouveaux, tels que les robots, sur la productivité ; impact des produits améliorés ou, mieux, radicalement nouveaux, tels que les magnétoscopes, qui créent des besoins...

Toutefois le langage de l'industriel — ce micro-économiste — est ignoré des macro-économistes, les « hommes de la croissance ». Ceux-ci, qu'ils soient keynésiens, néo-classiques ou marxistes, ignorent l'innovation de produit, qui touche notamment le consommateur final. Ils ne prennent en compte, dans leurs modèles, que l'innovation de procédé, qui accroît d'abord la productivité, et, après un long et complexe détour, la demande finale.

L'explication de la relation progrès technique-croissance par l'innovation de procédé est certes nécessaire, car elle prend en compte l'impact sur la productivité, soit la productivité imputable au progrès technique. Mais elle est insuffisante, parce qu'elle sous-estime le rôle du progrès technique dans la genèse de la demande. Or il a un impact sur les quatre éléments de la demande finale : il y a des produits et services à forte densité technologique dans la consommation des ménages et des administrations, sous forme de voitures et de magnétoscopes, de scanners et de médicaments, de planches à voile et de deltaplanes... ; il y en a dans l'investissement brut sous forme de machines et d'équipements ; il y en a dans le solde du commerce extérieur sous forme de biens de consommation et d'équipement... La somme de tous ces produits et services à forte densité technologique constitue la demande imputable au progrès technique.

Cependant, revenons aux industriels. Quand, dans le milieu des années 80, Renault a robotisé ses usines (+ 15 % de gains de productivité), la demande stagnait (+ 0 %) et l'emploi chutait (- 15 %). Tout le monde comprend ce phénomène et l'admet : une croissance de la productivité sans croissance de la demande, c'est la chute de l'emploi et la montée du chômage.

C'est la même chose, en un peu plus compliqué, avec le progrès technique : une croissance de la productivité imputable au progrès technique supérieure à celle de la demande imputable au progrès technique, c'est la chute de l'emploi, lié au progrès technique qui crée alors du chômage. Dans le cas inverse, il crée des emplois.

Ainsi on a l'équation : taux de croissance de la demande imputable au progrès technique moins taux de la productivité imputable au progrès technique égale taux de croissance de l'emploi lié au progrès technique. De cette équation, on déduit trois règles : pour que le progrès technique crée des emplois, il faut que cette différence soit positive ; pour maximiser l'emploi créé par le progrès technique, il faut maximiser cette différence ; enfin, l'intensité du progrès technique ne rentre pas nécessairement en compte quand il s'agit de maximiser l'emploi qui lui est lié. Un pays à progrès technique très fort (le Japon), pourra créer moins d'emplois qu'un pays à faible progrès technique (les États-Unis), si la fameuse différence est plus forte dans le second pays.

Sur la période 1973-1985, le Japon a connu une croissance de 13 %, soit un excédent exactement opposé à son déficit d'emploi. Se refusait-on après cela à admettre que la masse salariale ne peut croître durablement plus vite que le PIB, et que, si la croissance sert à augmenter le pouvoir d'achat, elle ne peut simultanément permettre l'embauche ? Pour un chef d'entreprise, une telle constatation relève de la trivité. Il n'y a aucune raison pour qu'elle ne s'applique pas également aux pays tout entier : les statistiques économiques en font foi de manière éclatante.

Aussi, tant que la courbe de l'emploi ne se sera pas vigoureusement redressée — et il faut qu'elle le fasse de 20 % d'ici à 2005 si l'on veut éviter d'atteindre à cette date les quatre millions et demi de chômeurs en France, — voilà ce qu'il faut dire à ces agents publics qui se sentent mal aimés et déprimés, et à tous ces salariés du privé qui, discrètement et sous le couvert de primes et d'intéressements divers, sont en train de festoyer en l'honneur du retour de la croissance : ces fruits de la croissance que vous ampechez allégrement, ce sont les fruits que les chômeurs n'auront pas, ce sont les salaires des fins de droits, des longues durées et des restructurations.

Le pouvoir d'achat ou l'emploi, la rigueur ou quatre millions et demi de chômeurs, voilà un discours simple et direct, propre à placer chacun devant ses responsabilités. Mais l'emploi, malgré toutes les professions de foi, est-il vraiment la priorité pour tout le monde ? Et face à tous les lobbies qui, syndicats ou coordinations en tête, se pressent à la table du banquet et sont prêts à tous les changements pour y participer le plus largement possible, que pèsent les chômeurs inorganisés et sans droit de grève ?

(*) Economiste.

La voie royale

Une des forces du Japon a été d'industrialiser la production de biens radicalement nouveaux destinés à la consommation (magnétoscopes, disques compacts...) et à l'équipement (robots, ateliers flexibles...). Maîtrisant la filière électronique, il les a fabriqués en masse et à bas prix, inondant le marché national, puis mondial, où il a très souvent disposé d'une avance technologique absolue. Voilà une voie royale, génératrice de forte croissance et aussi d'un peu d'emploi. La seule filière magnétoscopes — de la recherche à la commercialisation — n'a-t-elle pas représenté 200 000 emplois au Japon ?

Aux États-Unis, de 1973 à 1985, le progrès technique a joué un rôle très limité dans la croissance, qui a été par ailleurs modeste (+ 2,5 % par an). La progression de la productivité imputable au progrès technique a été quasiment nulle, du fait, entre autres, de la désindustrialisation et du développement massif des services (à faibles gains de productivité).

En revanche, la croissance de la demande imputable au progrès technique a été réelle, quoique modeste. Au total, la différence entre les deux variables-clés a été positive et relativement forte. Résultat : le progrès technique a créé beaucoup d'emplois, la moitié de l'ensemble des emplois créés dans le pays.

Cette performance est certes largement liée au développement massif des services qui sont peu exposés à la concurrence internationale. Mais il n'en est pas de

même dans l'industrie : c'est là que le bât blesse, car peu d'innovations de procédé, c'est moins de compétitivité, ce sont des difficultés pour la balance des paiements.

En France, un assez grand nombre d'innovations de procédé se sont diffusées dans l'économie de 1973 à 1985. Cette modernisa-

(*) Chercheur au CNRS-université Grenoble-II.

L'industrie à la rescousse

(Suite de la page 17.)

Il semble donc difficile de croire que le nombre des emplois dans les services non marchands puisse augmenter dans le futur aussi vite que dans le passé.

Le cas des services marchands aux particuliers — des agences de voyages aux cabinets de kinésithérapeutes — est peut-être plus prometteur. La demande de ces services augmente avec le revenu, et en particulier le revenu des ménages les plus aisés. Si le revenu augmente, et si les inégalités se perpétuent, ce sous-secteur dans lequel les progrès de productivité sont lents continuera sans doute à créer des emplois. On notera cependant qu'il n'en a guère créé aux États-Unis au cours des années récentes, ce qui est un signe inquiétant.

Les services marchands aux entreprises — agences d'intérim, cabinets de consultants, entreprises de nettoyage, etc. — ont sans doute un bel avenir devant eux. Mais il y a quelque abus de langage à opposer la croissance de l'emploi dans ces secteurs au déclin de l'emploi dans l'industrie (et l'agriculture). En grande partie, il s'agit de l'avertir et du revers d'une même médaille. Les processus de production des biens se complexifient et se dissocient.

Les entreprises industrielles se spécialisent et sous-traitent des pans entiers de leurs activités traditionnelles à des entreprises classées entreprises de services. En fait, on pourrait tout aussi bien considérer les emplois de ces services marchands comme des emplois industriels. La croissance de l'emploi dans ce secteur ne résulte pas d'un changement dans la structure de la demande, mais d'une modification dans la structure de l'offre.

Les emplois dans les cafés, hôtels et restaurants ont augmenté. La raison en est principalement l'augmentation du nombre de femmes qui travaillent, et de ce fait ne peuvent pas faire à déjeuner et veulent moins faire à dîner. Mais un tel phéno-

tion, menée depuis quinze ans à coup d'investissements de rationalisation plus que de capacité, a concerné le mode de production, guère le mode de consommation. Elle a accru la productivité imputable au progrès technique, plus que la demande imputable au progrès technique, ce qui a créé du chômage.

Contrairement aux États-Unis, la France a été soumise à une dure contrainte externe, qui exigeait des innovations de procédé et des gains de compétitivité. Elle a peu développé la consommation de produits et services à forte densité technologique.

Contrairement au Japon, elle n'a acquis qu'exceptionnellement une avance technologique, fût-elle relative. Elle a en outre modernisé

son outil de production sans moderniser son mode de consommation. Enfin, elle a renoncé à une politique modérée de croissance quand ceci était possible, c'est-à-dire à partir de 1985.

Ce sont là cinq handicaps lourds, à l'origine d'une situation grave mais non insurmontable. Il n'y a pas de fatalité. La mise en place par l'État comme par les firmes de politiques appropriées et complémentaires dans les domaines technologiques, industriels et économiques est nécessaire. Rien n'empêchera le progrès technique de créer 500 000 à 1 million d'emplois dans les dix ans à venir. L'étranger a fait beaucoup mieux. Il nous montre la voie.

Le vrai marché

A des degrés divers, et pour des raisons différentes, les secteurs qui ont porté la croissance du tertiaire et de l'emploi en général dans les années passées apparaissent donc essouffés, et peu créateurs d'emplois pour les années à venir. D'autres secteurs tertiaires, comme les transports ou les commerces, qui n'ont guère engendré d'emplois au cours de la dernière décennie, prendront-ils le relais ? Ne serait-il pas plus sûr de compter davantage sur l'industrie ? On peut peut-être penser, et on doit sans doute souhaiter, que l'industrie française va prendre la relève des services en matière de création d'emplois.

La demande des biens fabriqués par le secteur industriel ne diminue pas. Elle se diminue pas en France si on la mesure à prix constants, même si sa structure se modifie rapidement. Elle diminue encore moins dans le monde, qui est le vrai marché des entreprises

françaises. La France va donc produire de plus en plus de biens. Si nous voulons rééquilibrer notre balance commerciale, il va même falloir augmenter cette production rapidement, plus rapidement que notre consommation.

Pour que cette augmentation de production se traduise par une augmentation de l'emploi industriel, il faut — et il suffit — qu'elle soit plus importante que le progrès de la productivité du travail. Ce progrès est certainement désirable, mais il n'est que l'un des moyens du maintien ou de l'amélioration de la compétitivité — qui est ce qui conditionne tout le reste. Les autres moyens sont l'augmentation de la productivité du capital, le freinage des coûts salariaux, le développement de l'innovation, la maîtrise de la qualité.

On peut garder ou gagner des parts de marché sans débaucher. C'est ce que l'Italie ou les États-Unis ont fait, sans parler du Japon. La raison en est que la concurrence internationale est de plus en plus une concurrence qui se fait sur les produits, et pas seulement sur les prix. Licencier permet de servir les coûts, mais pas d'inventer des biens nouveaux.

Les débauchages massifs qui sont intervenus dans l'industrie française étaient peut-être nécessaires (à moins qu'ils n'aient été le prix de l'incapacité des dirigeants économiques, syndicaux et politiques français à abandonner assez vite les secteurs et les produits condamnés, et à en inventer de nouveaux) ; mais ils ne sont pas une fatalité pour l'avenir. Après tous ces dégraissages, l'industrie française doit être en forme, et tout en muscles. En faisant de l'exercice, elle peut prendre du poids — créer des emplois — sans prendre de graisse.

HUMEUR

Les exclus du banquet

Par FRANÇOIS THIOT (*)

moins ou des déflations supplémentaires d'effectifs.

La croissance permettrait toutes les audaces ? Avec 3 % de croissance, on peut augmenter de 3 %, soit les salaires, soit l'emploi, mais certainement pas les deux à la fois. Il faudrait 6 % de croissance pour ce faire, et pas 3 %, ce qui est à la portée de n'importe quel porteur de pancarte pourvu d'un minimum de bonne foi.

L'exemple américain

Trop simple, voire simpliste ? Que l'on prenne donc seulement la peine de jeter un coup d'œil sur les statistiques économiques couvrant les dernières décennies, qu'il s'agisse des années glorieuses ou des années de crise. On constatera qu'en France, en Allemagne fédérale, au Royaume-Uni, en Italie, et d'une manière générale en Europe, les salaires réels ont progressé comme le PIB, mais l'emploi a stagné continuellement depuis trente ans.

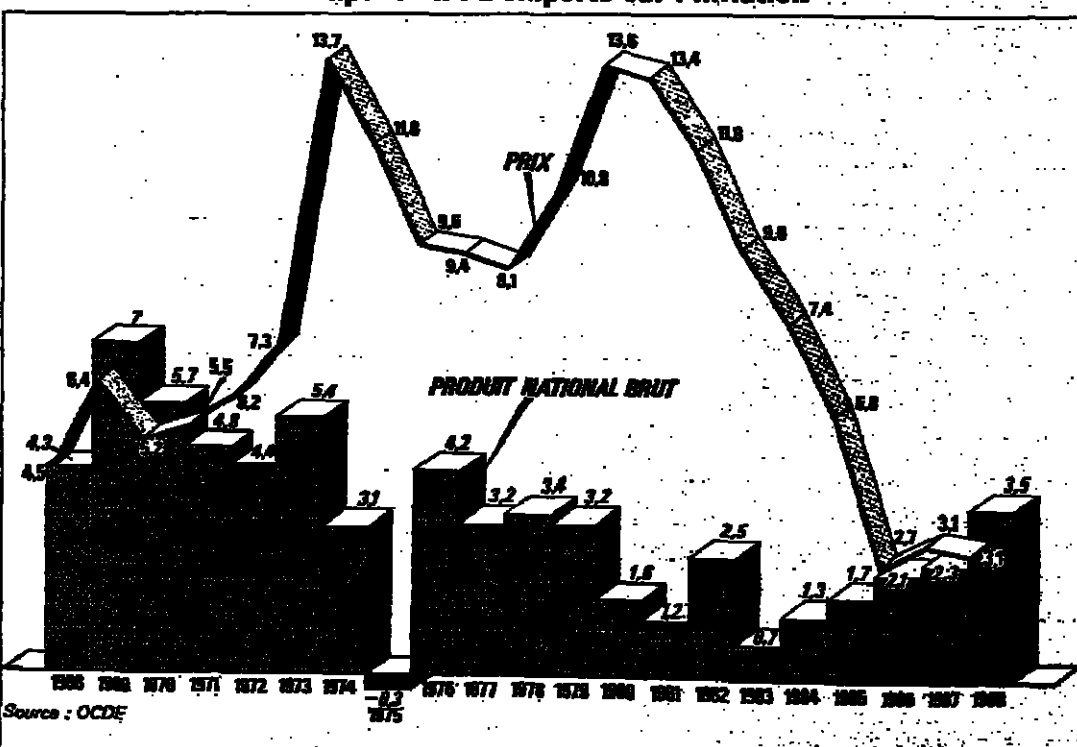
Aux États-Unis, au contraire, c'est le salaire moyen qui se traîne (+ 14 % en seize ans contre + 57 % pour la croissance économique) et c'est l'emploi qui, exceptionnellement et à la différence de tous les autres pays, augmente structurellement et de manière spectaculaire (+ 36 % depuis 1970, + 61 % depuis 1960).

Dernier exemple : seule en Europe, l'Espagne a vu son emploi s'effondrer littéralement à partir de 1974 (- 14 % entre 1974 et 1983). Seule également, elle s'est permis de voir croître ses salaires réels d'un taux largement supérieur à celui de son PIB pendant la même période : + 28 % contre

(*) Economiste.

BALISE

L'expansion l'a emporté sur l'inflation



Pour la première fois depuis 1970 — et pour la troisième seulement en vingt et un ans — la croissance du produit national brut français a été, en 1988, supérieure à la hausse des prix à la consommation. Depuis 1968, le cas ne s'était produit que deux fois, en 1969 et 1970 ; mais au cours de ces années, et jusqu'en 1973, la croissance était plus forte (+ 5,3 % en moyenne) et l'inflation plus vive.

Puis, après le premier choc pétrolier, et jusqu'au second, l'expansion se situa à un palier nettement infé-

rieur (+ 2,8 %) ; alors que les prix flambaient : ce fut, selon une expression excessive, la « stagflation ». De 1980 à 1985, la France subit la cure de l'austérité avec une très faible croissance (+ 1,5 %) et une chute de l'inflation. Est-on maintenant entré dans une nouvelle période de six ans, avec une expansion — dont le taux correspond d'ailleurs à la moyenne de ces vingt et un ans (3,1 %) — voisine de l'inflation ? Il semble en tout cas difficile, compte tenu de la conjoncture mondiale et des structures nationales, de faire beaucoup mieux.

...ET LA PROTECTION SOCIALE

Il ne faut pas faire payer les machines

Des cotisations sur le capital technique freineraient les investissements et nuiraient à la sauvegarde des emplois

par ALAIN EUZEBY (*)

LES ressources consacrées au financement de la protection sociale représentent des sommes considérables (de l'ordre de 25 % à 30 % du produit intérieur brut dans la plupart des pays de la CEE). Elles proviennent pour l'essentiel, mais dans des proportions très différentes selon les pays, du produit général des impôts et de cotisations assises sur les revenus professionnels, en particulier sur les salaires.

Comment modifier les modalités de financement dans la perspective de les rendre plus équitables, plus favorables à l'emploi ou mieux adaptées à la nature et aux modalités d'attribution de chaque prestation ? Quelles décisions doivent prendre les pouvoirs publics pour faire face à la tendance spontanée — c'est-à-dire à l'augmentation — des dépenses à augmenter plus rapidement que les recettes permettant de les financer ?

Un chômage technologique

En réponse à ces deux questions, qui se posent dans tous les pays européens, la solution consistant à « faire payer les machines » est parfois présentée comme une mesure séduisante ; mais, si elle peut l'être, ce n'est qu'en apparence. Par rapport aux cotisations des employeurs, qui ne sont assises que sur les salaires et, par conséquent, ne pèsent que sur l'utilisation du facteur travail et affectent particulièrement les entreprises qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre, elle présenterait l'avantage de réaliser un certain réajustement puisqu'elle porterait sur l'autre grand facteur de production, le capital technique, et pèserait davantage sur les entreprises qui sont très mécanisées.

En outre, dans une période de mécanisation, d'informatisation et de robotisation rapides de la production, il s'agirait de tirer parti, pour le compte de la protection sociale, des conséquences d'un progrès technique qui ne lui est guère favorable puisqu'il incite les entreprises à remplacer des travailleurs par des machines et comporte un risque de chômage technologique. D'où l'idée de frapper

également les machines en instituant des cotisations assises sur les investissements, les amortissements ou l'actif net des entreprises.

Toutefois, une telle mesure comporterait plus d'inconvénients que d'avantages. D'un point de vue économique, elle freinerait l'investissement et la modernisation, alors que ceux-ci sont indispensables à la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire à leur capacité à affronter avec succès (développement des exportations et résistance aux importations) une concurrence internationale qui est de plus en plus vive. Face à cette concurrence, les relations entre investissement et emploi doivent être considérées en termes de complémentarité plus que d'opposition car, même lorsqu'ils se traduisent par des licenciements (que l'on pourrait d'ailleurs souvent éviter à condition de leur substituer de véritables mesures de partage du travail), les investissements permettent de sauvegarder des emplois.

Il y aurait en tout cas contradiction à vouloir instituer des cotisations sur les machines alors que, par ailleurs, on cherche, grâce à de nombreuses mesures d'encouragement, fiscales ou financières, à favoriser la modernisation des entreprises. De plus, si les entreprises qui utilisent beaucoup de machines et peu de main-d'œuvre supportent effectivement peu de charges sociales, elles ont par contre à faire face à des frais plus importants d'énergie ainsi que d'entretien et de renouvellement de leur matériel.

D'un point de vue logique, on remarquera que, si les machines ne rapportent rien aux organismes de protection sociale, elles ne leur coûtent rien non plus. Elles ne bénéficient pas de prestations d'assurance-maladie lorsqu'elles sont en panne, ni de pensions de retraite lorsqu'elles sont mises au rebut !

En France, l'idée de faire payer les machines pour frapper à travers elles les entreprises les plus puissantes ne peut guère non plus être retenue car, en fait, ce sont toujours des personnes physiques (actionnaires, salariés ou consommateurs) qui supportent, en der-

nier ressort, la charge effective des cotisations et des impôts payés par les entreprises. Dans la mesure où des cotisations sur les machines seraient répercutées dans les prix de vente ou se traduiraient par une freinage des rémunérations versées aux salariés, elles n'auraient pas un impact aussi juste que ce que laissent entendre les propositions en faveur de cette formule.

Pour répondre aux questions soulevées par le financement de la protection sociale, il conviendrait plutôt d'orienter dans les deux directions suivantes.

La contribution des ménages

Chaque fois que des cotisations servent à financer des prestations qui n'ont pas pour but de compenser une perte de revenu professionnel (prestations familiales, soins médicaux, pensions versées aux personnes âgées indépendamment de leur vie active), le recours progressif à un financement sur le produit général des impôts serait sans doute mieux adapté en l'absence de tout lien entre les prestations versées et les revenus professionnels de leurs bénéficiaires.

Dans une situation économique où l'emploi est de plus en plus dépendant de la compétitivité des entreprises, il serait sans doute préférable de faire supporter par les ménages la plus grande partie des ressources supplémentaires à mettre en œuvre. Cela consisterait à arbitrer en faveur de la protection sociale, au détriment de la progression du pouvoir d'achat des revenus « gagnés ».

Bien que les populations des pays de la CEE, en particulier les Français, soient très attachés à la sauvegarde de leurs systèmes de protection sociale et de leurs acquis sociaux, une telle option devrait être assortie d'un véritable effort d'information.

Il s'agirait de mieux faire prendre conscience aux individus des impératifs de la solidarité, ainsi que des économies que leur fait réaliser la protection sociale en prenant en charge la majeure partie de leurs frais médicaux, en leur évitant d'assurer eux-mêmes l'intégralité des charges de leurs parents retraités ou en les aidant à faire face à leurs obligations financières en cas de maladie, d'invalidité ou de chômage...

(*) Maître de conférences à l'université Grenoble-II.

Le RMI, un bouche-trou...

Sans une politique active de la formation, le revenu minimum d'insertion ne sera qu'une formule d'assistance améliorée

par CHANTAL EUZEBY (*)

LA France vient de se doter d'un revenu minimum garanti comme l'ont fait avant elle la plupart des pays européens. Il n'y a plus que l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce qui n'en disposent pas encore au sein de la Communauté européenne. A-t-elle fait preuve d'originalité ?

On aurait pu a priori le penser compte tenu des nouvelles contraintes économiques et sociales qui pèsent sur l'avenir financier de la protection sociale et qui sont bien différentes de celles que connaissaient nos voisins au moment de la mise en œuvre de leur dispositif : mis à part le Luxembourg dont la création du revenu minimum date de 1986, les expériences européennes en cours sont antérieures à la crise, la Belgique se situant à la charnière avec son « minime » créé en 1974.

Un édifice complexe

En fait, la France se situe dans la ligne de ce qui existe chez ses partenaires avec les risques de se heurter aux mêmes problèmes qu'eux, mais avec l'inconvénient supplémentaire d'avoir introduit un peu plus d'opacité dans un édifice social déjà plus complexe qu'ailleurs.

Sur le plan de la nature de la prestation, il s'agit ici aussi d'un minimum completif, et non pas substitutif : le revenu minimum d'insertion (RMI) n'entend pas remplacer les autres prestations sociales comme le proposent les partisans de l'allocation universelle ou de l'impôt négatif, mais seulement les compléter lorsqu'elles sont trop faibles ou inexistantes. Comme ailleurs, il s'inscrit dans la logique des régimes d'assistance et d'aide sociale et présente à peu près les mêmes caractéristiques.

Le RMI est de « type » universel, sans pour autant s'appliquer à toute la population puisque certaines personnes peuvent en être exclues, notamment les jeunes de moins de vingt-cinq ans. En Europe, la « barre » se situe plus

bas, à l'exception du Luxembourg, où elle est fixée à trente ans ; vingt et un ans en Belgique, dix-huit ans au Danemark, dix-huit ans désormais pour les jeunes chômeurs au Royaume-Uni... Il ne correspond pas véritablement à un droit à la solidarité puisque les organes gestionnaires ont un pouvoir d'appréciation non négligeable dans l'examen des contreparties au moment du renouvellement de la prestation.

Le principe du rejet ou de la réduction de la prestation pour motif de non-acceptation d'emplois offerts, d'absence de recherche d'emploi ou de défaillance dans le suivi de la formation proposée s'applique bien qu'à des degrés divers dans plusieurs pays (Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg) et constitue, dans certains cas, un moyen de maîtriser l'évolution financière du dispositif. On peut craindre une pareille évolution dans le cas français, dans la mesure où les dépenses à financer risquent de dépasser les prévisions.

Tel qu'il est conçu, le revenu minimum d'insertion se démarque de la formule néerlandaise, qui est de loin la plus généreuse, et du système britannique, qui se distingue par son rôle, devenu central, dans le système de protection sociale (plus de 4,5 millions de bénéficiaires de l'allocation complémentaire, soit 8 % de la population, sans parler des bénéficiaires du supplément familial). Il se rapproche du « minime » belge à la fois par le niveau de la prestation (ce qui est perdu au titre des allocations familiales qui s'ajoutent au minime en Belgique est en gros compensé par les possibilités de cumul partiel avec l'aide au logement en France) et par la fonction marginale qu'il doit jouer dans l'ensemble de la couverture sociale (3 % de la population totale concernés en France, 1 % environ en Belgique).

Quant à la portée et aux limites de la mise en œuvre, le RMI devrait rencontrer les mêmes problèmes que ceux observés à l'étranger, à savoir : un niveau trop modeste de la prestation,

dans le but notamment de maintenir un écart par rapport au SMIC : un exercice insuffisant du droit à la prestation de la part des bénéficiaires potentiels, lui-même dû au caractère rebutant des démarches à réaliser face à la lourdeur administrative du système social et à la difficulté de diffuser l'information auprès des plus démunis (30 % environ des allocataires potentiels restent en dehors du dispositif dans plusieurs pays) ; l'aspect trop exclusivement monétaire de la prestation et l'insuffisance des mesures d'accompagnement permettant d'assurer le suivi social et l'insertion professionnelle.

L'heure des urgences

Sans une politique active de l'emploi et de la formation capable de proposer des emplois à ceux qui sont professionnellement insérables, sans la mise en œuvre de moyens financiers importants, le revenu minimum d'insertion ne sera pas plus qu'une formule d'assistance améliorée. Il sera tout au plus un moyen de freiner ou de reculer l'évolution vers une société duale dans laquelle les plus démunis parmi les pauvres seront inexorablement exclus.

On peut déplorer qu'une fois de plus on ait privilégié la solution « bouche-trou », alors qu'une restructuration de l'ensemble du système de la protection sociale s'impose, d'une part pour en accroître la rationalité et l'efficacité à plus long terme ; d'autre part, pour en faciliter l'accès aux plus démunis à l'heure où les urgences sociales se manifestent. Pourquoi, par exemple, laisser subsister l'allocation de parent isolé, alors qu'elle a fait la preuve de son inefficacité au regard de l'insertion des personnes concernées ?

Pourquoi continuer à verser des allocations familiales à toutes les familles et ne pas les réserver aux ménages à revenus modestes ? Pourquoi ne pas supprimer l'allocation de solidarité spécifique, alors qu'elle fait désormais double emploi avec le revenu minimum ? Pourquoi ne pas affecter les fonds de l'action sociale des caisses prioritairement à la pauvreté, quitte à les financer totalement ou partiellement par l'impôt ?

(*) Maître de conférences à l'université Grenoble-II.

VOUS REVEZ DE TUNISIE ?

Ce beau livre est un très beau livre.
G. SALACHAS (Télérama)

Vous revivrez vos souvenirs dans Tunisie, ma mémoire d'enfant, un album de Joël Cuénot, qui se souvient de sa jeunesse dans un pays retrouvé après trente années d'absence.

Un album de la collection les sentiers imaginaires, en vente chez votre libraire. A défaut, téléphoner au (1) 45 07 18 11 (répondeur).

Les sentiers imaginaires, des livres inclassables.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoyer sur simple demande

orientations

SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

formez et recevez gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75008 PARIS (réponses par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle
Adresse

Code postal	Ville	Age
Niveau d'études actuel		
<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Économie Comptable	<input type="checkbox"/> Électromécanique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expression Visuelle	<input type="checkbox"/> Étienne Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées	<input type="checkbox"/> Expression Visuelle
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Comptable	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel	<input type="checkbox"/> Ingénieur-Regardant
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariats	<input type="checkbox"/> Ingénieur-Regardant	<input type="checkbox"/> Imprimerie
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Imprimerie	<input type="checkbox"/> Information
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Information	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Journalisme	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Logistique Production	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Organismes
<input type="checkbox"/> Cinéma	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Organismes	<input type="checkbox"/> Marche de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication	<input type="checkbox"/> Marche de l'Art	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Para-Médical	<input type="checkbox"/> Probabilité Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Probabilité Dentaire	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique	<input type="checkbox"/> Réseaux de Sécurité
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Réseaux de Sécurité	<input type="checkbox"/> Secrétariat Bureautique
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Secrétariat Bureautique	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Design Design Industriel	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques	<input type="checkbox"/> Taux de
<input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Taux de	<input type="checkbox"/> Système de Mode
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Système de Mode	
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po		

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Palais des Congrès - Paris - 31 janvier, 1-2-3 février



LA SEMAINE EUROPÉENNE DU MARKETING DIRECT 1989

CRÉE L'ÉVÉNEMENT

«Rencontrez les spécialistes et découvrez les nouvelles techniques du Marketing Direct»

Véritable locomotive du développement des entreprises, le Marketing Direct part à l'assaut des marchés européens. Conquête, fidélisation, réactivation de clients, création de trafic, optimisation des tournées des vendeurs, stimulation de la force de vente, action sur les prescripteurs... mais aussi télématique, vidéo, télévision, base de données, mailing, marketing téléphonique, couponing, cartes de fidélité, cartes d'achat, clubs, parrainage... les objectifs du Marketing Direct sont aussi divers

que ses formes. Accompagnant l'impressionnante percée du Marketing Direct, la 8^e Semaine Française du Marketing Direct devient, en 1989, la Semaine Européenne du Marketing Direct. Sur 5000 m² et 3 niveaux d'exposition du Palais des Congrès, plus de 280 exposants européens, représentant toute la profession, vous accueilleront. Plus de 15 conférences gratuites et 35 séminaires spécialisés vous permettront d'acquies les connaissances indispensables dans les domaines de votre activité.

Réservations instantanées
(1) 42.22.90.33

Quand les PDG font du "Direct" un objectif prioritaire, "L'Europe sans frontières, c'est pour demain. Alors comment profiter du marché unique pour développer votre entreprise à l'étranger ?"

LAUDE DE THUIN
Présidente du Groupe ADT

GROUPE
ADT
4, rue de Commaille
75007 Paris

هكذا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

FAUT-il rémunérer les comptes de chèques ? On aurait pu croire cette question indirectement écartée pour une période indéfinie après la peu reluisante querelle du mois de septembre dernier sur les cartes de crédit et la tarification des services bancaires, actuellement rendus gratuitement en France, dont, précisément les paiements par chèque.

Un des arguments sur lesquels butent les banques pour faire admettre la chè- que payant par le public est que celui-ci leur confie des dépôts gratuitement. Un avantage en valant bien un autre, à par- tir du moment où les banques se sont vu refuser par le ministre le droit de facturer librement leurs services, il semblait entendu que le statu quo allait se prolon- ger pour encore un certain temps. Or cela pourrait bien ne pas être le cas.

La doctrine des pouvoirs publics a beaucoup évolué depuis quelques mois. Les professionnels avaient déjà pu s'en apercevoir, et pour beaucoup d'entre eux s'en inquiéter, à l'occasion d'une convention organisée le 30 novembre dernier par l'Association française des banques (AFB) sur le thème « Les pers- pectives ouvertes par l'évolution du sys- tème de paiement français ». Les partici- pants parlaient, surtout technique, celle-ci étant en train, grâce aux progrès de l'électronique, de faire franchir une nouvelle et particulièrement spectaculaire étape dans la « dématérialisation » des moyens de paiement.

Cependant, après avoir lui-même lar- gement brodé sur ces changements accélérés, le sous-gouverneur de la Ban- que de France, Philippe Lagayette, profi- ta de l'optimisme général suscité par ces transformations (et les nouvelles possibilités de profit qu'elles offrent) pour remettre sur le tapis le dossier qu'on croyait provisoirement enterré. « Il est, à terme, souhaitable et inévitable que l'on substitue à [la] double interdic- tion une double liberté », déclara-t-il (le Monde du 2 décembre 1988). Ces propos n'étaient pas du goût de tous ses auditeurs.

Pour de nombreux banquiers, et notamment pour la plupart des diri- geants (pas tous, en effet) des grandes

Faut-il rémunérer les comptes de chèques ?

banques qu'on continue à appeler « de dépôt » (quoiqu'elles fassent bien d'autres choses), il est certes grand temps de lever l'interdiction de tarifier les chèques, mais ils considèrent que, contrairement à ce que s'imaginent un vain peuple, dont les préjugés semblaient ainsi recevoir une sorte de consécration officielle, cette liberté réclamée inces- samment n'en appelle pas une autre. L'interdiction de rémunérer les comptes à vue devrait être maintenue, car elle s'explique pour des raisons qui lui sont propres et qui tiendraient aux « spécifi- cités » du « système bancaire français », comme se plaît à dire l'AFB.

D'un avis contraire sont évidemment les établissements dits financiers ou spé- cialisés : ceux qui ne reçoivent pas et n'ont pas le droit de recevoir des dépôts à vue. Eux ne bénéficient d'aucune res- source gratuite. Ils sont de plus en plus enclins à dénoncer l'état de choses exis- tant parce que les banques classiques leur disputent désormais la clientèle sur le marché hautement lucratif du crédit personnel et du crédit à la consommation. Les conditions de la concurrence ne sont pas égales, disent les établisse- ments financiers spécialisés.

Ce qui a le plus contribué à l'assou- plissement de la position de la Banque de France (laquelle, toutefois, ne veut pas brusquer les choses) est que notre pays est de plus en plus isolé dans son interdiction. Depuis dix ans, les Etats- Unis ont dérogé à leur règle. L'Espagne l'a fait depuis avril 1987 : dans le climat actuel de la péninsule, cela s'est traduit par une compétition un peu folle entre les banques pour attirer les clients, mais ceux-ci se portent mieux et celle-là pas plus mal. C'est maintenant le tour de la Grande-Bretagne d'emprunter ce che- min. En Allemagne, les comptes à vue sont en général rémunérés, à des taux très faibles, de l'ordre de 0,5 %. Le car- tel bancaire germanique veille à ce que les choses se passent calmement : c'est du moins ce que l'on dit en France. On

ajoute que, chez nous, la prohibition n'a pas toujours été en vigueur. Elle n'a été introduite qu'à une époque relativement récente : en juin 1987.

A quoi les banques de dépôt répon- dent que dans aucun autre pays d'Europe l'épargne liquide ne trouve des placements plus rémunérateurs qu'en France. Cela est dû à l'essor sans égal qu'y connaissent SICAV et FCP (fonds communs de placement). Ce n'est pas sur la non-rémunération des comptes à vue, justifiée précédemment par l'excellence des débouchés alternatifs offerts à l'épargne liquide, que se jouera 1993.

Laissons là cette querelle : elle oppose des intérêts beaucoup plus que des thèses. Cependant, parmi les raisons avancées par les tenants du statu quo, il en est une qui a toutes les apparences d'un vrai argument, je veux dire, suscep- tible de tenir le coup quelles que soient les circonstances. Il consiste à dire ceci : puisque les comptes à vue mobilisables par chèques font partie de la masse monétaire dans sa définition la plus stricte (M1), on doit en tous points les assimiler aux billets de banque, avec les- quels ils sont amalgamés dans les statis- tiques. Or un billet de banque ne porte pas intérêt. Cela tient à sa nature de monnaie, c'est-à-dire d'instrument capa- ble, en vertu de son pouvoir libérateur, d'éteindre définitivement une dette sans en créer une autre immédiatement. Seule une créance est susceptible de rapporter un intérêt.

DISONS-LE tout de suite : si l'assi- milation dont il s'agit était légi- time, il faudrait y regarder à deux fois avant d'envisager de rémunérer les comptes de chèques. Reste à savoir si ces derniers, actifs liquides, s'il en est, peuvent être regardés comme l'équiva- lent de la liquidité absolue à quoi corres- pond la monnaie. A cette question, il convient, me semble-t-il, de répondre par la négative, et cela d'abord pour des motifs tirés de l'expérience (non de la théorie).

Comme l'ancienne lettre de change, le chèque, qui en dérive, sert à écono- miser l'usage de la monnaie par des trans- ferts de créances. Il est si vrai qu'un compte à vue est une créance sur une banque qu'on a dû se demander ce qui se passerait en cas de faillite. En l'espace de quarante ans, on a connu en France vingt et une défaillances de (petites) banques, dont neuf au cours des treize dernières années. La plus extraordinaire est que le dispositif de garantie, sur l'existence duquel le public semble bien n'avoir aucun doute — un sondage sur ce sujet serait sans doute très instructif, — est, en ce qui concerne les banques proprement dites, des plus minces. Sur quoi repose alors la confiance du public ? La réponse à cette question en dit elle-même très long sur les réalités du « système français » et sur le chemin qu'il lui reste à parcourir pour aboutir à un minimum de transparence et de cohérence. Voyons les choses de plus près.

Dans l'état actuel des choses, la garantie des dépôts bancaires n'est juri- diquement assurée que par des engage- ments de solidarité conclus entre les membres de l'AFB. Chacun d'eux consent par avance qu'un certain droit de tirage puisse s'exercer contre lui pour le cas où il faudrait procéder aux rem- boursements des fonds déposés dans une banque adhérente tombée en régle- ment judiciaire.

Encore la garantie par déposant est- elle limitée à 400 000 francs tandis que le total des sinistres est plafonné à 200 millions de francs par an. Même si, sous certaines conditions, le montant annuel de la prise en charge peut être quintuplé, la proportion par rapport au total des dépôts bancaires (500 milliards pour les seuls dépôts à vue) est extrê- mement faible. 1 milliard de dépôts (200 multiplié par 5), c'était le seuil à partir duquel, en 1982, tombait le couperet de la nationalisation, un montant corres- pondant à un établissement très moyen.

UNE étude consacrée à ce dispositif et publiée par la faculté de droit de Lausanne en 1985 sous la signature de Michel Vasseur nous dit bien que « les critères de rembourse- ment des déposants sont définis avec précision ». Il n'empêche, et c'est un trait extrêmement regrettable du « sys- tème français », que l'accord de solida- rité passé au sein de l'AFB n'est pas rendu public. Les déposants en ignorent donc la teneur (tous, dans le passé, n'ont du reste pas été remboursés, parmi les plus gros).

Notons aussi que la garantie n'entre en jeu qu'après le jugement constatant la défaillance de la banque, et non pas dès le moment de la fermeture des guichets. Enfin, et peut-être surtout, il s'agit d'un financement au coup par coup. Aucun fonds de garantie alimenté par des cotisations régulières n'est constitué. Autant dire, au vu de cette absence et de la modicité des appels de fonds convenus, que rien n'a été prévu pour l'hypothèse d'une crise bancaire, même confinée à une seule ville moyenne.

Il est vrai que l'article 52 de la loi bancaire du 24 janvier 1984 semble avoir amélioré les choses. Elle envisage la possibilité, sur l'initiative du gouver- neur de la Banque de France, « d'un concours de l'ensemble des établisse- ments de crédit » en faveur de « la pro- tection des intérêts des déposants et des tiers ». L'ironie du sort aura voulu que cette disposition ait été pour la première fois mise en œuvre pour venir au secours des correspondants étrangers de la banque Al Saoudi, dont la plupart, étant donné leurs relations d'affaires étroites avec cet établissement, avaient normalement dû supporter le risque ex- trême.

L'épisode force le trait, jusqu'à la caricature, du « système français ». S'il inspire un sentiment de grande sécurité aux déposants, c'est parce que ces der- niers, inconsciemment ou consciem- ment, comptent en toutes circonstances sur le secours — discrétionnaire — des « autorités de tutelle ».

BIBLIOGRAPHIE

« Bernard Lambert - trente ans de combat paysan »

Un syndicalisme de personnes

RETRACER l'histoire d'un mili- tant syndical, en dessiner le portrait, chercher à compren- dre ce qui le fit courir présente aujourd'hui une utilité certaine. Puisqu'on s'interroge sur la désyndi- calisation, sur le renouveau possible des structures et des actions, il n'est pas mauvais de questionner le passé. Le livre *Bernard Lambert - trente ans de combat paysan* (1) a cette vertu. Mais ce portrait, c'est aussi l'histoire de l'agriculture des trente dernières années, d'autant plus passionnante qu'elle dévoile l'envers du décor officiel.

A homme exceptionnel, formule exceptionnelle : la vie de Bernard Lambert est ici racontée par ses pro- pres, et sa femme, Yves Chavagne, journaliste, tient pour eux la plume, une plume alerte, sans citations excessives, sans le ton respectueux que l'on redoute dans ce centre d'exercice. Le témoignage fait mou- che.

Loin des facilités de l'hagiogra- phie, les défauts mêmes du « grand homme », mort dans un accident de la route le 24 juin 1984, à cinquante- trois ans, sont analysés, le plus sou- vent justifiés aussi avec humour et tendresse. Ainsi l'inimitable façon qu'avait Bernard Lambert d'empor- ter seul une adhésion... démocratique. De même les difficultés fami- liales, rarement absentes chez ceux qui sont souvent absents, sont évo- quées avec pudeur.

Précurseur, Bernard Lambert le fut, lorsque député météore, le plus jeune à quelques mois près en novembre 1958, il proposa l'autodé- termination des habitants de l'Algé- rie. C'était le 9 juin 1959 et il ne put terminer son discours devant l'Assemblée... Précurseur il l'était quand, dès les années de formation, au sein de la Jeunesse agricole catholique (JAC), il insistait sur l'information, celle de la base pay- sanne, celle des journalistes, celle des autres catégories profes- sionnelles.

Sortir l'agriculture de son corpo- ratisme ; faire alliance avec les ouvriers et les étudiants, que ce soit en mai 68 à Nantes, sur le Larzac, avec les Lip ; contester la dérive capitaliste de la coopération et du mutualisme ; autant de combats qui restent d'actualité. Sur le statut pay- san, sur la question foncière, sur la politique agricole commune et son cortège d'absurdités (comme la pou- dre de lait reconstituée pour nour- rir... les veaux), jusqu'à l'analyse du

productivisme et de ses méfaits, il aura réfléchi, travaillé, proposé.

Ces parcours, Bernard Lambert les a découverts successivement. S'il était cohérent, le chemin n'était pas tracé d'avance, d'où d'inévitables contradictions. Il fut aussi souvent seul, devant les autres, ou plutôt un coup devant, un coup dans la cou- lisse. Figure de proue des paysans- travailleurs, après l'avoir été à la JAC, au CNJA, puis à la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest, il dut convain- cre son extrême gauche pour recon- struire l'unité de la gauche paysanne.

Photo étonnante que celle du bureau national de la JAC en 1957.

Autour de Bernard Lambert on voit notamment Michel Debatisse, Ray- mond Lacombe, Lucien Douroux qui eux ont pris le chemin des ins- titutions. Dès cette époque, Bernard Lambert plaçait pour un syndica- lisme de personnes, par opposition aux groupes et aux produits. C'est cette conception du syndicalisme qui l'amènera à se dévouer dans une succession de luttes pour la défense de cas individuels, dans l'analyse desquels il puisait cepen- dant les outils de la théorisation.

JACQUES GRALL

(1) Editions La Digitale (Baye, 29130 Quimper), 284 pages, 120 F. Préface de Bernard Thérèse.

« Accélérez votre carrière dans la distribution et le marketing »*

* Nombreuses pages d'offres d'emploi



Cash

MARKETING

Le nouveau journal d'actualités de la distribution

Chaque vendredi, 9 F chez votre marchand de journaux

ABONNEZ-VOUS
au tarif de lancement 195 F (un an, 43 numéros)
et 100 pages de suppléments

☐ OUI, je m'abonne à CASH MARKETING au prix de 195 F. Je reçois donc les 43 numéros de Cash Marketing, le magazine, l'annuaire, et la réception de votre facture.

Nom, prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Société (éventuellement) : _____

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1989
Déchirez à la base et renvoyez le sous enveloppe affranchie à :
CASH MARKETING, Service abonnements, 55, rue d'Amsterdam, 75008 Paris

OFFICE DE PROMOTION DE L'ÉDITION FRANÇAISE
Présence de l'édition française - stands français -
FOIRES INTERNATIONALES DU LIVRE / JANV. - MARS 89 :
Le Caire (24-26 janv.), Antananarivo (19-20 mars), Mexico (4-12 mars),Lima (10-12 mars), Jérusalem (12-13 mars).
OPEF, 35, rue Gregoire de Tours, 75006 Paris (43-26-61-66).

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

CESMA

Centre d'études supérieures du management

Une Formation Complémentaire au management de haut niveau en 10 mois
pour cadres et étudiants diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et d'Universités françaises et étrangères.

- Une sélection rigoureuse fondée sur les qualités intellectuelles et humaines de candidats d'origines culturelles et professionnelles diversifiées.
- Une formation intensive au management de 3^e cycle, dispensée par un corps professoral de haut niveau, alliant excellence académique et expertise professionnelle.
- Un accès privilégié à des fonctions de direction dans des entreprises convalescentes que la richesse d'une double formation acquise dans une perspective internationale, est un atout majeur pour leur dévelop- pement.

Information et dossier de candidature auprès de :
CESMA INFORMATION - BP 174
69132 COLLIERE CEDEX / FRANCE
Tél. 72 20 25 25

Groupe ESC Lyon
Lyon Group, 10, rue de la République, 69622 Villeurbanne

DISTRIBUTION DE LOGICIELS SUR GRANDS SYSTEMES IBM

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

SOLVING *International*

recherche

Consultants de Haut Niveau

Voici pourquoi notre société est susceptible de vous intéresser :

■ Notre activité de conseil est fondée sur la **PERFORMANCE** stratégique et opérationnelle avec, au premier chef, une éthique de résultats significatifs.

SOLVING intervient dans l'élaboration et la mise en place de stratégies de développement et d'organisation.

SOLVING est au service de grandes entreprises en Europe et aux États-Unis souvent leaders dans leur secteur.

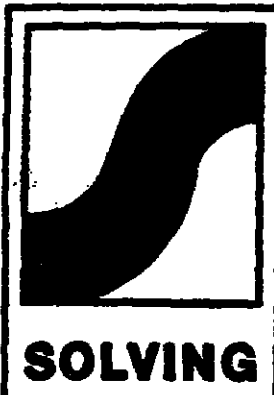
SOLVING est une société internationale dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

SOLVING s'attache à être constamment à la pointe des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management.

■ Pour accompagner notre croissance, nous cherchons actuellement à intégrer dans nos équipes des **CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU** : Ingénieurs, HEC, MBA, MS, Ph.D... ayant une première expérience professionnelle réussie et réunissant à un niveau exceptionnel les qualités suivantes :

- intelligence de la vie des affaires,
- largeur de vues et créativité,
- esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,
- forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.

■ Nous recherchons également des candidats parfaitement bilingues, français, américain, italien, espagnol, allemand, néerlandais...



■ Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Solving International
2, avenue de Messine - 75008 PARIS.

PARIS - LONDRES - NEW YORK
BOSTON - COLOGNE - BARCELONE

International

**DISTRIBUTION
DE
LOGICIELS
SUR
GRANDS
SYSTEMES
IBM**

Filière d'un groupe américain, notre société distribue des logiciels conçus pour améliorer les conditions d'exploitation sur grands systèmes IBM. Après 9 ans d'existence en France, nous atteignons 40 millions de CA en 1988 et un taux moyen de croissance de 40 % par an. Nous recherchons notre

DIRECTEUR GENERAL

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis, à 35/45 ans, une solide expérience de la vente et du service en environnement IBM grands systèmes.

Manager dans l'âme, vous maîtrisez les problèmes liés aux structures en forte croissance.

Directement rattaché à notre Direction Internationale, vous disposerez d'une large autonomie et vous prendrez sous votre responsabilité les Divisions Commerciales, Technique et Administrative. Votre challenge sera de développer encore notre taux de croissance ainsi que de nouvelles activités, dans le conseil notamment. L'anglais courant est indispensable. Le poste sera basé à Neuilly-sur-Seine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 45388/LM à Média System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

Jeune directeur usine

Annecy (Haute-Savoie)

Dans le domaine des biens d'équipements mécaniques, notre groupe (CA 400 millions - 60 % export) est remarqué par ses performances, sa croissance et sa rentabilité. Nous recherchons un jeune Directeur pour une unité industrielle autonome et récente, qui développe et fabrique un matériel breveté dans le monde entier.

Diriger cette usine (70 personnes actuellement), en accroître les capacités et les performances tout en participant au développement de nouveaux produits, ce sera votre challenge avec l'appui de la Direction Industrielle du groupe, dans un climat social positif.

Ingénieur mécanicien, vous avez une expérience de 7 à 10 ans diversifiée et concluante en bureau d'études, industrialisation, organisation industrielle... et production, dans les biens d'équipements mécaniques moyennes séries. Entreprenant et rigoureux, ouvert et novateur, votre capacité d'évolution est à la hauteur des objectifs élevés que nous avons pour cette activité. Alors écrivez vite sous réf. 522.01 M aux Conseils en Recrutement Associés - 1 avenue Georges Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon Cedex 03.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



مكتبة من الامم

هكذا من الأصل

22 Le Monde • Mardi 24 janvier 1989 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F+.

DIRECTEUR DE DIVISION

500.000 F

Mesure et instrumentation - Ce groupe français de dimension internationale qui réalise 50% de son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche le directeur de sa division mesure et instrumentation. Placé sous l'autorité du directeur général du groupe, il aura pour mission de définir la politique de développement et d'internationalisation des 5 sociétés composant la division (550 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires) et de la mettre en œuvre. Basé à Paris ou à Rennes, ce poste s'adresse à un cadre de la C.I.E.E. âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment le français et l'anglais. Il doit

nécessairement justifier avoir exercé des responsabilités de management (direction commerciale ou générale) dans une société fabriquant et commercialisant en France et à l'export des produits à caractère technique destinés à l'industrie (composants, équipements légers...). Fonction des compétences présentées la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 500.000 francs + volume de fonction. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9481M - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Mini-tel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Notre société conçoit et intègre des systèmes de gestion de documents sur disque optique numérique pour les grandes entreprises.

Son développement rapide (150 clients prestigieux en 3 ans) nous amène à recruter un

Directeur général

dont la mission sera de gérer notre croissance en Europe francophone et d'organiser notre implantation dans plusieurs autres pays d'Europe. Pour ce poste de très haut niveau, basé à PARIS, nous recherchons un candidat de grande valeur dont la formation initiale nécessairement une école de tout premier plan : X, ECP, HEC... n'aura constitué qu'une étape dans la connaissance des métiers de l'ingénierie informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8006 AM à notre conseil : CREFORM - 7, rue Louis David 75116 PARIS.

Pont Curvis

VENEZ DIRIGER Une entreprise... Demain plusieurs

(Ponts, ECP, ESE, ESTP...)

Notre groupe (8 000 pers.) intervient dans les Travaux Industriels, l'Électricité, les Automatismes et les Techniques de Peinture. Il appartient à l'un des tous premiers ensembles privés français.

Notre philosophie de management repose sur une très forte décentralisation : nos besoins en cadres dirigeants sont donc importants.

Le patron d'une dizaine d'agences et filiales (40 ans) est appelé à évoluer sous moins de deux ans. Afin de préparer sa succession, il confiera d'abord la Direction de la principale unité à un ingénieur à haut potentiel.

A environ 38 ans, (± 5 ans), celui-ci dispose de réelles qualités d'entrepreneur et de meneur d'hommes. Il a pu acquérir son expérience dans un domaine d'activité proche de l'un des nôtres ou plus généralement dans le secteur des services (ingénierie, BTP, second œuvre, travaux industriels...).

La rémunération de départ (à négocier) comprendra une part attractive d'intéressement. Le poste est à pourvoir dans une métropole régionale située à 100 km de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. 1414 LT à notre conseil PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui dans un premier temps nous permettra de communiquer confidentiellement.

PLEIN CADRE

Accroître la productivité

Pour une des premières sociétés françaises de location dans le secteur textile, participer à la définition de la politique générale, assurer le développement de 3 unités régionales dans le souci permanent de rentabilité, telle est la mission du

Directeur Général Région Sud

500 KF

Membre du Comité de Direction, il anime sa région comme un centre de profits : définition et mise en œuvre de l'action commerciale, optimisation des processus de fabrication, gestion administrative et financière.

Au siège, il est responsable des fonctions achats, technique, finance. Agé de 30/35 ans, ingénieur, il est sensibilisé aux gains de productivité. A l'aise sur le terrain, il sait aussi négocier, gérer, animer. Ce poste, évolutif en fonction de la croissance de l'entreprise, est basé dans les Deux Sèvres.

Ecrivez sous référence 809 260/ML. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KREF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

DIRECTEUR DU MARKETING ET DES ÉTUDES

PERSPECTIVES : BRAS DROIT DU PRÉSIDENT, D.G. ÉVENTUEL, VOIRE ASSOCIÉ.

Groupe parisien de réputation internationale, en expansion rapide, spécialisé notamment dans l'ANALYSE PROSPECTIVE DE SOCIÉTÉS COTÉES, recherche entrepreneur créatif pour :

- diriger et appuyer analystes suivant planning strict ;
- participer aux interviews à haut niveau des sociétés étudiées ;
- mise au point final et diffusion des études destinées à de grands institutionnels français et étrangers ;
- relayer le président pour des démarches marketing France, Europe, U.S.A. et éventuellement, Japon.

REQUIS :

- excellente maîtrise de la comptabilité, intuition économique et boursière (française), pratique des interviews à haut niveau, de l'anglais, du travail en équipe ;
- aptitude à l'administration interne et surtout à la vente de services financiers, au plan mondial, à des institutions sophistiquées.

Intéressement dès la première année à l'accroissement des bénéfices, résultat de ses efforts.

Age et nationalité indifférents.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé, références et dernière rémunération.

Ecrire sous le n° 8116,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde

ES RENDEZ-VOUS EMPLOI
tous les mercredis dans
Emplois
Cadres

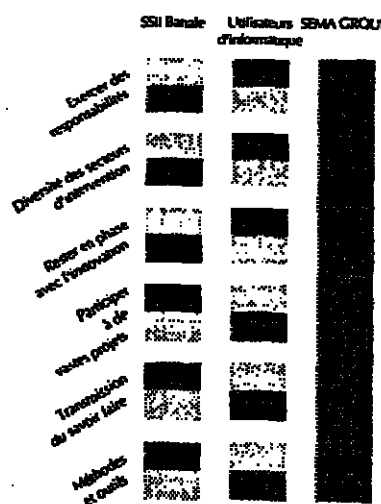
toutes les offres d'emploi de la semaine
vendu en kiosque 10 F

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

Le Monde OPÉRATION SPÉCIALE

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Carrières dans l'informatique bancaire faites le plein...



SEMA GROUP est, de longue date, un partenaire privilégié pour les professionnels de la Banque et des Marchés Financiers. Les mutations et les transformations du monde bancaire en font un domaine pilote qui préfigure ce que seront les interventions futures dans les autres secteurs de l'économie. Nos équipes conçoivent et réalisent des projets dans les domaines suivants : Monétique, Gestion des crédits, Marchés des capitaux, Trésorerie internationale... ou des projets couvrant l'ensemble des systèmes centralisés d'information.

Chefs de projet, jeunes ingénieurs grande école, concepteurs / réalisateurs, venez accroître et mettre en valeur votre savoir-faire dans le secteur de l'informatique bancaire. Pour gagner le challenge de 1993, soyez, dès aujourd'hui, au cœur des systèmes d'information de demain.

SEMA GROUP, qui réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne... est aujourd'hui le premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Pour prendre contact, merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. LM/14, à Elisabeth PICARD, SEMA GROUP, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE Cédex.

SEMA GROUP

OPÉRATION SPÉCIALE

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

JEUNE RESPONSABLE
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Produits financiers

Provence - Ce GIE autonome (plus de 200 personnes) intervient comme prestataire de services en matière de gestion de produits financiers (valeurs mobilières, SICAV, ECF, assurances...) pour le compte de 24 caisses régionales représentant environ 1.300 agences. Le responsable recherché participe à la définition et à l'adaptation des offres destinées aux caisses. Il assure la promotion, l'information et la formation, opérations-tests... Enfin, à leur demande, il apporte aux caisses régionales l'assistance technico-commerciale dont elles ont besoin pour

assurer le développement des produits financiers tant auprès de leur réseau que de leur clientèle. Ce poste concerne un candidat âgé de 25 ans au moins, de formation supérieure (école de commerce, DESS, banque...) possédant idéalement une première expérience commerciale (vente, animation, formation...) et une bonne connaissance des produits financiers. Ecrire en précisant la référence A/3114M à JC GERARD - PA - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.14 code PA)

CREDIT AGRICOLE

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES
Creating Business AdvantageCHARGE DE CLIENTELE
FINANCEMENT ENTREPRISES

Amiens - Une institution financière performante recherche, dans le cadre de son développement, un chargé de clientèle. Il aura pour mission de prendre en charge et d'accroître un portefeuille de clients en leur proposant la gamme complète des produits de financement (LMBO, prises de participation, crédit-bail immobilier, prêts, LT...). L'action commerciale concerne le département de l'Oise. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 25 ans minimum,

diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences éco., ...) ayant une première expérience du financement aux entreprises acquise en tant qu'exploitant bancaire, ou dans une direction financière d'entreprise. La rémunération motivante sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9461M - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

JEUNE CHARGE D'AFFAIRES

Midi-Pyrénées

La Caisse Régionale de Crédit-Agricole du Tarn occupe une place privilégiée au sein de l'économie régionale. Pour conforter cette position, elle recherche un jeune chargé d'affaires. Intégré au département entreprise du siège, il assurera le suivi et le développement d'un portefeuille de PME-PMI ayant un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs. Interlocuteur privilégié de cette clientèle, il saura appréhender, comprendre et résoudre les besoins qu'elle lui soumettra. De plus, il exercera une mis-

sion fonctionnelle d'analyste financier auprès des agences du réseau qui conservent la gestion des entreprises de moindre importance. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences Eco...) qui bénéficie d'une expérience d'environ 5 ans dans la gestion d'un portefeuille d'entreprises. Pour ce poste, basé à Albi, écrire à J. DEVY en précisant la référence A/T7281M - PA - 2 Bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)

CREDIT AGRICOLE

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES
Creating Business AdvantageJeunes diplômés
grandes écoles

Ce que nous sommes : Ce que vous serez :

- Une banque d'affaires en expansion spécialisée en ingénierie financière, opérations de trésorerie et montages bancaires sophistiqués.
- Une présence significative nationale et internationale en relation avec une clientèle de grandes entreprises et d'institutionnels de haut niveau.
- Une entreprise à taille humaine spécialisée dans la réalisation d'opérations complexes à haute technicité et détenant des participations diversifiées dans l'industrie, les services et la finance.
- Un ensemble de métiers à forte valeur ajoutée en innovation continue.
- Trader en options de change.
- Responsable commercial en produits de trésorerie.
- Analyste financier.
- Analyste en montages bancaires internationaux.
- Gestionnaire obligataire.
- Spécialiste en micro-informatique-trésorerie.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite et CV à BUE, Direction des Ressources Humaines, Réf. JD, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

BANQUE REGIONALE

Région ouest - Membre d'un des premiers groupes bancaires français, cette banque régionale (grande ville de l'ouest) renforce ses structures et propose à deux cadres de prendre des responsabilités importantes pour son développement.

EXPLOITATION
DIRECTEUR DE SECTEUR

300.000 francs + - Dépendant de la direction de l'exploitation et responsable d'un groupe d'agences (8 - 10 agences ou bureaux et un cinquantaine de collaborateurs), il aura un rôle essentiel d'encadrement et de motivation sur le terrain. Il établira personnellement des relations avec une clientèle d'entreprises de bon standing. Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au

moins 35 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent) ayant acquis une excellente maîtrise de l'exploitation (en particulier PME/PMI) et possédant de grandes qualités d'animateur. Basé dans une grande ville de l'ouest, ce poste peut offrir de bonnes perspectives d'évolution. Réf. A/2032M.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
ADJOINT

250.000 francs + - Collaborateur direct du directeur des ressources humaines et bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable du développement des ressources humaines (recrutement, formation, gestion prévisionnelle et préventive de l'emploi, communication interne). Capable d'analyser les performances, de détecter les potentiels, il sera une véritable force de pro-

position et d'anticipation, aidé par son sens de l'observation du climat social et par son attention aux aspirations individuelles. De formation supérieure (ingénieur, ESC, sciences humaines...) âgé d'au moins 32 ans, imaginatif, "communicant", il connaît le secteur tertiaire et maîtrise l'outil micro-informatique. Réf. A/2033M.

Pour ces deux postes, écrire à J. MOUNIER, en précisant la référence du poste choisi - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Crédit National

recherche

Contrôleur de Gestion

Au sein d'une équipe dynamique, il participera à l'ensemble des travaux : prévisions de résultats, simulations à moyen terme, développement des systèmes de comptabilité analytique et d'informations de gestion.

Il devra posséder :

- une formation d'ingénieur - avec un complément en gestion - ou un diplôme de grande école commerciale,
- 2 à 4 années d'activité professionnelle.

Une expérience du contrôle de gestion ou des opérations de banque ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique seraient appréciées.

Il est prévu une rémunération compétitive et des possibilités d'évolution professionnelle au sein du groupe.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au Crédit National - Service du Personnel et des Relations Sociales - 45 rue Saint-Dominique, 75001 PARIS.

Banque : Spécialistes Crédits Promoteurs !...
Développons cette nouvelle activité au sein du Groupe !

Agé de 28 à 35 ans, vous êtes un spécialiste du crédit promoteur, c'est-à-dire du crédit de trésorerie afférent aux opérations d'aménagement et de construction ; Rejoignez notre Département Immobilier en qualité de gestionnaire des

Crédits Promoteurs

Avec le Responsable du Département, vous monterez complètement les dossiers et en assurerez directement la gestion informatisée. Au-delà de votre technicité, vous jouerez un rôle de coordination vis à vis de notre clientèle en liaison avec un ensemble de quinze banques importantes affiliées à un réseau national à la notoriété et à l'image de marque enviables. Une activité où la technicité n'est qu'une condition nécessaire... mais non suffisante !

Parlons-en ! Poste à Paris. A bientôt !

Merci de nous adresser votre résumé de carrière, sous la référence N/CP/LM, à notre Conseil René DAGIRAL.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

مكتبة الادب

هكذا من الأصل

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Ingénieurs en organisation dépasser l'horizon 1992

L'UCB, leader des établissements privés spécialisés dans le financement immobilier, doit sa progression régulière de 30% par an, à sa capacité de remise en cause permanente de ses structures et de ses produits. Dès aujourd'hui, l'UCB s'ouvre sur l'Europe avec des objectifs ambitieux. Vous êtes ingénieur, de formation (Centrale, Mines...), vous avez si possible une première expérience de 3 ou 4 ans en organisation. Venez avec nous préparer l'échéance de 1992. En prise directe avec la Direction Générale, vous définirez vos missions, trouverez des solutions novatrices, mettant en œuvre toutes les techniques de pointe ; vous saurez apprécier la réussite de leur mise en place. Des missions d'audit et

d'expertise pourront, par ailleurs, vous être confiées. Vos qualités relationnelles, votre sens de la communication, vos capacités d'analyse et de synthèse, vous aideront à faire passer vos idées, à mener plus vite à bien vos chantiers. Votre position stratégique à l'UCB vous permettra ensuite de prendre des responsabilités élargies en France comme à l'étranger. Pour un premier contact, merci d'adresser lettre + CV, photo et préférences sous référence 310 à Sylvie Aguer. Recrutement des Cadres - 5 avenue Kléber - 75116 Paris.



groupe compagnie bancaire

BANQUE PRIVEE... CLIENTELE HAUT DE GAMME !

N'est-ce pas aujourd'hui ce que vous cherchez pour donner un nouvel essor à votre carrière ? Après des études supérieures, 3 années passées dans un établissement bancaire vous ont donné une bonne perception du milieu et vous ont permis d'acquérir de solides connaissances théoriques et pratiques de l'exploitation de la clientèle de particuliers. Mais vous souhaitez autre chose... !

Nous vous proposons de venir nous rejoindre en tant que cadre

EXPLOITANT

pour développer notre fonds de commerce, composé d'une clientèle de haut niveau exigeant un service de qualité. Nous sommes une banque privée, filiale d'un grand groupe français. Notre positionnement, nos méthodes de vente et une approche très personnalisée de notre clientèle nous permettant de connaître une forte croissance. Vous voulez accompagner notre développement en développant votre propre carrière ? Prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE à qui nous avons confié cette recherche en lui envoyant votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence BEXALM, il vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Si vous recherchez :
La PUISSANCE : McDonnell Douglas Corporation est un grand groupe de haute technologie, représentant dans le monde plus de 112.000 personnes et 13 milliards de \$ de chiffre d'affaires, dans l'aéronautique civile et militaire, l'espace et l'informatique.
La CONQUÊTE : Proposer des systèmes d'informations spécialisés, efficaces et rentables, c'est notre stratégie. Nous sommes concepteurs, créateurs industriels et assembleurs. Nous repoussons les frontières entre les industries des ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.
L'AMBITION : Dans le monde, nous réalisons plus d'1,3 milliard de \$ de chiffre d'affaires avec plus de 12.000 personnes. En France, nous avons décidé d'être l'un des plus grands fournisseurs de systèmes d'information dans les domaines de la Finance, de la Communication et de la Production.
L'AVENTURE : Nous participons activement à cette aventure, dans l'univers informatique, celle des systèmes d'information. Rejoignez notre trajectoire.

MCDONNELL DOUGLAS PROFESSIONNELS DE LA FINANCE

Pour développer nos équipes dans le domaine de la FINANCE, nous recherchons des PROFESSIONNELS en GESTION DE PORTEFEUILLES, OPERATIONS DE MARCHE, OPERATIONS DE CREDIT qui occuperont les fonctions suivantes :

- CONSEIL
- ETUDES
- COMMERCIAL
- MARKETING

Si participer à notre expansion vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo, s/réf. : FI. MCDONNELL DOUGLAS - Direction des Ressources Humaines 106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cédex.

MCDONNELL DOUGLAS

Jeunes diplômés

Passez à l'action sur les marchés financiers et monétaires !

De formation supérieure commerciale ou scientifique, possédant une première expérience, l'univers des marchés financiers et monétaires vous passionne. Vous êtes un homme d'action, responsable, à l'esprit vif, ayant le goût des chiffres sachant allier finesse à méthode afin d'opter très vite pour les meilleures décisions. Vous intervenirez sur les différents compartiments des marchés inter-bancaires (marché monétaire, titres de créances négociables, swaps et options) et obligataires.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, vous êtes prêt à rejoindre la DIRECTION FINANCIERE de notre groupe d'établissements financiers (total des bilans supérieur à 30 milliards de F), en tant qu'OPÉRATEUR DE LA SALLE DES MARCHES. Vos qualités personnelles, méthode, rigueur, facultés à communiquer, sont autant d'atouts qui favoriseront votre évolution.

Poste basé en proche banlieue Est de PARIS à 5mn du RER.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, prétentions (Réf. 46050) à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

UN METIER PASSIONNANT

AUDIT

Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce (SUP. DE CO, EDHEC...) ou d'un diplôme universitaire (maîtrise Sciences Eco, gestion...), vous êtes rigoureux et doté d'un excellent sens de l'analyse. Vous avez, de plus, de bonnes connaissances en micro-informatique. Vous êtes disponible et possédez un tempérament battant : vous avez tout pour réussir.

Nous sommes trois importants établissements financiers, spécialisés dans le crédit et filiales d'une grande banque, et nous nous développons très vite. Dans le cadre de cette expansion, nous renforçons notre service et recherchons un AUDIT.

Après avoir suivi une formation

adaptée, vous effectuerez l'audit et le contrôle des procédures de l'ensemble de nos agences.

Votre ambition : pratiquer un métier varié, passionnant et évolutif. Alors, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Précisez la réf. 911).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 911/LM, à ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

COMPTABILITE INTERNATIONALE

Responsable contrôles siège

En qualité de responsable :
■ vous animerez et coordonnerez les activités de 7 personnes : contrôles de la comptabilité dévises de la CNCA Paris
■ vous fournirez les informations fiscales nécessaires à l'établissement de l'IS
■ vous justifierez auprès des auditeurs internes et externes la comptabilisation des opérations

Agé(e) de 28-30 ans, de formation supérieure + DECS avec une expérience de la comptabilité dévises, vous souhaitez rejoindre un Groupe de dimension et de renommée internationales : nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé, prétentions) sous réf. FR/O1.02 à CNCA Direction des Ressources Humaines 75710 PARIS 15 BONVIN

BANQUE ENTREPRISES

Dans le cadre de son implantation sur la Région Parisienne, la Filiale Bancaire d'un important Groupe Financier Régional recherche un

ATTACHE DE DIRECTION

Aux côtés du Responsable de la Délégation, sa mission sera de développer et d'entretenir un Portefeuille d'Entreprises de haute qualité dont il aura la responsabilité. Orienté sur des produits de placements, de crédits, de services, classiques ou novateurs, ce poste requiert un excellent sens du contact et du risque.

Il conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur justifiant, au travers d'une première expérience professionnelle de 5 ans, d'une réussite certaine dans l'exercice d'une fonction similaire.

Adressez votre candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) à : CPA 34-38 rue Camille Pellan 92300 Levallois-Perret qu'il transmettra sous réf. 2131 (bien précisée sur l'enveloppe).

OPÉRATION SPÉCIALE

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

BANQUE
HERVET

Exploitant PME/PMI

La BANQUE HERVET souhaite vous confier la gestion et le développement d'une clientèle sélectionnée de PME/PMI.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4, ITB), 4 ans d'expérience bancaire dont 2 au moins dans la fonction vous permettront de mettre à profit : qualités commerciales, sens du risque et esprit d'initiative.

Intégré au sein de petites équipes responsables et dynamiques, vous bénéficierez des conseils et savoir-faire des départements spécialisés du siège : établissement à taille résolument humaine, la BANQUE HERVET offre les moyens d'une grande banque.

Un métier passionnant où rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous rélm06CE.

Ingénieur
en organisation

Au sein de notre Département Organisation, vous participerez à la mise en œuvre de la stratégie d'organisation de notre plan de développement. Vous concevrez, mettez en place et faites évoluer les systèmes organisationnels des différentes activités de la banque.

Vous alliez à votre sens naturel de la rigueur, celui de la novation et d'une communication aisée.
Après une grande école et une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet Conseil ou dans le département

organisation d'un établissement financier, vous souhaitez rejoindre une grande banque d'affaires développant les technologies bancaires, financières et monétaires les plus sophistiquées.

Un univers d'opportunités et riche en compétences pour évoluer.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. IO/M, BUE, Direction des Ressources Humaines, 4 rue Gailon, 75107 Paris Cedex 02.



BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Directeurs d'agence, Seconds d'agence,
Responsables de portefeuille, Opérateurs de marché,
Gestionnaires de patrimoine, Rédacteurs de crédits, Organisateur.

Faire progresser sa carrière, c'est important, c'est engager son parcours professionnel sur un tremplin qui prépare à plusieurs possibilités d'évolution. Aux Banques Populaires, 5^{ème} groupe bancaire français, 1850 Agences, le Réseau est un tremplin. Le Réseau permet de vivre le métier de Banquier, de connaître les clients et d'acquiescer le sens du service commercial indispensable à notre développement. Aux Banques Populaires, le Réseau est riche, autonome, il permet à chacun d'exprimer ses compétences, il permet aussi grâce à un investissement-formation important de prendre de plus en plus de responsabilités.

Encadrement réseau

Directeurs d'agence

Véritable patron de l'une de nos agences, vous mobilisez vos équipes vers un objectif de développement et de rentabilité de votre structure. Votre expérience (5 ans) et votre formation supérieure confirment votre sens des responsabilités et votre dynamisme commercial. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS réf. ANG/DA BP RENNES réf. REN/DA
BP DIJON réf. DIJ/DA BP ST-DENIS réf. STD/DA
BP LILLE réf. LIL/DA BP ST-ETIENNE réf. STE/DA
BP LYON réf. LYO/DA BP TOULOUSE réf. TOU/DA
BP MARSEILLE réf. MAR/DA BP TROYES réf. TRO/DA
BP NICE réf. NIC/DA BP VERSAILLES réf. VER/DA

Seconds d'agence

Aujourd'hui gestionnaire de portefeuille ou responsable de bureau, votre expérience et votre formation vous permettent de prendre le poste de second d'agence. Vous élargissez ainsi votre mission vers l'encadrement d'équipes et la gestion commerciale tout en conservant la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises.

Vos perspectives de carrière :
BP ANGERS réf. ANG/SA BP NANTES réf. NAN/SA
BP DIJON réf. DIJ/SA BP NICE réf. NIC/SA
BP LILLE réf. LIL/SA BP RENNES réf. REN/SA
BP LYON réf. LYO/SA BP ST-ETIENNE réf. STE/SA
BP MARSEILLE réf. MAR/SA BP TOULOUSE réf. TOU/SA
BP MONTROUGE réf. MOR/SA BP VERSAILLES réf. VER/SA

Siège

Rédacteurs de crédits

Très à l'aise en analyse financière, vous êtes responsable de dossiers de crédits entreprises. Votre fonction consiste à étudier la faisabilité des crédits, apprécier les risques, évaluer les garanties et suivre la réalisation des dossiers. Vous avez une formation en économie ou en gestion. Vos perspectives de carrière :
BP ST-DENIS réf. STD-RC.

Organisateur/Cartes de paiement

Passionné de micro-informatique, bon organisateur expérimenté en production bancaire, vous participez à l'encadrement du service cartes de paiement.

Vos perspectives de carrière : CAISSE CENTRALE PARIS réf. CCB/CP.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo en précisant la ou les références à Martine TILLMANN département Hommes et Structures, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

Exploitation

Responsables de portefeuille
d'entreprises ou de clientèle privée

Vous avez une expérience similaire et une formation supérieure. Vous êtes le partenaire financier de votre clientèle. Votre dynamisme commercial et vos résultats vous permettent d'évoluer rapidement vers des postes de responsable d'agence.

Vos perspectives de carrière :
BP ANGERS réf. ANG/RP BP PERPIGNAN réf. PER/RP
BP DIJON réf. DIJ/RP BP RENNES réf. REN/RP
BP LILLE réf. LIL/RP BP ST-DENIS réf. STD/RP
BP MARSEILLE réf. MAR/RP BP ST-ETIENNE réf. STE/RP
BP NANTES réf. NAN/RP BP TOULOUSE réf. TOU/RP
BP NICE réf. NIC/RP BP TROYES réf. TRO/RP
BP VERSAILLES réf. VER/RP

Commerciaux crédit-bail

La création et le développement d'un réseau de clients et de prescripteurs vous seront confiés si vous avez une première expérience réussie dans ce domaine et une formation supérieure. Vous êtes autonome et très disponible. Vos perspectives de carrière :
BP NANTES réf. NAN/CB.

Activités financières

Opérateurs de marché

Vous avez une première expérience dans ce domaine. Vous intégrez la Direction des marchés de la Caisse Centrale des Banques Populaires : organisme bancaire et financier du Groupe. Vos perspectives de carrière :
CAISSE CENTRALE PARIS réf. CCB/OM.

Gestionnaires de patrimoine

Vous êtes le partenaire d'une clientèle "haut de gamme". Vous la conseillez dans ses choix d'investissement grâce à votre excellente connaissance de la fiscalité et des marchés financiers et immobiliers. De nombreuses voies d'évolution au sein du réseau ou du siège, dans des domaines financiers, vous seront ouvertes.

Vos perspectives de carrière :
BP NANTES réf. NAN/GP BP TROYES réf. TRO/GP



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

VOTRE 1er JOB C'EST

De formation supérieure, Maîtrise Sciences Economiques, DUT Finances/Comptabilité/Commerce, BTS Secrétariat de Direction, vous souhaitez orienter votre carrière vers une grande Banque Française. Nous vous proposons, au sein de notre siège ou de notre réseau commercial, de réussir un véritable parcours bancaire.

En fonction de votre formation de base et de votre tempérament, vous interviendrez sur des missions spécifiques et diversifiées. Vous intégrerez ainsi différents services et ferez l'expérience de plusieurs types d'organisation.

Ce challenge passionnant est riche d'enseignement. Il vous permettra d'acquiescer sur le terrain une connaissance précise des métiers de la Banque et de vous situer professionnellement pour évoluer ensuite vers de plus hautes responsabilités.

Motivation, dynamisme, autonomie, adaptabilité et un très bon sens commercial sont nos principaux critères d'appréciation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet au Service du Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26 Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

CREDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCE

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأصل

26 Le Monde • Mardi 24 janvier 1989 •

Le Monde OPÉRATION SPÉCIALE

REPRODUCTION INTERDITE

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Une grande banque recherche ses FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES Paris

Cette banque française de premier plan bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers.

Au sein d'unités autonomes et à taille humaine, ces SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES bénéficient de délégations significatives. Ils participent activement au développement commercial, à la gestion des risques, à l'animation du personnel et à la gestion administrative.

Pour ces postes très évolutifs devant rapidement conduire à la Direction d'agence, puis de succursale, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B. - C.E.S.B.), justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.

L'établissement et les conditions offertes sont de nature à motiver des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/839 D à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

Banque privée - Paris ADJOINT au DIRECTEUR CENTRAL chargé du Développement

Cette banque de dépôt à taille humaine fait partie d'un groupe financier français privé. Sa technicité et sa capacité à innover lui assurent un développement remarquable.

Pour accompagner son expansion, elle crée le poste de Sous Directeur commercial. Directement rattaché au Directeur Central de l'Exploitation qu'il assiste dans ses contacts de haut niveau, il a pour autre mission de développer une clientèle d'Entreprises PME/PMI dans des créneaux porteurs.

Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., ESSEC, ESCP...), justifiant d'au moins 4 années d'expérience réussie en exploitation bancaire.

Les conditions proposées et les larges responsabilités confiées constituent pour un candidat ambitieux à l'esprit développeur une excellente opportunité de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 22/2591 D à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

Banque RESPONSABLE DE CELLULE ENTREPRISES Paris

Deutsche Bank



est une des toutes premières banques mondiales. Implantée en France depuis 1971, elle souhaite pour accompagner son expansion, confier la responsabilité d'une de ses Cellules Entreprises à un Exploitant confirmé.

Assisté par son équipe, il gère et développe un portefeuille composé, en particulier, de Grandes Entreprises Nationales et Internationales. Homme de conseil, il s'appuie sur les moyens de la DEUTSCHE BANK pour participer aux stratégies financières de ses clients.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des responsables justifiant d'une expérience confirmée d'exploitation d'au moins 4 à 5 ans.

Diplômés de l'enseignement supérieur, ils possèdent de bonnes bases d'allemand, rapidement perfectibles.

La qualité de l'environnement, le niveau de rémunération et les réelles perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/2620 B à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

Banque ASSISTANTS EXPLOITANTS GRANDES ENTREPRISES Paris

unicredit

Filiale de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, UNICREDIT est une banque à taille humaine spécialisée dans le financement des PME-PMI et des grandes entreprises. En fort développement, elle recherche de jeunes cadres expérimentés à fort potentiel.

Intégrés dans de petites équipes performantes (réducteur, back-office), ils assistent les Exploitants Grandes Entreprises dans leurs missions (analyse, montage de dossiers, négociations...).

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure, âgés de 25 à 30 ans. Une première expérience d'au moins deux années, leur assure une solide maîtrise du risque et des produits bancaires.

Les perspectives d'évolution vers des responsabilités commerciales et les conditions proposées sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/2284 K à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

Secteur Bancaire REDACTEUR CONTENTIEUX Toulouse

Cet Organisme Bancaire est implanté sur une partie du Sud Ouest depuis de nombreuses années : il dispose d'une trentaine d'Agences sur sa zone d'activité et son implantation régionale dans les milieux industriels est très forte (plus de 10 000 entreprises clientes). Sa clientèle est composée entre autres d'entreprises innovantes dans des secteurs de technologie de pointe. Face à cette orientation, il dispose d'équipements appropriés, ayant permis très tôt la mise en place de systèmes d'information autonomes, tournés vers l'aide à la décision.

Sous l'autorité du Directeur du Service Contentieux, ce Rédacteur Contentieux aura pour principales missions le suivi et le recouvrement de créances, ainsi que la gestion de dossiers contentieux. Il est en liaison avec les Chargés de Clientèle et pourra être amené à se déplacer en Agence.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'une Maîtrise en Droit, il fera état d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire chez un Avocat ou dans un Service Contentieux (Entreprise ou Organisme de Recouvrement). Il aura des connaissances en matière de droit des affaires.

Qualités requises : rigoureux, autorité de compétence, communicatif, pédagogue, diplomate. Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 20/1834 P, à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

A Nice, à Cannes, conseil en gestion de patrimoine.

Nous sommes une importante banque au rayonnement international et nous possédons un savoir-faire reconnu en matière de marchés financiers et d'opérations de haut de bilan. Dans le secteur de la clientèle privée, nous privilégions deux axes : bien sûr la gestion sous mandat de gros portefeuilles boursiers, mais aussi, et de plus en plus, l'ingénierie patrimoniale. C'est bien là, dans cette seconde activité, en très forte croissance, que nous souhaitons renforcer nos équipes.

Diplômé Sciences Po., ESC, Sciences Eco..., vous avez acquis en 3, 4 ou 5 années de métier, au sein d'une banque de renom, des connaissances solides en matière de bourse, fiscalité, assurances, immobilier, droit des successions... Venez valoriser ces compétences dans l'une de nos agences du Midi, où vous serez confié d'emblée un portefeuille de clientèle, résidente ou non, à fidéliser et à développer.

Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, étudiera personnellement votre candidature et sera heureuse de vous rencontrer soit à Nice, soit à Paris. Merci de lui adresser votre dossier complet sous référence 939 517 M, au 64 rue la Boétie - 75008 PARIS, en précisant votre rémunération actuelle.

Sirca
Paris - Lyon - Madrid - Lisbonne

Membre de Syntec

Banque d'Affaires Internationale Auditeurs Internes

Cette importante banque d'affaires, appartenant à un groupe international, réalise des opérations très diversifiées, avec un fort développement. Elle est en relations d'affaires avec des partenaires de nombreux pays. Elle cherche à renforcer son département d'Audit Interne, basé à Paris.

Au sein d'une petite équipe, vous réaliserez des missions d'audit très opérationnel, couvrant toutes les activités de la banque. Ce poste, très formateur, vous permettra d'accéder, sous deux à trois ans, à des responsabilités opérationnelles, en France ou à l'étranger.

A 25/28 ans, vous avez une formation supérieure en gestion (ESC ou DESS) et une première expérience de l'audit acquise, soit dans les services d'inspection d'une grande Banque, soit au sein d'un grand cabinet d'audit ayant une activité dans le secteur bancaire. Vous parlez couramment anglais.

TEG, notre conseil vous remercie d'adresser sous référence M 829-01 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de
l'Université
75007 Paris

Recherche
Humaines

TEG
113 rue de
l'Université
75007 Paris

Recherche
Humaines

REDACTEUR EN ATTACHE
STAGE POUR
RESPON
REMAN
université

Économie

SOMMAIRE

■ Le ministre des affaires sociales, M. Jean-Pierre Soisson, est moins optimiste que l'INSEE et craint une augmentation du chômage au cours du premier semestre 1989

(lire ci-dessous). ■ En rachetant la filiale canadienne de Texaco, Exxon va devenir la première entreprise pétrolière du pays (lire page 30). ■ La création d'entreprises a

atteint en 1988 en France un nouveau record (lire ci-contre). ■ Aucun des objectifs de croissance pour 1988 n'a été atteint en Union soviétique (lire page 32).

Le chômage en diminution au premier semestre 1989 ?

Le ministère du travail ne croit pas aux bonnes prévisions de l'INSEE sur l'emploi

On est bien embarrassé, au ministère du travail. On s'y prépare, pour 1989, à de mauvais chiffres de chômage, après les surprenants résultats positifs de 1988 et l'on reste sceptique devant les prévisions optimistes de l'INSEE pour le premier semestre de l'année, publiées en décembre dernier (le Monde du 22 décembre). Si la croissance de l'emploi — de 0,6 % pour les six premiers mois de 1989 — est jugée plausible, l'outillage de M. Jean-Pierre Soisson se montre beaucoup plus réservé sur la possibilité de descendre durablement au-dessous d'un taux de chômage de l'ordre de 10 % par rapport à la population active, pour la première fois depuis 1984.

Feutré, le débat masque un désaccord profond sur nombre de mécanismes à l'œuvre, tant pour le fonctionnement du marché du travail que pour les conséquences de la politique de l'emploi.

Convaincu de l'impact des programmes gouvernementaux de lutte contre le chômage — le « traitement social » — l'INSEE considère que ceux-ci obtiendront, en 1989, les mêmes résultats qu'en 1988. Sa note de conjoncture estime ainsi que les stages courts de reclassement professionnel, d'une durée d'un à trois mois, attireront 40 000 chômeurs de longue durée potentiels. Ce que l'on n'espère pas au ministère du travail, où l'on est bien plus modeste dans son objectif.

De même, l'INSEE prétend que « la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI) pourrait également avoir un effet à la baisse sur le nombre des demandes d'emploi en fin de mois, lorsque les bénéficiaires exerceront une activité d'insertion en contrepartie de la prestation offerte ». Ce que conteste le ministère du travail, persuadé du contraire, et même préoccupé d'un contrecoup, désastreux pour les statistiques en fin de mois, de la montée en puissance du dispositif.

Sur les 500 000 bénéficiaires du RMI attendus, on s'accorde à considérer que deux cent mille d'entre eux sont déjà inscrits à l'ANPE, que 200 000 ne le pourront pas ou ne le voudront pas, faute de capacités réelles d'intégration sociale, et que 100 000, enfin, effectueront par leur

inscription sur les listes, leur première démarche d'insertion. Ce dernier chiffre peut aisément être doublé, tant l'on connaît mal aujourd'hui la population des « nouveaux pauvres ».

Leur arrivée devrait donc, en toute logique, se traduire par une brusque augmentation du chômage recensé. Pour l'éviter, on envisage de les répertorier dans une catégorie spécifique qui ne servirait pas au calcul du taux officiel de chômage. Pour de nombreux bénéficiaires l'« activité d'insertion » se résument d'ailleurs à l'accomplissement d'actes simples tels que réapprendre à se lever à l'heure, effectuer des démarches administratives, etc. C'est pourquoi, aussi, le ministre du travail a lancé une mesure nouvelle : le contrat de retour dans l'emploi (CRE) ; celui-ci devrait toucher une population de 100 000 chômeurs actuels de longue durée. La réussite de ce dispositif compenserait, pour partie, la croissance de la même catégorie, due au RMI.

Découragés et dispensés

Ce n'est pas tout. Depuis quelques années, des mouvements brusques agissant sur le marché du travail modifient tellement les équilibres que les analyses extrapolées d'une observation sur une longue durée deviennent inopérantes. De crise profonde en reprise imprévue, avec l'émergence de nouvelles formes d'emploi, trop de facteurs perturbent la lecture des événements, notamment les interférences du traitement social du chômage. Ainsi — et tout récemment encore entre 1986 et 1988 — l'INSEE a pu conclure à la morosité, alors qu'une relance de l'emploi s'amorçait. La même erreur pourrait se produire en sens contraire...

Plusieurs zones d'ombre incitent, en effet, à la prudence, la diminution actuelle du chômage n'étant pas uniquement due à des causes naturelles. Le nombre de « chômeurs découragés » — c'est-à-dire, pour reprendre une expression en vigueur dans les pays anglo-saxons, ceux qui sont tellement éloignés de l'emploi qu'ils n'en cherchent même plus — cesse d'augmenter. Ils étaient 70 000 inscrits à l'ANPE — en mars 1986, 140 000 en mars 1988, dont, pour près des deux tiers, des personnes de plus de cinquante ans, et surtout des femmes.

La baisse enregistrée par les statistiques du chômage s'explique aussi par l'accroissement du nombre d'inscrits à l'ANPE qui ont plus de cinquante-cinq ans : dispensés de la recherche d'un emploi, ceux-ci ne sont plus considérés comme chômeurs. On en comptait 120 000 en mars 1987 et 200 000 en mars 1988. Peut-on penser qu'en régime de croissance cette disposition continuera d'engranger longtemps des effectifs supplémentaires, sous-traités des comptes officiels ? Le ministère du travail s'attend à un effet de homéostasie.

Plus préoccupante encore est la situation des jeunes maintenus dans le système scolaire.

Pour l'heure, tout va bien. Tandis que l'on attendait un excédent de population active, à la recherche d'un emploi, chiffré par l'INSEE à 182 000 en 1987 et à 188 000 en 1988, la variation réelle n'a été, respectivement, que de 49 000 et de 14 000.

Le retour des jeunes

Mais cette conjoncture peut devenir redoutable à l'avenir. Si, en 1987, 80 000 garçons et filles de moins de vingt-cinq ans, et, en 1988, 235 000 autres ne se sont pas présentés sur le marché du travail, contrairement à ce qui était attendu, ils finiront bien par arriver. Le flot ne peut pas être éternellement tari.

Certes, on doit se réjouir de ce que des jeunes aient différé leur entrée dans la vie active, puisque la prolongation de leur scolarité devrait améliorer leur niveau de formation. Mais, pour les gestionnaires des politiques d'emploi, l'incertitude est devenue totale. Ils savent que ces jeunes réapparaîtront et que le rythme du flux redeviendra normal, mais ils ignorent à quel moment et comment.

À côté de ces garçons et de ces filles qui ont décidé de poursuivre leurs études, il y a ceux qui ont été dissuadés de rejoindre immédiatement la vie active par le dispositif lancé, à la rentrée 1986, par M^{me} Nicole Catala, et reconduit

depuis. A ces jeunes peu ou mal formés, pour la plupart, on a proposé après un entretien individuel des sessions d'information et d'orientation de deux à six semaines ou des formules de stage allant jusqu'à neuf mois. Bienfait pour l'insertion professionnelle future mis à part, une telle démarche perturbe passablement les cycles habituels. Or ils étaient, estime-t-on, 120 000 jeunes dans ce cas en 1987, et sûrement autant en 1988...

Tout cela ne porte pas les services du ministère du travail à l'euphorie : jusqu'en 2005 ou 2010, le solde des entrées et des sorties de la vie active sera positif, et la création d'emploi, même rebornée, ne pourra suffire pour absorber l'excédent et, encore moins, pour résorber le « stock » de chômeurs.

L'extrême réserve des responsables à l'égard des prévisions de l'INSEE vient de là. Paradoxe : l'Institut national de la statistique lui-même ne dissimule pas davantage les risques futurs contenus dans l'évolution à terme, une fois sautés les succès du jour. Sous la querelle, les spécialistes, redoutent donc le retentissement d'une réalité passagère sur une opinion tentée de revenir aux facilités d'antan, celles de l'époque du plein-emploi. Les bonnes nouvelles de l'INSEE n'aident pas un gouvernement qui sait que la partie est loin d'être gagnée.

ALAIN LEBEAUE.

Le lancement du X^e Plan

Le secrétaire d'Etat chargé du Plan, M. Lionel Stoléru, a remis aux membres du gouvernement le document de préparation du X^e Plan. Ce document fait la synthèse des travaux d'une douzaine de commissions, et sera examiné mardi en comité interministériel.

S'étendant sur quatre ans (1989-1992), ce X^e Plan coïncidera avec l'avènement du marché unique européen.

Ses orientations seront déterminées au cours du conseil des ministres du 22 mars prochain.

POINT DE VUE

par Marc Blondel
secrétaire général
de Force ouvrière

QUE reste-t-il du Plan ? Il peut paraître curieux de poser la question avant que le Plan ne soit définitivement voté par le Parlement à la session de printemps. Ce sont les événements qui nous y conduisent, en particulier le contenu de l'esquisse du X^e Plan et la publicité faite, actuellement, aux travaux de concertation qui se sont déroulés du 20 septembre au 20 décembre.

Ces dernières années, il est vrai, la planification a connu pas mal de péripéties : citons un VIII^e Plan mort-né, un Plan intérimaire tombé aux oubliettes, un IX^e Plan qui finit en queue de comète, une période d'incertitude quant au maintien du Plan avec le vent du libéralisme en 1986/1987 et, pour finir, le lancement « à l'arraché » du X^e Plan.

Nous avons toujours marqué notre attachement à l'existence d'un Plan souple et indicatif, engageant les pouvoirs publics et préparé par consultation des interlocuteurs sociaux. Le Plan représente à la fois un exercice de cohérence, de perspectives, d'information, trois fonctions encore plus nécessaires en période d'incertitude et de difficultés économiques et sociales.

Or, sur ces trois fonctions, l'esquisse du X^e Plan nous donne pas satisfaction. En matière de cohérence, différents types de problèmes se posent. La procédure des contrats de plan Etat/région, lancée avant les travaux nationaux du X^e Plan, s'est, depuis, plus réalisée en parallèle qu'en complémentarité. Quant aux entreprises publiques, nous sommes encore plus nécessaires en période d'incertitude et de difficultés économiques et sociales.

Insatisfaction

respecté. La cohérence fait également défaut, selon nous, dans l'articulation entre certains objectifs de l'esquisse du Plan et les moyens affichés pour y parvenir. Ainsi, si l'on peut espérer à des objectifs, comme reconquérir un haut niveau d'emploi ou conserver et améliorer la protection sociale collective, on ne peut que s'interroger sur les moyens retenus qui, pour l'essentiel, maintiennent le cadre orthodoxe des contraintes économiques en vigueur depuis quelques années. Par exemple, il est précisé que la croissance économique ne pourra venir que de l'investissement et de l'exportation, de la consommation. Autant affirmer que les objectifs ne seront pas atteints.

En matière de perspective, ou d'éclairage de l'avenir, les travaux consultatifs ont été menés sans que soient présentés au préalable différents scénarios macroéconomiques de cadrage. Comment dès lors guider des choix et priorités ? Comment encore évaluer le poids des prétendues contraintes économiques en termes d'emploi ou de niveau de vie ? Que signifie dès lors l'objectif d'un taux de croissance de l'investissement deux fois supérieur à celui du produit intérieur brut, d'autant que la notion de stratégie industrielle est absente de l'esquisse ? Ce manque de cadrage macroéconomique oblige sérieusement, quel que soit le contenu du Plan, sa qualité.

Sur le troisième point, l'information, nous sommes aussi insatisfaits. De tradition, le Plan est à la fois un moment et un lieu d'échange d'informations, de transparence, c'est-à-dire d'information faite à la démocratie. Si ces données n'ont pas été fondamentalement remises en cause, les conditions de l'exercice de planification y ont cependant porté atteinte. Que ce soit du fait de la rapidité même des travaux, vouloir sérieusement discuter en quelques réunions de tous les problèmes économiques et sociaux de l'heure relève de la gageure. Que ce soit aussi du fait de la composition des commissions de travail puisque le nombre de repré-

279 000 immatriculations en 1988

Nouveau record de création d'entreprises en France

Nouveau signe de la bonne santé économique de la France : l'an dernier, le nombre des immatriculations d'entreprises a atteint son plus haut niveau depuis le début de son recensement, en 1978. Le nombre d'immatriculations totales s'est en effet élevé à 279 000 en 1988, dont 216 580 provenant de créations nouvelles, et 62 420 de reprises d'entreprises. En 1987, le nombre total des immatriculations était de 274 000.

L'INSEE note que le record de 1988 est établi malgré les difficultés d'acheminement du courrier à l'automne, qui n'ont pas permis de recueillir toutes les immatriculations au 31 décembre.

Si le rythme de créations s'était poursuivi au quatrième trimestre à son rythme des neuf premiers mois de l'année, les créations d'entreprises auraient progressé de 4 %, et non de 2 %, par rapport à 1987. Cependant, au-delà des conséquences des grèves, l'INSEE n'exclut pas l'hypothèse d'une inflexion de tendance.

Le secteur du bâtiment a été particulièrement dynamique en 1988, puisque 36 000 entreprises y ont été créées, contre 32 700 en 1987, et 31 700 en 1986. Le secteur des services, de son côté, a contribué à près de la moitié des immatriculations, avec 130 700 entreprises créées ou reprises.

ETRANGER

Le gouvernement néerlandais relance le conflit sur la « voiture propre »

AMSTERDAM
de notre correspondant

Le gouvernement néerlandais vient de recevoir un soutien de poids dans le bras de fer qui l'oppose depuis plus de six mois à la Commission de Bruxelles, mais aussi à la France, au sujet des automobiles équipées d'un pot d'échappement catalytique. C'est à l'unanimité que les politiques se sont rangés, la semaine dernière, derrière la décision du ministre de l'environnement, M. Ed. Nipels, de stimuler la vente des « voitures propres » à compter du 1^{er} février prochain. Un avantage fiscal sera octroyé aux acquéreurs de ce type de véhicules : selon le modèle de pot catalytique, la « ristourne » sera de 850 florins (2550 F) ou du double.

Annulée une première fois en juin 1988 et confirmée le 24 novembre suivant, lors de la réunion des

ministres de l'environnement de la CEE, cette « ristourne » avait valu à M. Nipels les foudres de la Commission européenne, qui annonçait immédiatement son intention de traduire les Pays-Bas devant la cour de justice de Luxembourg s'ils passaient aux actes. C'est désormais chose faite, et La Haye attend « avec confiance » l'issue du procès qui semble désormais inévitable.

Le ministre néerlandais estime en effet qu'une accusation d'entrave à la concurrence ne serait pas fondée, dans la mesure où la vente des voitures sans pot catalytique n'est pas interdite. C'est simplement celle des « voitures propres » qui se trouve non pas favorisée, mais simplement encouragée par une politique d'exonération fiscale visant à rapprocher la vie des deux types de véhicules. Cette argumentation ne convainc pas les observateurs italiens, et surtout français, qui craignent d'être désavantagés aux yeux des consommateurs par rapport à leurs concurrents allemands.

En 1988, la part du marché détenue par les marques françaises était de 16,7 %, en augmentation de 0,9 % par rapport à 1987, et celle des marques allemandes de 23,8 %, en baisse de 1,7 point.

Venu faire connaissance, le 17 octobre dernier, avec son homologue néerlandais, M. Michel Rocard s'était d'ailleurs entretenu de ce dossier avec M. Rüd Lubbers. Un mois plus tard, à Bruxelles, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, demandait l'interdiction de toute mesure d'incitation fiscale. Ces démarches françaises sont demeurées vaines.

Réduction de 75 % la pollution automobile

M. Ed. Nipels, il est vrai, a fait de la « voiture propre » un de ses chevaux de bataille, aussi bien à l'échelle nationale, où il veut réduire de 75 % la pollution automobile, qu'au niveau européen. En bravant ouvertement la CEE, il veut stigmatiser l'incapacité des Douze, selon lui, à s'attaquer aux nuisances dues à la circulation routière. Les Pays-Bas considèrent que les normes anti-pollution définies le 24 novembre 1988 pour les petites cylindrées sont trop tolérantes et d'application trop lente.

« Nous serons des pionniers », a déclaré M. Nipels, qui est convaincu d'obtenir gain de cause devant la juridiction communautaire. En attendant, il travaille déjà à un renforcement de la réglementation des moteurs diesel, et compte bien plaider cette nouvelle cause auprès de ses collègues européens.

CHRISTIAN CHARTIER.

EN BREF

● **Aquaculture : feu vert pour le projet Salmor à Morlaix.** — Le Conseil supérieur des installations classées, a donné le 16 janvier un avis favorable au projet de grande ferme aquacole dans la baie de Morlaix (nord du Finistère), sous le nom de projet Salmor. Il s'agit de l'élevage et de la production de saumons (1 200 tonnes par an à partir de 1990). Ce projet, qui associe des capitaux norvégiens et bretons, a soulevé au cours des mois passés de nombreuses oppositions à la fois des associations de protection de la nature, des marins-pêcheurs, et des ostréiculteurs concernés, qui craignent des pollutions. On attend pour les prochains jours l'arrêt du préfet du Finistère donnant le feu vert définitif à ce projet d'aquaculture, qui sera le plus important de France. Chaque année 40 000 tonnes de saumons sont importées, ce qui représente plus de 1,5 milliard de francs de déficit pour le commerce extérieur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE CEMENTS FRANÇAIS VA LANCER UNE OPA AU CANADA

Lake Ontario Cement Ltd (LOCL), dont le siège est à Toronto et qui regroupe les activités du Groupe ciments français au Canada, vient d'annoncer son intention de lancer une offre publique d'achat amicale, au plus tard le 13 février 1989, sur l'ensemble des actions composant le capital de la société Miron. Ces actions sont cotées à la Bourse de Montréal.

Cette annonce a été faite conjointement avec le conseil d'administration de la société et l'actionnaire majoritaire.

A l'issue de la mission d'information engagée et sous réserve des autorisations administratives, le succès total de l'offre conduirait à un investissement de LOCL de l'ordre de 60 millions de dollars canadiens, soit environ 290 millions de francs français.

Après avoir exploité jusqu'en 1987 une cimenterie près de Montréal, la société Miron est aujourd'hui présente dans le Québec et la Nouvelle-Angleterre avec quatre terminaux de livraison de ciment pouvant assurer un volume d'activité de 500 000 tonnes et seize centrales à béton d'une capacité de l'ordre de 750 000 mètres cubes. Elle exploite également des carrières de granulats près de Québec et une usine de produits en béton à Montréal.

La réalisation de ce projet permettrait au Groupe ciments français de compléter son dispositif nord-américain dans le ciment et les *building products*. En effet, il est déjà fortement implanté aux États-Unis — en particulier en Pennsylvanie — et au Canada, dans l'Ontario. Cette nouvelle capacité de vente permettrait également d'assurer dans les meilleures conditions la modernisation de la cimenterie de Picton, située dans l'Ontario.

En 1988, la division Amérique du Nord du Groupe ciments français a dégagé un résultat net supérieur à 25 millions de dollars US et une capacité d'autofinancement de l'ordre de 50 millions de dollars US.

Économie

REPÈRES

Brésil

Excédent record de la balance commerciale en 1988

L'excédent de la balance commerciale brésilienne a atteint 19,09 milliards de dollars (120 milliards de francs) en 1988. Ce montant, record, constitue, selon le président de la Caisse du commerce extérieur, M. Nairi Salek, le troisième excédent commercial dans le monde, après ceux du Japon et de l'Allemagne fédérale. Cependant, 14 milliards seulement sont effectivement entrés sous forme de devises au Brésil en 1988, le reste correspondant à des ventes à plus long terme. Pour la deuxième année consécutive, ce ne sont pas les matières premières, mais les produits industriels qui ont constitué le premier poste des exportations. Au total, les ventes brésiéliennes à l'étranger ont atteint 33,8 milliards de dollars. Pour 1989, l'objectif gouvernemental porte sur un excédent de 14,5 milliards.

Distribution

Les hypermarchés en tête de la croissance en 1988

En 1988, l'activité des hypermarchés a progressé de 9 %, celle des supermarchés de 5,6 %, tandis que celle des magasins de proximité se réduisait de 3 %, poursuivant ainsi une tendance constante depuis plusieurs années. À surface constante, car les distributeurs continuent à ouvrir des grandes et moyennes surfaces de vente et à réduire le parc des magasins de proximité, la progression n'est plus que de 6,8 % pour les hypermarchés, de 2,8 % pour les supermarchés, et la baisse de 2,9 % pour les magasins de proximité.

Ce bilan est celui de l'Association pour le commerce moderne (ACM), qui regroupe trois organismes professionnels fédéraux : la Fédération nationale des distributeurs de produits alimentaires et de grande consommation, le Groupement national des hypermarchés et le Syndicat national des maisons d'alimentation à succursales.

Grande-Bretagne

Hausse des prix de 6,8 % en 1988

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % au mois de décembre, ce qui

représente une hausse de 6,8 % en un an. L'indice des prix (base 100 en janvier 1987) s'est en effet élevé à 110,3 au mois de décembre, contre 103,3 un an plus tôt. Les prix alimentaires sont les principaux responsables de la hausse du mois dernier, alors que ceux des véhicules ont baissé en décembre. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, espère parvenir à faire tomber l'inflation à un rythme annuel de 5 % à la fin de 1988, mais les analystes estiment que le rythme de la hausse des prix va continuer à s'élever à 7 % ou 8 %.

Masse monétaire

La RFA dépasse son objectif de croissance

de croissance

La masse monétaire de l'Allemagne fédérale, exprimée au sens large (M 3), a encore progressé, en 1988, à un rythme supérieur aux souhaits des autorités monétaires d'outre-Rhin. Sa croissance s'est élevée à 6,7 %, alors que l'objectif visait à ne pas dépasser 6 %. Pour la première fois, en 1988, les autorités allemandes avaient choisi de baser leur objectif sur M 3, et non sur la masse monétaire au sens de la Banque centrale, comme elles en avaient l'habitude.

Implantation syndicale

En recul

L'implantation syndicale recule. Selon une enquête du ministère du travail, la proportion d'établissements d'au moins cinquante salariés ayant (au moins) un délégué syndical est passée de 57,1 % en 1985 à 55,1 % en 1987, et le nombre de salariés appartenant à de tels établissements est passé de 76,2 % (4 878 millions) à 74,5 % (4 597 millions). C'est surtout dans les établissements de moins de deux cents salariés que le recul est sensible : ceux de cinq cents salariés et plus ont presque tous des délégués syndicaux. L'écart s'accroît donc.

Le nombre de délégués syndicaux a diminué aussi de 2 %, passant de 44 271 à 43 378. Mais la baisse n'a touché que la CGT et la CFDT, qui réunissaient fin 1987 respectivement 29,4 % des délégués (contre 30,7 %) et 24,4 % (au lieu de 24,8 %). En revanche, FO en réunissait 18,4 % (au lieu de 17,8 %), la CGC 14 % (au lieu de 13,7 %), la CFTC 7,4 % (au lieu de 6,8 %), avec des effectifs légèrement accrus.

CORRESPONDANCE

Une lettre du PDG de Scalbert-Dupont

À la suite de l'article sur la banque Scalbert-Dupont (le Monde du 18 janvier), M. Claude Lamotte, PDG de cet établissement, nous a adressé la lettre suivante :

L'article donne un large écho aux allégations contenues dans un télégramme adressé aux pouvoirs publics le 15 décembre 1988 par des organisations syndicales. Celui-ci contient des éléments de désinformation tels que je me vois dans l'obligation de compléter l'information de votre rédaction.

En effet, la réalité sociale et quotidienne de la banque Scalbert-Dupont est tout à fait différente de ce que la teneur de l'article laisse croire et permet à notre entreprise de poursuivre son adaptation à des métiers en profonde mutation et sa modernisation.

Cette action porte ses fruits : ainsi, le résultat brut d'exploitation (avant amortissements et provisions) est passé de 89 millions de francs en 1983 à 218 en 1987. Le niveau des provisions, malgré notre implantation dans un secteur économique difficile, est comparable à celui des banques régionales.

Au cours des quatre dernières années, l'effectif a diminué de cent soixante-six personnes, soit une baisse moyenne de 1,6 % l'an, par non renouvellement de la moitié du *turn over* ; cette évolution est tout à fait semblable à celle de nos confrères.

Dans le cadre de son projet d'entreprise de décembre 1986, la banque poursuit activement une politique de management participatif ; ainsi trente-six groupes de progrès associant trois cent quarante collaborateurs (14 % de l'effectif)

travaillent activement à l'amélioration de la qualité.

L'investissement formation est passé en quatre ans de 2,5 % à 5 % de la masse salariale et, sur le plan du dialogue social, deux accords partiels, améliorant l'accord d'entreprise, ont été signés début décembre 1988 par toutes les organisations syndicales.

Cette réalité se traduit encore dans la faible participation du personnel à la grève nationale du 17 janvier : 8,2 %, soit l'un des plus faibles taux dans la profession après un pourcentage à peine supérieur (11,6 %) dans le récent mouvement propre à l'établissement.

Quant à la construction du nouveau siège de la banque, elle va enfin permettre — après des années d'études — de nous situer au cœur du futur centre d'affaires de Lille et de regrouper des services disséminés dans la ville. Cet investissement est entièrement autofinancé par des arbitrages immobiliers. Il y a là un acte de gestion et aucune trace de « politique immobilière de prestige ».

Il est évident — et les éléments que je viens de vous fournir en font foi — que ce télégramme ne représente pas le sentiment profond de la grande majorité du personnel.

Enfin, à l'invitation de M. Saint-Geours, président de la Compagnie financière de CFC, je tiens à indiquer que la politique de la banque qui vient d'être décrite est conduite avec son complet appui.

[Contacté par téléphone le 23 décembre, M. Claude Lamotte n'avait pas souhaité répondre sur le fonds aux critiques émises par les organisations syndicales dans leur télégramme destiné aux pouvoirs publics.]

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-80-72

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN EN 1988 RÉSULTAT NET : 4 MILLIARDS DE FRANCS

1988 a été, à nouveau, une bonne année pour le groupe Saint-Gobain. Selon les estimations actuelles, le résultat courant consolidé progresse de 22 %. Le résultat net consolidé (part du groupe) progresse de 60 %. Hors plus-values sur cessions d'actifs, l'augmentation de ce résultat net est de 45 %.

En effet, l'accroissement rapide, ces dernières années, de la productivité du groupe lui a permis de profiter de la conjoncture favorable, dans les pays où il est implanté, des marchés qu'il dessert, notamment la construction, l'automobile, l'emballage.

L'événement principal a été, en 1988, pour le groupe le transfert à la Compagnie générale des eaux de la majeure partie de sa branche « entreprises de construction et de travaux publics », pour se concentrer sur ses activités industrielles. Cette branche, dont les

résultats de 1988 ne sont pas dans les estimations ci-dessus, était importante par ses ventes et ses effectifs, mais sa contribution aux résultats du groupe était restée marginale.

En même temps, le groupe a fortement augmenté son programme d'acquisitions, qu'il a agissé du rachat des parts détenues par des intérêts minoritaires dans d'importantes filiales, ou de prises de participations, souvent majoritaires, dans des sociétés dont les activités sont complémentaires des métiers qu'il exerce.

L'ensemble de ces opérations modifie sensiblement les structures du groupe. Les comptes consolidés de 1987 ont donc été retravaillés pour les rendre comparables à ceux de 1988. Le tableau ci-dessous en résume les principales données.

En millions de francs	1988 estimé	1987 retravaillé	1987
Ventes	59 000	54 603	78 887
Résultat d'exploitation	8 000	7 219	7 507
Résultat courant	6 450	5 287	5 158
Résultat net du groupe	5 100	3 489	3 642
Résultat net, part du groupe	4 000	2 523	2 523
Résultat net, hors plus-values	3 100	2 128	2 128
Autofinancement	7 100	6 207	6 855
Investissements industriels	3 800	3 530	4 253
Investissements en titres	7 400	2 005	2 084

La diminution des ventes provient de la déconsolidation de la branche « entreprises » et de celle de Saunier-Duval « eau chaude-chauffage », que compose partiellement l'entrée dans le cercle de consolidation de plusieurs sociétés moyennes. À structure comparable, les ventes augmentent de 7 % en francs français, et de 13 % en monnaies nationales. Elles se répartissent ainsi : marché intérieur français, 33 % ; exportation à partir de la France, 12 % ; autres pays d'Europe, 34 %, dont RFA, 15 % ; Amérique, 21 %.

Le résultat d'exploitation s'entend après dotation aux amortissements de 3 150 millions de francs (+ 8 %) et aux provisions de 750 millions de francs (+ 30 %). Il est calculé, depuis cette année, avant frais financiers et résultat des opérations de change.

Le résultat courant des sociétés intégrées s'entend après des frais financiers (1 220 millions de francs), en légère diminution sur ceux de l'an dernier, et des charges hors exploitation (500 millions de francs) nettement inférieures à

celles des années antérieures, cette diminution marquant l'achèvement progressif des restructurations industrielles conduites depuis plusieurs années.

Le résultat net du groupe comprend, en 1988, des résultats sur cession d'actifs (1 180 millions de francs) très nettement plus élevés qu'habituellement, du fait notamment de la cession de Saunier-Duval « eau chaude-chauffage », qui en représente la moitié. Il s'entend après une provision pour impôts de 2 500 millions de francs, en augmentation de 25 % sur celle comparable de 1987.

Le résultat net, part du groupe (+ 60 %) est calculé après déduction de la part revenant aux actionnaires détenant des intérêts minoritaires dans les filiales du groupe (1 070 millions de francs). Hors plus-values sur cessions d'actifs, ce résultat net serait de 3 100 millions de francs environ (+ 45 %).

Rapporté au nombre total d'actions en circulation (55 398 710), ce résultat net représente un bénéfice net par action de 72 F environ, contre 57 F

en 1987. Hors plus-values sur cessions d'actifs, le bénéfice net par action est de 56 F environ, contre 48 F en 1987.

L'autofinancement (+ 14 %) couvre largement les investissements industriels, en augmentation de plus de 60 %, en raison d'importants programmes de renouvellement ou de construction d'usines. Il s'y ajoute, en 1988, des investissements en titres multipliés par 3,5. Cette progression s'explique, notamment, par le rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés du groupe.

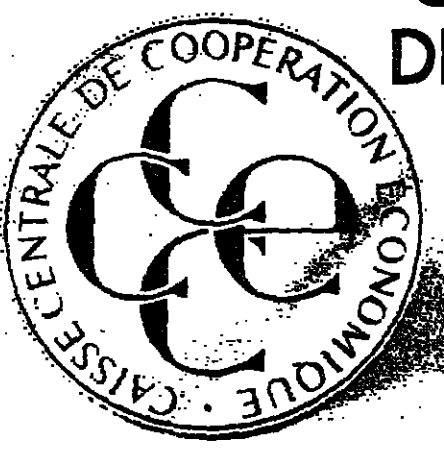
Le financement de ces investissements a été totalement couvert par l'excédent de l'autofinancement, les cessions d'actifs et les augmentations de capital réalisées en 1988.

Enfin, la situation nette totale du groupe, après l'augmentation de capital réalisée en fin d'exercice et prélèvement pour doter à plein les provisions de retraites, est de l'ordre de 25 milliards de francs, alors qu'elle était de 19 milliards de francs à fin 1987 et de 13 milliards de francs à fin 1985. L'endettement net du groupe est stabilisé à environ 9 milliards de francs.

L'examen des métiers du groupe montre le maintien à un niveau élevé de l'activité et de nouveaux progrès des résultats des deux branches « vitrage » et « conditionnement ». Trois autres branches améliorent nettement leurs performances : « canalisation », « fibres de renforcement » et « papier-bois ». La branche « céramiques industrielles », en expansion rapide, maintient les siennes : la branche « matériaux de construction », renforcée par certaines activités jusqu'ici classées dans la branche « isolation », progresse sensiblement. Seule la branche « isolation », du fait notamment de l'évolution de ses ventes aux USA, a un résultat globalement en retrait sur celui de l'an dernier.

L'examen par zone géographique montre que le résultat net provient pour 30 % de la France, 40 % des autres pays d'Europe et 30 % des deux Amériques. Au total, donc, le groupe aura en 1988 amélioré ses positions techniques et commerciales, en même temps que sa situation financière. Les prévisions faites pour 1989 font apparaître le maintien d'un bon niveau d'activité et la consolidation des progrès de rentabilité constatés en 1988.

Service des relations avec les actionnaires : tél. : (1) 47-62-33-33. Minitel : 36-15 code Gobain.




CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

EMPRUNTS JANVIER 1989 GARANTIS PAR L'ÉTAT

	EMPRUNT 8,80 %	EMPRUNT 8,90 % assimilable à l'emprunt 8,90 % février 1988	EMPRUNT À TAUX RÉVISABLE (PIBOR à 3 mois - 0,25 % P32)
MONTANT	F 1 300 000 000	F 300 000 000	F 400 000 000
PRIX D'ÉMISSION	99,35 %, soit F 4 967,50 par obligation.	100 %, soit F 5 000 par obligation.	101,36 %, soit F 20,272 par obligation.
DATE DE JOISSANCE	6 février 1989.	6 février 1989.	6 février 1989.
DATE DE RÈGLEMENT	6 février 1989.	6 février 1989.	6 février 1989.
DURÉE	15 ans.	7 ans et 36 jours.	10 ans et 40 jours.
INTÉRÊT	8,80 %, soit F 430 par obligation payable le 6 février de chaque année.	8,90 %, soit F 445 par obligation payable le 14 mars de chaque année. Pour la période du 6 février 1989 au 14 mars 1990, il sera versé un intérêt forfaitaire de F 336,50.	Payable trimestriellement le 1 ^{er} jeudi de chaque trimestre civil (ou le 12 ^{er} si le trimestre commence un jeudi). Les obligations bénéficieront d'un taux d'intérêt révisable égal au PIBOR (Taux Interbancaire Officiel à Paris) calculé deux jours ouvrés avant chaque période trimestrielle et diminué d'une marge de 0,25 %.
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL	8,88 %.	8,33 %.	Sur la base du PIBOR à 3 Mois cristallisé à 8,5625 %, la marge actuelle négative ressort à 0,48 %.
AMORTISSEMENT NORMAL (par remboursement)	Au pair, en totalité, le 6 février 2004.	Au pair, en 2 tranches sensiblement égales portant sur l'ensemble des obligations assimilées, les 14 mars 1995 et 1996.	Au pair, en totalité, le 15 mars 1999.
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ	Possible par rachat en Bourse.	Possible par rachat en Bourse.	Possible par rachat en Bourse.
COTATION	Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).	Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).	Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

L'emprunt à taux révisable étant d'ores et déjà souscrit, cet avis en ce qui le concerne est publié pour information seulement.
Une fiche d'information (visa CDB n° 98-17 du 13.01.1989) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Cité de Retiro, 35-37, rue Bessy-d'Angoulême, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALD du 23.01.1989.



LES MINQUETTES

APPEL AUX CRÉATEURS

CONCOURS INTERNATIONAL

Economistes, chercheurs, aménageurs urbains, philosophes, artistes...

la ville de Vénissieux, la Communauté Urbaine de Lyon font appel à vos compétences.

Elles recherchent des équipes pluridisciplinaires pour inventer un destin aux dix tours murées de « Démocratie », l'un des quartiers des Minquettes, dans le cadre d'un concours international d'économie urbaine, lancé avec l'aide de l'Etat.

La transformation des grands ensembles est actuellement un enjeu mondial. Les Minquettes représentent un espace pilote stratégique.

Un jury d'experts sélectionnera l'équipe qui permettra de recréer une ville modèle par sa mutation exemplaire.

Pour tous renseignements et dépôts de candidatures, écrivez avant le 15 février à :

CERTA CONCOURS
DÉMOCRATIE
2, rue de la Démocratie
69200 VÉNISSIEUX
ou téléphonez au
16 72 51 14 34

سكنى من الاموال

RSE DU

PARIS :

Marchés financiers

BOURSE DU 23 JANVIER

[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations			C.C. Financ. del	...	208	Maritime Ind.	...	100	U.T.A.	...	2435
			C.I. Maritime	...	705	Magneta Unifac	...	144 70	Vicat	...	2052
			Clovis III	2200		Magneta S.A.	...	100	Vincent	...	1431
			Clovis		741	Maritime Part.	...	437	Vitrac	136	158
Exp. 9.80 % 77	125 02	5 307	Colombel Ely	1230		Midi Delaye	...	482	Wassens S.A.	...	650
9.80 % 78/80	102 88	5 238	Capit		346	Midi	...	155	Wassens S.A.	1400	1475
10.80 % 79/84	166 51	4 122	Capit		346 39	Midi (Mar. del)	...	125 80	Bras de Merac		
13.25 % 80/80	103 38	8 595	CHM Industrie	...	222	Atyp	372 30	376			
15.20 % 82/83	187 10	0 444	COP Lys		430	Atyp		441			
16 % juin 82	109 40	8 996	Camp. Lys-Mem.		725	Chryl I.C.I.	2450	2441			
14.80 % fin. 83	111 39	13 443	C.M.P.			Crocy-Denormin	1235	1235	A.E.C.	632	
13.40 % déc. 83	119 30	1 212	Conf. Gds. Ind.	550	560	Palat Normand	1235	738	Alco	449	
12.20 % oct. 84	111 51	3 328	C. Universal Ind.		500	Palat Normand		630	Alco Alim	215	210
11 % fin. 85	116 50	10 128	Dalby		155	Perfume	226 70	225	American Brands	405	
10.25 % mars 86	105 70	8 911	Dalby S.A.		829	Perfume-CP	377 50	380	Am. Potentiel	425	425
ORT 12.75 % 83	2017		Degremont		2481	Perfume		271	Arco	705	740
OAT 10 % 2000	608 60	6 833	Dellandier S.A.		5981	Perfume-CP		245 10	Asphum Alim	200	205
OAT 8.80 % 1997	925 10	9 112	Dellandier Ind. Ely		2180	Perfume		271	Banco de Santander	367 40	368
OAT 8.80 % 1998	106 58	9 113	Dellandier Ind. Ely		900	Perfume		1270	Banq Espagnol	197 80	173 50
Ch. Franco 3 %			Dellandier Ind. Ely		1000	Perfume (Int. Ind.)	381		Banco Occident	197 80	197 80
CHS Biquet June 82	102 02	0 540	Dellandier Ind. Ely		2895	Pfizer-Heldrich	1915	1850	B. Nig. Insecur.	35920	35920
CHS Parfums	102 84	0 540	E.C.I.A.	1550	1575	P.F.M.		169	S. Lambert	632	632
CHS Suez	102 84	0 540	Eclair-Biquet		338	Pfizer		528	Canadian-Pacific	114	114
CHS June 82	191 95	0 540	En-Armagay	749	779	Pfizer		528	Chrysler corporation	179	182
PTT 11.20% 85	111 89	1 628	E.L.M. Lohme		675	Providence S.A.		675	Chrysler	27 10	27 10
CFP 10.30% 86	107 75	0 075	Eclair-Biquet		282	Publicis		585	Chryl. et Knit.		
CHC 11.50% 85	109 10	8 035	Edison-Wat. Ely		355	Publicis	544	555	De Beers (Ind.)		
CHT 9% 86	100 50	8 458	Edison-Wat. Ely		355	Publicis S.A.		760	Dow Chemical	570	571
CHM 10.80% déc. 85	111 75	0 458	Edison-Wat. Ely		120	Rochette-Crocy	107 80	110	Glen	120 10	122 10
C.N.C.F. 7.7			Edison-Wat. Ely		2849	Rochette-Crocy		841	Glen Belgium	759	805
Dreont Ast. Ciel. chev.			Edison-Wat. Ely		230	Rochette-Crocy		200	Glen	120 10	122 10
Mitologie I. 6% 87			Edison-Wat. Ely		380	Rochette-Crocy		225 80	Glen	322	312
			Edison-Wat. Ely		1410	Rochette-Crocy		200	Glen and Co.	174 80	174
			Edison-Wat. Ely		510	Rochette-Crocy		200	GTE corporation	281	285
			Edison-Wat. Ely		489	Rochette-Crocy		200	Hymenel Ind.	389	395
			Edison-Wat. Ely		489	Rochette-Crocy		200			

SICAV (sélection)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS poids	COURS 250 g	COURS DES BILLES	Conte	V
Eaux-Usés (S 1)	5 285	2 288	9 080		
BCL	7 108	2 704			
1000 (1000 DM)	10 200	10 200	30 000		
Payen (1000 P)	16 230	16 271	13 700		
Payen bas (1000 L)	302 090	301 692			
Danemark (1000 L)	31 250	97 985			
1000 (1000 L)	31 250	97 985			
Grèce-Sergent (S 1)	11 115	11 119	10 600		
Grèce (1000 stichtman)	4 115	4 110	3 400		
Grèce (1000 L)	4 115	4 140	1 400		
Suisse (1000 P)	400 550	401 739	386 650		
Suisse (1000 L)	100 130	100 130	94 500		
Australie (1600 met)	40 550	40 430			
Europe (1700 met)	5 450	5 470	5 250		
Portugal (1700 L)	4 150	4 159	3 700		
Corse (S 100 L)	5 315	5 295	5 100		
Japan (1000 pms)	4 908	4 904	4 760		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par franc	COURS 23/1
Or fin (500 on barre)	81900	82400
Or fin (ampère)	81800	82400
Pièces d'or 100 francs	469	470
Pièces d'or 100 fr.	368	368
Pièces d'or 20 fr.	488	491
Pièces d'or 120 fr.	471	476
Souverain	594	595
Pièces de 10 dollars	2680	2695
Pièces de 5 dollars	1360	1350
Pièces de 50 pesas	750	750
Pièces de 100 pesas	3045	3075
Pièces de 100 roubles	68	68
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

ary	251	273	0
mer	100	100	
acid Formate ..	180		

ot	399	399
ot	59	90
Copernicus	645	645
o-Haëlle-Zin	210	.....
ovine	170	.....
o-Jennobler	246	.....
osarvise (bons)	25	28
os	896	.....
op. Purcher	470	.....
o-Gedion	352	.....
o-N.M.	187	187
o-Mp.	350	350
o-Bop. Voh.	55 30	.....
.....	483	.....
o-actura de Monde	501	486
.....	380	.....
o-Brancas	142	.....

c : coupon détaché — o : offrir

de-June	1294 49	1247 70
de-Vier	452 17	440 07

.....	1760 89	1749 20
.....	5571 44	5428 98
Les Leaders		
.....	1148 92	1111 14
.....	5715 15	5465 89
.....	26 72	26 33
Placement	62013 97	62013 97
.....	14112 76	13368 03
.....	11285 58	11285 58
.....	256 42	248 35
.....	7677 32	7324 18
.....	284 25	263 78
.....	425 41	408 94
.....	482 62	458 04

* : droit détaché — d : demandeur

... Convert. ...	422 84	412 53
... comp. ...	162 55	157 43

	1973/74	1983/84
coût	10187	10187
investir	228 48	222 91
coût	1252 79	1211 60 ♦
coût	6021 14	5803 51
coût	628 07	602 47
coût	18453 60	18420 76
coût	90 50	101 84
coût	1020 81	1005 72
coût	122 23	118 67
coût	653 63	531 26
coût	63 34	52 22
coût	1029 16	1028 13
coût	178 08	174 60

— ♦ : prix précédent — ★ :

1586 74	1585 15
62005 85	61884 87

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

ché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

c: coupon détaché - o: offert - * : droit détaché - d: demandé - ♦ : prix précédent - ★ :

هكذا من الاصل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 URSS : la campagne pour les élections du 26 mars. 3 Grèce : l'affaire Koskotas. — L'ANC cherche de « nouveaux sanctuaires ». 4 Argentine : la tournée européenne de M. Eduardo Angeloz, candidat à la présidence.	5-6 Les suites de l'affaire du rachat d'American Can par Pechiney. 7 Deux élections législatives partielles. 8 La préparation des élections municipales.	10 L'enquête sur les disparus de Fontainebleau. — Médecine : la preuve biologique d'une paternité. — La grande journée anti-89. 16 Sports : la victoire de la France sur l'Irlande en rugby.	12 La mort de Salvador Dali. — Cinéma : le Festival d'Avoriaz. 13 Théâtre : la Reconstitution, de Bernard Noël. 11 Communication.	28 Le chômage en diminution au premier semestre 1989 ? — Nouveau record de créations d'entreprises en France. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 13 Annonces classées 21 à 26 Campus 27 Carnet 27 Loto, Loto sportif 15 Météorologie 15 Mots croisés 15 Radio-télévision 15 Spectacles 14	« Tout savoir sur les affaires » JOUR « Un œil sur la côte, l'autre sur votre portefeuille » BOURSE « Abonnez-vous au Monde par Minitel » ABG « Jouez avec le Monde » JEUX 3815 telex-LEMONDE

Les banques françaises relèvent de 9,25 % à 9,60 % leur taux de base

Les banques françaises relèvent leur taux de base porté de 9,25 % à 9,60 %, mardi 24 janvier 1989. Cette hausse a été initiée par le Crédit commercial de France (CCF), puis par les établissements du groupe CIC.

Ce relèvement de 0,35 point est imputable, selon le CCF, à celui du taux d'intervention de la Banque de France, augmenté d'un demi-point, jeudi 19 janvier, de 7,75 % à 8,25 %, après la hausse du même ordre (un demi-point également) décidée par la Banque fédérale d'Allemagne.

Le taux de base des banques françaises retrouve ainsi son niveau du 22 juillet dernier, date à laquelle il avait été ramené de 9,60 % à 9,25 %, à l'invitation pressante de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, très vivement désireux de diminuer le coût du crédit pour les petites et moyennes entreprises. A cet effet, il avait obtenu de la Banque de France un abaissement d'un demi-point, en deux

fois, de son taux d'intervention, ramené de 7,25 % à 6,75 %. Depuis, la Banque de France a dû, pour défendre le franc puis suivre la Banque fédérale d'Allemagne, porter son taux de 6,75 % à 8,25 %. Ce point et demi de hausse aurait justifié une augmentation d'au moins un demi-point du taux de base bancaire (0,8 à 0,9 point suivant certains banquiers de profession). Pour tenir compte du « cadeau » de 1,4 milliard de francs qui a résulté de la suppression de la taxe sur l'encours des banques en 1989, les établissements avaient accepté de ne pas répercuter la hausse des taux sur le marché inter bancaire, où elles trouvent une partie de leurs ressources. Cette fois-ci, elles ont estimé qu'il n'était plus possible de différer un relèvement. Ce dernier touchera les entreprises, surtout petites et moyennes, mais aussi les particuliers, pour leurs crédits de trésorerie (découvert personnel).

F. R.

GRANDE-BRETAGNE

Six mille personnes ont manifesté contre le passage du TGV dans le Kent

LONDRES
de notre correspondant

Six mille habitants du Kent ont défilé dimanche 22 janvier dans les rues de Maidstone, chef-lieu de ce comté, pour protester contre le projet de construction d'une ligne de train à grande vitesse (TGV) reliant l'Eurotunnel à Londres et qui passerait nécessairement à travers leurs champs, voire très près de leurs maisons. On a peine à imaginer les passions déchaînées de ce côté-ci de la Manche, par cette affaire. Celle-ci illustre la différence de sensibilité, pour employer une litote, entre Français et Britanniques à propos de tout ce qui touche au tunnel en général et au TGV qui doit l'emprunter en particulier.

Les Français sont très fiers de leur TGV. Les Britanniques en connaissent vaguement l'existence mais développent d'étranges symtômes dès qu'il s'agit de le faire rouler sur leur territoire. Cette technologie venue d'ailleurs est un peu blessante pour l'orgueil national. L'Angleterre n'a-t-elle pas, après tout, inventé jadis la locomotive à vapeur ? Les habitants du Kent ne sont pas loin de prêter le maintien en service des motrices diesel, qui leur rappellent le passé, alors que le TGV électrique est presque assimilé au diable.

La manifestation qui a eu lieu dimanche à Maidstone n'est pas le fait de quelques écologistes isolés. En tête du cortège marchait M. Andrew Rowe, député conservateur au Parlement de Westminster, et président d'une association anti-TGV active et efficace. Quatre autres parlementaires du Kent ont exprimé publiquement leur soutien à cette action. Tout s'est passé dans la bonne humeur, sous un beau soleil, et au son des cornemuses. Mais les responsables de la SNCF et de British Rail savent depuis des mois que l'opposition des habitants du Kent à la construction d'une ligne de TGV est tout sauf folklorique. Elle peut bloquer le processus pendant des années.

Il faudra en effet un vote du Parlement pour autoriser une telle

entreprise. Le lobby anti-TGV dispose de l'arsenal infini des questions de procédure et des amendements chausse-trappes pour retarder l'inévitable jusqu'aux approches de l'an 2000. Si le tunnel est ouvert en mai 1993, comme prévu, les TGV rouleront à environ 80 km/heure de moyenne sur le tronçon britannique, qui sera simplement l'utilisation de l'antique réseau existant, lequel date quasiment de la reine Victoria. A titre de comparaison, le TGV circulera à 160 km/heure dans le tunnel lui-même et à 320 km/heure du côté français.

L'amélioration du tronçon britannique est en cours. La question du terminus londonien n'est toujours pas tranchée. La gare de Victoria conserve toutes ses chances, bien qu'elle soit déjà saturée par les trains de grande ligne et de banlieue. Il est acquis qu'en 1993 il faudra en passer par le réseau existant, plus ou moins réajusté.

La construction d'une ligne nouvelle à travers le Kent, qui permettrait au TGV de donner sa mesure et de réduire d'une demi-heure le voyage entre Londres et Paris, s'impose. Mais les habitants du Kent ne veulent pas entendre parler des quatre projets de tracé.

DOMINIQUE D'OMBRES.

ARGENTINE

Une caserne attaquée près de Buenos-Aires

Une caserne de la province de Buenos-Aires a été attaquée, et plusieurs personnes ont été blessées, a-t-on appris, lundi 23 janvier, de sources policières, qui affirmaient que la situation demeurait « très confuse » en début de matinée.

Des inconnus en civil ont lancé, dans la nuit, plusieurs grenades vers l'intérieur de la caserne de la Tablada, à 25 kilomètres de Buenos-Aires, et un camion, ainsi que six automobiles ont défoncé le portail central du bâtiment. Selon des témoignages, plusieurs femmes participaient à l'attaque.

La police a, d'autre part, indiqué qu'au moins deux membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours de ces incidents et que les assaillants étaient au nombre d'une centaine. Les militaires à l'intérieur de la caserne seraient également environ une centaine. — (AFP.)

URSS Un séisme aurait fait un millier de morts au Tadjikistan

Un fort tremblement de terre a frappé, lundi 23 janvier, le Tadjikistan (république soviétique d'Asie centrale voisine de la Chine et de l'Afghanistan) et aurait fait 1 000 morts selon un correspondant local de l'agence Tass. Mais les autorités tadjiks se refusent à donner un bilan officiel. Cette secousse semble toutefois avoir été moins violente que celle qui a anéanti plusieurs villes et de nombreux villages d'Arménie le 7 décembre dernier.

Le village de Chaur aurait été très largement détruit selon les informations fournies au Monde par des journalistes de l'Agence télégraphique tadjik. De même source on indique qu'un tiers du village de Okoulbulo, où la situation est « horrible », a été recouvert par un glissement de terrain tandis que « des maisons » se sont écroulées. Le sort tragique de ces deux villages a été confirmé par le correspondant de l'agence Tass, qui a précisé : « Il est très difficile d'extirper les corps qui sont enfouis sous 10 à 15 mètres de terre. Des milliers de têtes de bétail ont, elles aussi, été englouties sous les éboulements ainsi que des dizaines de kilomètres de routes et de lignes de communication ».

La secousse s'est produite à 5 heures, heure locale, puis autres secousses ont suivi coup sur coup, réveillant Duchanbé et provoquant une très grande peur en raison de la tragédie arménienne.

Une commission gouvernementale a été créée par les autorités du Tadjikistan, pour superviser les secours. L'armée a été envoyée sur place pour aider aux opérations de sauvetage. — (AFP.)

(Selon les premiers calculs de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, la magnitude de ce tremblement de terre était inférieure à 5,5 (celle du séisme d'Arménie était voisine de 7) et les coordonnées de l'épicentre étaient 38,49° nord et 69,46° est. C'est dire qu'il était assez proche de Douchanbé (38,35° nord et 68,49° est), la capitale du Tadjikistan, et du barrage de Nurek (38,23° nord et 69,19° est). Le barrage de Nurek, construit dans une des régions les plus sismiques d'URSS, est connu des sismologues : depuis sa mise en eau, il y a une quinzaine d'années, les variations de son niveau induisent une agitation sismique dont l'importance suit l'ampleur de ces variations.)

Après trois années de perestroïka, le bilan de l'économie soviétique, en 1988, est morose, et les progrès par rapport à l'année précédente bien minces. C'est ce qui ressort des résultats publiés, samedi 21 janvier à Moscou, par le comité d'Etat aux statistiques. Celui-ci reconnaît, dans son communiqué, que les objectifs de croissance du revenu national et de la production n'ont pas été atteints, malgré des progrès dans les secteurs de l'alimentation et du logement.

Le revenu national a atteint, en 1988, 625 milliards de roubles (1 rouble équivaut à 10 francs français), soit une augmentation de 4,4 % par rapport à l'année précédente.

L'objectif de croissance était de 6,6 %. La production industrielle a crû de 3,9 % en 1988, ce résultat étant totalement imputable, selon le comité d'Etat, à l'augmentation de 4,7 % de la productivité du travail.

Le comité souligne également que le secteur des machines-outils, crucial pour la modernisation de l'équi-

pement dans l'industrie, a connu une croissance supérieure de 1,6 % à celle de la production industrielle sans pour autant, une fois de plus, remplir les objectifs fixés par le Plan. L'URSS a produit 624 millions de tonnes de pétrole, soit la même quantité qu'en 1987. En ce qui concerne le logement, 2,2 millions d'appartements ont été construits, permettant à 11 millions de personnes d'emménager dans un nouveau logement, mais le nombre de personnes en attente d'un appartement s'élève à 14 millions dans le seul secteur urbain, un chiffre qui a progressé depuis 1987.

De manière générale, le comité insiste dans son rapport sur la priorité donnée à la consommation à la suite de la « réorientation sociale de l'économie ». Allocations diverses et distributions de biens de consommation ont été renforcées, ce qui n'empêche pas le comité de remarquer que la situation reste tendue en matière d'approvisionnement de la population.

Le retour au premier plan de M. Fraga, qui incarne depuis la mort de Franco un conservatisme dur, coïncide avec la tentative de l'Alliance populaire de s'ouvrir au centre. Le congrès a confirmé la nomination du chrétien-démocrate Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, et qui vient pour ce faire d'adhérer à l'Alliance comme tête de liste aux prochaines élections européennes. Six des vingt et un députés de la Démocratie chrétienne ont rejoint ce mois-ci la formation de M. Fraga.

M. Oreja est également cité comme possible candidat pour conduire le parti lors des prochaines élections législatives de 1990. L'Alliance compte actuellement 68 députés contre 184 au Parti socialiste. Selon un sondage qui vient de publier l'hebdomadaire « Diario 16 », l'Alliance serait actuellement en progression avec 20,8 % des intentions de vote, contre 37,5 % aux socialistes, qui perdraient leur majorité absolue de députés en cas d'élections.

Le Président de Rodin vous révèle :
LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS.
Vous devinez facilement ces « toms » célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'aviez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'ordres prestigieux et exclusifs.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

Sur le vif

Honte

Vous, je sais pas, mais moi, ça me rend malade, tous ces petits gosses enlevés, violés, martyrisés, assassinés... La petite Delphine, la petite Sandrine, la petite Ludvine, la semaine dernière le petit Laurent et puis, avant-hier, encore, la petite Céline, adorable tout de chou, retrouvée égarée dans une vallée chez son voisin de palier. Douze meurtres en moins d'un an. Enfin, c'est pas possible, c'est plus possible !

Comment se fait-il que sur cet intolérable phénomène de société — l'enfant-objet, objet de plaisir, qu'on jette, qu'on détruit après usage, objet de négoce, la traite des gosses, ça existe — la France soit à la traîne de tous les pays civilisés ? Aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Scandinavie, il n'est question que de ça. C'est le bras armé de combat.

Ici, rien, ou si peu... Et ce peu-là, une photo et un mini-reportage de trente secondes à la télé, des « papiers sur trois cols » dans la presse populaire, c'est encore trop pour nos raffinés, nos intellectuels, les trouvants vulgaires, tout juste bon pour les bonniches, ce goût maboul du fait divers. Résultat : on voit s'étaler sur nos écrans des scènes pousse-au-crie, des vamps hautes comme trois pommes qu'on oblige à se trémousser, aiguicheuses, racoleuses, battant des cils, exécutant une mala-

droite danse du ventre pour une marque de couches-culottes. On les qualifie de « sac symbole », et on trouve ça charmant, plein d'humour, de drôlesse.

Désolée, pas moi. Moi, la troupe de couches-culottes, on les qualifie de « sac symbole », et on trouve ça charmant, plein d'humour, de drôlesse.

Désolée, pas moi. Moi, la troupe de couches-culottes, on les qualifie de « sac symbole », et on trouve ça charmant, plein d'humour, de drôlesse.

CLAUDE SARRAUTE.

Trois cantonales partielles

DORDOGNE : canton de Savignac-les-Églises (2^e tour).

Inscr. 6 246 ; vot. 3 791 ; abst. 39,31 % ; suffr. expr. 3 593. M. Guette Rebère, maj. p. 2 489 voix (69,27 %). ELUE : M. Henri Flourez, div. d., 1 104 (30,72 %).

(Après le scrutin aux 1^{ers} tours, M. Rebère, conseiller général depuis 1975, avait obtenu 13 637 voix (51,1 %) contre 12 800 (48,9 %) à M. Flourez. Au premier tour des dernières cantonales, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 13 637 ; vot. 7 122 ; abst. 47,77 % ; suffr. expr. 6 988. M. Flourez, 3 273 (47,02 %) ; M. Rebère, 3 709 (52,98 %).

HERAULT : canton de Montpellier-3 (1^{er} tour). Inscr. 24 173 ; vot. 9 682 ; abst. 59,94 % ; suffr. expr. 9 498. MM. Jean-Pierre Grand, RPR, m. de Castelnau-le-Lez, 5 039 voix (53,26 %) ; Pierre Varray, PS, 2 866 (30,17 %) ; M. Hélène Zouroudis, FN, 812 (8,54 %) ; M. Jean Aubert, PC, 761 (8,01 %). Il y a ballottage.

(Il n'y avait eu ni majorité absolue, M. Grand, faute d'avoir recueilli un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits, n'a pas été déclaré élu. Le siège était vacant par M. René Combes (RPR), député, maire de la Grande-Motte, démissionnaire pour cause de cumul de mandats.)

En mars 1985, M. Combes avait obtenu un second tour avec 8 408 voix (64,73 %) contre 4 580 (35,26 %) à M. Michel Georgieff (PS) ; sur 12 988 voix exprimées, 13 635 voix et 21 812 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr. 21 817 ; vot. 13 635 ; abst. 38,06 % ; suffr. expr. 12 894. MM. Combes, 5 039 voix (39,01 %) ; Georgieff, 3 069 (23,89 %) ; Robert Thiry, FN, 2 592 (20,19 %) ; Jacques Bonnet, PC, 927 (7,15 %) ; Michel Sidi, div. d., 894 (6,86 %) ; Henri Giffone, CNL, 370 (2,86 %).

Par rapport à 1985, le FN perd 11,56 points de pourcentage tandis que le PS en gagne 6,27 et le PC 0,83. Quant au RPR, il progresse de 4,38 points par rapport au total des quatre candidats de droite d'alors.)

Ille-et-Vilaine : canton de Montfort-sur-Meu (1^{er} tour).

Inscr. 13 615 ; vot. 7 728 ; abst. 43,23 % ; suffr. expr. 7 640. MM. Jacques Pélorge, UDF-CDS, maire de Montfort, 4 740 voix (62,04 %) ; Victor Prédaut, PS, cons. mun. de Montfort, 3 777 (44,20 %) ; Gérard Aubaud, sans étiqu., 373 (4,88 %). Alfred Legros, PC, cons. mun. de Montfort, 268 (3,50 %). Il y a ballottage.

(Le tribunal administratif avait annulé, le 24 novembre dernier, le scrutin du 2 octobre qui s'était soldé par le succès au second tour de M. Pélorge avec six voix d'avance sur son adversaire socialiste. Par rapport au premier tour des dernières cantonales, il y a eu 606 abstentions supplémentaires. Cette meilleure participation n'a guère profité au PC, dont le candidat perd 128 voix et

Deux morts

au Rallye de Monte-Carlo

Une sortie de route du pilote italien Alessandro Fiorio (Lancia Delta intégrale) dans la cinquième épreuve spéciale du parcours commun du Rallye de Monte-Carlo, disputée lundi 23 janvier entre le château de Boulogne et Lys (Ardèche), a fait deux morts et trois blessés parmi les spectateurs. Le jeune Italien, qui tenait sur sa voiture un nouvel embrayage, a commandé, l'électronique, avait déjà effectué la veille, dans l'épreuve de classement, une sortie de route qui avait fait deux blessés.

management

Dépassez vos limites ! EN FAIRE PLUS

par le corps et l'esprit

Il n'y a pas une heure de cours théorique et la journée démarre à 7 heures pour se terminer à 21 heures.

7 jours résidentiels dans la région de Fontainebleau

11 Mars midi au 18 Mars midi

Élargissez vos capacités à dépasser vos limites grâce aux meilleures méthodes internationales.

Renseignements, inscriptions, réunions de présentation gratuites.

64, rue La Fayette 75009 PARIS Tél. (1) 42.46.89.99

EUROTEAM Groupe **CSP**

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE